Digitized by Google

R. BIBLIOTECA NAZ. CENT. VITT. EMAN. II
257
13 D
11
ROMA

Digitized by Google

NAZIONALE
BIBLIOTECA
257
13 D
11
CENTRALE V. E. II
ROMA

Digitized by Google

257. 13. 9. 11

HISTOIRE

DU BRIGANDAGE

DANS L'ITALIE MÉRIDIONALE

43 1/2 Lelo

Paris. – Imp. Pillet fils aîné, rue des Grands-Augustins, 5.

Digitized by Google

HISTOIRE

DU

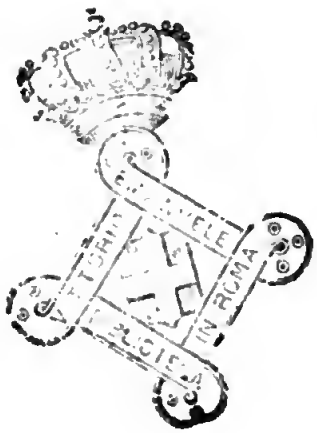
BRIGANDAGE

DANS

L'ITALIE MÉRIDIONALE

PAR

MARC-MONNIER



PARIS

MICHEL LÉVY FRÈRES, LIBRAIRES ÉDITEURS

RUE VIVIENNE, 2 *bis*, ET BOULEVARD DES ITALIENS, 15

A LA LIBRAIRIE NOUVELLE

1862

Tous droits réservés

Digitized by Google

Digitized by Google

AVERTISSEMENT

L'auteur de cet opuscule n'est pas un historien; il l'a dit ailleurs et ne cessera de le répéter, on n'écrit pas l'histoire contemporaine. Quelle que soit l'indépendance de l'homme qui raconte ce qui se passe sous ses yeux, il s'y intéresse naturellement comme spectateur; il y est attaché sinon par ses intérêts, au moins par ses convictions et ses sympathies. Il peut n'appartenir à aucune coterie, à aucun parti même; il appartient forcément à une cause qui le prédispose à une involontaire partialité. Il a beau se défier de ses propres impressions, l'effort même qu'il fait pour s'en affranchir est

Digitized by Google

une gêne; on n'est vraiment à l'aise qu'avec le passé déjà vieux. Ce que nous voyons de près nous frappe inégalement; nous ne pouvons apprécier les choses qu'à notre point de vue; il nous manque la liberté d'esprit qui les place à leur jour et la distance qui nous permet d'en embrasser l'ensemble. L'histoire de la révolution napolitaine est impossible encore, et celui qui l'entreprendrait aujourd'hui serait forcément un pamphlétaire, à moins qu'il ne voulût se résigner à l'humble métier de chroniqueur.

L'auteur de ce bulletin s'y résigne; il n'a d'autre prétention que de rassembler des faits et de les contrôler. Peut-être sera-t-il par là plus utile aux historiens futurs que s'il leur offrait des dissertations d'un pédantisme facile sur les événements contemporains. Il s'est mis à l'œuvre avec patience et conscience, tâchant d'être exact et complet. Complet à sa manière, non pas en disant tout ce qu'il sait pour faire un gros livre illisible, mais en choisissant, parmi des kyrielles de faits pareils, les plus importants et les plus caractéristiques. Exact, autant qu'on peut l'être, au milieu des assertions exagérées et contradictoires à travers lesquelles la critique

la plus cauteleuse n'a souvent, pour se frayer un chemin, d'autre guide que son bon plaisir.

Forcé, comme il l'est, d'élaguer et de choisir, l'auteur ne se pique pas d'apprendre beaucoup de faits nouveaux aux lecteurs italiens qui auront la primeur de sa brochure, mais il espère leur offrir un tableau véridique où leurs souvenirs éparpillés seront recueillis, expurgés, mis en ordre par un narrateur de bonne foi. Aux étrangers (car c'est pour eux surtout qu'il écrit) son travail ne sera pas inutile : il fixera leur opinion sur cette question du brigandage, si diversement appréciée; il leur montrera la différence énorme qui existe entre les désordres des provinces napolitaines et les insurrections des carlistes et des Vendéens; il dissipera cette étrange confusion, savamment entretenue par certains journaux pour donner aux mouvements de ce pays les proportions d'une guerre civile. Si l'auteur obtient ce résultat, il aura servi l'Italie : c'est tout ce qu'il tâche de faire depuis sept ans.

HISTOIRE

DU BRIGANDAGE

DANS L'ITALIE MÉRIDIONALE

I

Les Napolitains. — Les lettrés et le peuple. — La peur. — Le droit du plus fort. — Les camorristes. — Les brigands purs. — Les rançons (*ricatti*). — Ferdinand II et Talarico. — Amato et Vandarelli. — Un mot sur 99.

Pour bien comprendre ces événements, il faut avant tout avoir une idée du pays, j'entends des hommes. Il importe de savoir quels sont les Napolitains. Je les vois jugés diversement, presque toujours avec un fonds de malveillance. On les considère en bloc et on les voit mal.

Il y a ici deux classes bien distinctes : les lettrés et le peuple. Je ne dis rien de la noblesse, elle n'existe plus; elle est à Paris ou à Rome. Je ne dis rien non plus de la bourgeoisie non lettrée; elle n'existe pas.

Digitized by Google

Les lettrés montrent par leur nombre et par leur valeur ce que deviendra ce pays quand il aura vécu quelque temps sous une loi de progrès, de moralité, de justice. C'est déjà Naples qui fournit à l'Italie le plus grand nombre d'hommes distingués dans toutes les voies. Même avant la révolution, ses proscrits dominaient dans la haute Italie; l'émigration napolitaine fournissait les avocats, les médecins les plus recherchés; elle peuplait les administrations, elle occupait les chaires. Ceci est bon à rappeler, parce qu'on l'a oublié trop vite; parce qu'après la révolution, comme il arrive toujours, quelques incorruptibles réputations sont tombées, et que des puritains sont devenus ce qu'on devient presque fatalement au pouvoir, il ne faut pas oublier que, pendant douze ans, sur la terre d'exil, dans les bagnes ou dans une prétendue liberté plus surveillée, plus isolée que la vie de prison, les lettrés de Naples ont donné pour la plupart l'exemple de la dignité, de la persistance et du sacrifice. Sous une succession de mauvais rois, sans écoles, sans émulation, sans association possible, ils se sont formés seuls; séparés du reste de l'Europe, ils ne sont pas restés en arrière, ils ont offert à la civilisation leur tribut d'œuvres et leur contingent de soldats, de capitaines : héros quelques-uns, martyrs presque tous.

Digitized by Google

Cette justice rendue, je parlerai librement du peuple. Ce ne sont pas les lettrés qui ont appelé, ni suivi, ni vanté les brigands. Je n'aurai donc pas à m'occuper d'eux dans cette étude.

Mais je dois indiquer la dégradation des classes inférieures, et dans ces classes inférieures je comprends tous ceux qui chez nous composent la petite bourgeoisie, les *mezzi galantuomini*, comme on les appelle ici, le menu commerce à Naples, les petits propriétaires dans les campagnes, tout ce qui sait à peine lire et porte des basques à son habit.

Ces classes vicieuses ou plutôt viciées (car elles cachent un fonds de qualités réelles et de singulières vertus) ont déjà fait depuis l'an dernier d'incontestables progrès que je noterai plus tard; mais alors elles étaient dominées par un sentiment fatal, unique, absorbant tous les autres : la peur! Leur religion, c'était la peur du diable; leur politique, la peur du roi. Le gouvernement et le clergé entretenaient ces dispositions qui les rendaient tout-puissants et qui empêchaient les désordres. On ne combattait pas la misère et l'ignorance, on ne prévenait point leurs crimes avec des ateliers et des écoles, mais avec des menaces : la menace du bagne et celle de l'enfer.

La peur remplaçait donc la conscience et l'amour

du devoir. Pour obtenir l'ordre, on abattait les caractères au lieu de les relever. Dans ce pays fait pour l'égalité, car l'esprit national est éminemment expansif et sociable, les hiérarchies n'étaient maintenues que par ce moyen; le soldat craignait les galons de son caporal; votre cocher de cabriolet craignait votre habit et se laissait battre. Le même homme, avec un de ses égaux, aurait affronté, pour un sou, un duel à mort [1].

Aussi que vit-on partout? La peur exploitée par les violents, et le droit du plus fort proclamé et reconnu, plus éloquemment que dans livre de M. Proudhon, par toutes les populations de ces provinces.

De là le brigandage pur, qui n'a jamais cessé dans les campagnes ni dans les villes. Les hommes d'énergie se réunissaient en bandes et opprimaient les timides;

1. Je tiens à insister sur cette distinction, fort importante à mon avis, car bien des lourdes erreurs sur les Napolitains viennent de ce qu'elle n'est pas comprise. Le peuple n'était point vil, mais avili par des gouvernements qui lui avaient faussé le sens moral. Ceux qui l'appellent lâche se trompent. Pour défendre sa maison ou son clocher, sa famille ou sa croyance, il a fait souvent des prodiges de valeur : les soldats de Championnet en surent quelque chose. Toutes les révolutions de Naples (au moins toutes celles qui réussirent) furent plébéiennes, depuis Masaniello jusqu'à Garibaldi. Mon ami Antonio Ranieri, le patriote napolitain par excellence, me rappelle que, si l'inquisition ne s'établit jamais à Naples, ce fut grâce aux lazzaroni, qui n'en voulurent pas.

telle est la vraie origine de la *camorra*. On connaît maintenant cette franc-maçonnerie plébéienne qui se ramifiait dans toutes les provinces, et que le pouvoir a presque toujours ménagée, ne pouvant l'abolir. Tous ceux qui osaient manier un couteau se piquaient d'en être; ils passaient par deux degrés d'initiation et finissaient par être enrôlés. Ils avaient des chefs dans les douze quartiers de Naples, dans toutes les villes du royaume, dans tous les bataillons de l'armée; ils régnaient partout où le peuple était rassemblé, ils prélevaient un droit sur l'argent que vous donniez à votre cocher de fiacre; ils surveillaient les marchés et prenaient leur part de la vente; ils surveillaient les parties de cartes entre gens du peuple et recevaient leur tribut du gagnant. Ils dominaient jusque dans les prisons, et la police les laissait faire. Elle leur confiait même, au besoin, son office; ils découvraient et arrêtaient au nom du roi les hommes dangereux. Récemment encore, ils ont su prendre un assassin introuvable, et cet assassin était des leurs; je l'ai vu passer couvert de sang et traîné en prison par ses complices!

On les enfermait quelquefois, on les mettait aux galères. Mais même alors ils effrayaient les honnêtes gens, les hommes libres. Au fond du bagne, les poings et les pieds chargés de chaînes, ils recevaient la visite

de pauvres diables qui venaient humblement, régulièrement payer leur contribution du mois.

L'association avait des lieux de réunion, une caisse commune, une forte organisation, des règlements, des lois inflexibles. Le chef s'attribuait des droits effrayants sur les affiliés. S'il leur commandait un meurtre, ils devaient obéir, sous peine de mort. Le couteau punissait toutes les infractions, tranchait toutes les querelles. Chaque camorriste en portait sur lui deux pareils, un pour lui, l'autre pour vous, si vous résistiez à ses ordres. Et c'était un duel terrible; il frappait *dans la caisse*, c'est-à-dire au cœur.

Avec de pareilles mœurs, le brigandage ne doit plus étonner personne. Il y a toujours eu des brigands dans ce pays. Ouvrez les livres d'histoire, vous en trouverez sous tous les règnes, sous toutes les dynasties, depuis les Sarrasins et les Normands jusqu'à nos jours. Jamais les routes n'ont été bien sûres entre Rome et Naples; figurez-vous donc ce que devait être l'intérieur moins fréquenté du pays : un immense coupe-gorge. Dans certaines provinces, il n'a jamais été prudent de voyager, même en uniforme. Paul-Louis Courier a écrit là-dessus des lettres qu'on sait par cœur.

Tout favorisait le brigandage. D'abord la configuration du pays, hérissé de montagnes. Puis les idées du

gouvernement, qui livraient ces montagnes à elles-mêmes, sans les percer de tunnels, ni même les couper de routes; il y a des districts entiers qu'on n'a jamais traversés en voiture; il y a des chemins où les mulets ne se risquent pas. Puis le système apulien d'agriculture, la vie nomade des pasteurs qui passent leurs étés sur les montagnes et vivent là-haut sans famille au milieu de leurs troupeaux, dans un isolement farouche. Les passants mal gardés ont toujours tort de s'aventurer dans ces déserts.

Ceux qui étaient forcés de les parcourir se faisaient escorter par les brigands. L'an dernier, avant la révolution, un voyageur voulut escalader le Matese; il prit un guide et se confia pleinement à lui. Il fit une ascension pénible à travers un pays merveilleux; aux deux tiers du chemin se creusait un lac au fond d'une vallée sauvage, des bouquets de sapins couvraient les escarpements des rochers; du sommet de la montagne aux deux horizons, on apercevait les deux mers. Le voyageur et le guide étaient seuls en face de cette nature tourmentée et presque inquiétante. Ils rencontrèrent une croix.

— C'est moi qui l'ai plantée, dit le guide.

— Pourquoi faire?

— C'est un vœu que j'ai fait.

— A quel propos?

— Pour une disgrâce qui m'est advenue.

— Quelle disgrâce?

— J'ai tué un homme.

— Toi?

— Oui, monsieur, là.

Et il montra la croix. Il en avait planté vingt-neuf autres sur d'autres points de la montagne.

Tous les tribunaux réunis de l'Europe ne suffiraient pas pour juger les crimes inconnus commis sur ces hauteurs. Le pouvoir les laissait commettre. L'impunité permettait aux plus hardis de se réunir en petites bandes; ils s'établissaient alors dans quelque forêt bien sombre et tentaient des expéditions. Relisez *Gil Blas* et changez les noms de pays, vous aurez le récit de ces campagnes. Les plus menacés étaient toujours les voyageurs; mais les propriétaires établis dans les endroits mal hantés ne dormaient pas sur leurs deux oreilles. Si leurs paysans armés ne faisaient pas bonne garde, ils risquaient toujours d'être enlevés une belle nuit et emmenés dans la montagne. Alors on leur imposait une rançon. Le prisonnier écrivait à sa famille et c'étaient les brigands qui portaient la lettre. La famille payait.

Ceci se passait tous les jours. Récemment encore, un

homme fut enlevé en province; ses parents étaient à Naples. Ils reçurent un émissaire des ravisseurs. Ceux-ci réclamaient un millier de ducats; les parents en offrirent le tiers. L'émissaire revint avec une oreille du captif, menaçant de couper l'autre s'il fallait une troisième sommation. Cette histoire a été donnée par les journaux, avec des indications de noms et de domicile. Les parents payèrent tout; ils meurent de faim.

De pareilles aventures seraient impossibles partout ailleurs : ici, la peur les encourage. On n'ose dénoncer les émissaires, on leur fait bon visage, on les touche dans la main. Un homme suffit pour effrayer toute une population; je l'ai vu de mes yeux à une heure de Naples. C'était un ouvrier qui venait de tuer son contremaître; il se promenait tranquillement, le front haut, dans le village. Le syndic n'eut pas le cœur de le faire arrêter.

Oui, le pouvoir tremblait devant ces hommes. On avait bien organisé une garde urbaine pour protéger les campagnes; mais ces villageois armés étaient souvent d'accord avec les brigands. Quand les bandes étaient trop fortes et menaçaient de prendre un drapeau, le gouvernement se décidait à les combattre. Alors commençaient les guerres de montagne qui se livrent encore aujourd'hui, les expéditions contre un

ennemi qui échappait toujours, embusqué dans les bois quand on le cherchait sur les monts, caché dans les broussailles, couché dans les blés, imprenable, invisible, s'enfuyant toujours plus loin, plus haut, jusqu'à ce que le roi, de guerre lasse, promît l'armistice à tous ceux qui se seraient rendus. — Et le roi tenait quelquefois sa promesse [1].

Un jour même, Ferdinand II dut traiter avec Josaphat Talarico, qui le bravait et le battait depuis longtemps du fond de la Sila, en Calabre. C'est un massif qui a toujours abrité des brigands. Il fut convenu que Talarico et ses hommes auraient non-seulement la vie sauve, mais la liberté; mieux encore : une pension du roi. Seulement, ils seraient confinés dans Ischia, la plus belle et la plus riche des îles. Ils y sont encore et ils touchent leur pension.

Tel était le brigandage pur en temps ordinaire, et il n'a jamais cessé d'exister. Aux derniers jours de

1. Pas toujours cependant. « Les Bourbons restaurés prirent un autre moyen pour détruire le brigandage, dont ils s'étaient servis et qu'alors ils se reconnurent impuissants à réprimer. Le général Amato vint à composition avec la bande de Vandarelli, qui infestait la Pouille, et lui accorda non-seulement le pardon et l'oubli, mais il fut stipulé qu'elle serait transformée, avec une riche solde, en une légion armée au service du roi, à qui elle prêterait serment. Ces conventions faites, la bande vint à Foggia pour se rendre, et, là, désarmée par les ordres du général, elle fut détruite à coups de fusil. » (Circulaire du baron Ricasoli.)

Ferdinand, il s'était organisé aux frontières un service régulier pour le transport des chevaux volés; des étapes étaient établies de distance en distance jusque dans les États romains, où les bêtes étaient vendues. Un bourbonien, aujourd'hui célèbre, entrait dans cette exploitation : ce n'était pas Chiavone.

Dans les moments de crise politique, le brigandage redoublait fatalement, accueillant pêle-mêle la lie des populations remuées, l'écume des prisons ouvertes, des flots de vagabonds et de malfaiteurs. Aussi vit-on presque toujours le parti vaincu se servir de ces bandits pour relever sa cause. Ai-je besoin de rappeler les sanglantes expéditions du cardinal Ruffo en 1799. Il y avait alors des chefs célèbres : Fra Diavolo, le Mammone, Proni, Sciarpa, de Cesari, « dont je ne saurais dire autre chose, écrit l'historien Carlo Botta, sinon que je plains la cause des Bourbons de les avoir eus pour défenseurs. » Je ne veux pas rappeler les atrocités de cette armée sinistre, elles sont trop connues. Mais je m'arrêterai un instant sur le brigandage au temps de Joseph Bonaparte et de Murat. Ici, je suis guidé par des publications récentes qui nous apprendront quelques faits nouveaux, et j'aurai à noter de singuliers rapports avec les événements de cette année.

Google

II

Le brigandage sous Joseph Bonaparte et Murat. — Comment il s'était formé. — Antonelli, ses deux entrées à Chieti. — Tacconi. — Le Bizzarro et sa femme. — Parafante. — Les officiers fusillés par leurs propres soldats. — Les massacres de Parenti. — Le général Manhès. — Une ville en interdit. — *Santo Manhès!*

Voici d'abord une page curieuse et presque inconnue de Pietro Colletta[1]. Cette page fut écrite il y a trente ans, sur une histoire déjà vieille d'un demi-siècle; on la dirait écrite aujourd'hui sur l'histoire d'hier :

« Qu'était-ce donc que le brigandage? se demande Pietro Colletta. Examinons-le en fait et en droit, c'est-à-dire dans ceux qui le composaient et dans leur but. En 1806 et 1807, s'y adonnèrent les anciens champions de 1799, Fra Diavolo, les Pizza, les Gueriglia, les

1. Les généraux Mariano d'Ayala et Errico Cosenz, le duc de Cirella, le baron G. Marsico, le chevalier del Giudice, MM. Filippo Agresti et Giuseppe del Re viennent de réunir les manuscrits posthumes du général historien, qui seront publiés à la typographie nationale, sous le titre suivant : *Opere inedite o rare di Pietro Colletta.* Le premier volume, imprimé déjà, n'est pas encore en vente. J'en ai, par aventure, un exemplaire, d'où j'extrais la page que je donne ici.

Digitized by Google

Furia, les Stoduti et d'autres aussi mal famés. Mais, dans ces mêmes années, ils furent tués ou pris, ou épouvantés; car les faciles manœuvres de 99 ne convenaient plus en 1806; il fallait d'autres efforts et d'autres hommes : c'était un métier difficile et fatal; on ne s'y jetait que par désespoir. Voilà pourquoi se vidèrent en Sicile les prisons et les galères, et l'on recrutait les Napolitains, qui, malfaiteurs, s'étaient enfuis de leur patrie...

» Des hordes nombreuses en furent vomies dans le royaume durant les deux premières années, soit pour retarder le siége de Gaëte — (c'est exactement comme aujourd'hui) — soit pour seconder les expéditions de Maïda et de Mileto. Mais, après ce temps-là, les entreprises du brigandage furent plus restreintes : on débarquait peu d'hommes sur une plage déserte, et le plus souvent dans la nuit. Ils s'enfonçaient dans l'intérieur des terres. S'ils étaient fortunés, ils tuaient, volaient, détruisaient des maisons, des moissons, des troupeaux; s'ils étaient poursuivis, ils se rembarquaient, et, se retirant alors en Sicile ou à Ponza (alors occupée par le prince de Canosa) plus riches de dépouilles et de méfaits, ils en étaient récompensés par des louanges et des salaires. Des soldats français pris à l'improviste et tués, un petit poste surpris, un courrier

assassiné, une valise de lettres volée, c'étaient là des lauriers comme il n'en poussa jamais dans les champs d'Austerlitz et de Waterloo. Les actes étant dénaturés, le crime tourné en exploit, la peste gagna le royaume ; les malfaiteurs, les désœuvrés, les gens avides du bien d'autrui s'unissaient aux brigands, grossissaient les bandes de Sicile ou se formaient à eux seuls. Toutes avaient pour but et pour trophée le vol et le massacre. »

Voyons maintenant quels étaient les chefs de ces bandits. Je parle de temps reculés, d'intérêts qui ne sont plus les nôtres. On peut aujourd'hui considérer sans passion les règnes de Joseph Bonaparte et de Murat. Je ne serai donc pas accusé de charger les hommes et les faits dans l'intérêt d'une cause quelconque. Et les vérités du passé forceront de croire aux invraisemblances du présent.

Pendant ces deux règnes, il y eut des brigands sur presque toute l'étendue du royaume [1].

1. Sur le brigandage de ce temps-là, outre les histoires de Botta et de Colletta, nous avons deux volumes intéressants consacrés au général Manhès, l'un très-curieux et très-rare : *Notizia storica del conte Ant. Manhès*, etc., etc. *Scritta da un antico uffizziale dello stato maggiore del sudetto generale Manhès, nelle Calabrie. Napoli pei torchi di Giovanni Ranucci*, 1846. L'autre, habilement fait, a paru le mois dernier, sous ce titre : *Memorie autografe del generale Manhès intorno ai brigonti, compilate da Francesco Montefredine. Napoli, stamperia dei fratelli Morano*, 1861.

En Basilicate : Taccone et Quagliarella.

Dans les deux principautés : Lorenziello.

Dans le district de Castrovillari, Campotanese et les montages de Polino : Carmine Antonio et Mascia.

Dans les montagnes des Calabres : Parafante, Benincasa, Nierello, le Giurato et le Boïa : ils occupaient aussi la forêt de Sant'Eufemia.

Dans les bois et les montagnes de Mongiana, dans l'Aspromonte et les forêts qui longent le Rosarno : Paonese, Mazziotti et le Bizzarro.

Dans les Abruzzes : Antonelli, Fulvio Quici, Basso-Tomeo, qui se faisait appeler *le Roi des campagnes*.

Un mot maintenant sur quelques-uns de ces chefs.

Antonelli (un nom célèbre), originaire de Fossaceca, non loin de Lanciano, occupait tout le territoire de Chieti. Joseph Bonaparte avait dû traiter avec lui de puissance à puissance. Il lui avait envoyé deux plénipotentiaires, le général français Merlin et le baron Nolli, Abruzzais qui devint plus tard ministre des finances. Antonelli voulut être traité de colonel et on le lui permit ; on lui envoya même l'uniforme et les épaulettes de ce grade. Les deux plénipotentiaires allèrent à sa rencontre à quelques milles de Chieti, et rentrèrent avec lui presque triomphalement dans la ville, devant le peuple stupéfié de cette ovation.

A l'avénement de Murat, le colonel Antonelli se remit à courir la campagne, peut-être pour devenir général. Il fut pris et ramené à Chieti, où il fit une entrée bien différente de la première, monté à rebours sur un âne dont il tenait, en place de bride, la queue à la main. On lui avait placardé sur le dos cette inscription : « Voici l'assassin Antonelli. »

Taccone, qui dévastait la Basilicate, entre un jour à Potenza, chef-lieu de la province. Toutes les autorités étaient venues à sa rencontre en procession. Il se rendit avec elles à la cathédrale et se fit chanter un *Te Deum* pour glorifier le succès de ses armes. Après quoi, le soir, il choisit une jeune fille dans l'une des premières maisons de la ville, et l'emmena de force avec lui.

En sortant de Potenza, il courut assiéger dans son château le baron Labriola Frederici. Après l'avoir tenu bloqué pendant plusieurs jours, il le força de se rendre avec sa famille, lui promettant qu'il ne lui serait fait aucun mal. A peine entrés, les brigands violèrent la femme et les filles du baron; puis, leur débauche assouvie, ils mirent le feu aux portes du château et jetèrent un enfant dans les flammes : cet enfant fut sauvé par miracle : il vivait encore il y a vingt ans.

Un autre chef, surnommé le Bizzarro, avait instruit

BIBLIOTECA NAZ. ROMA

de gros chiens à faire la chasse aux hommes. Après une rencontre, il lâchait ces chiens sur les fuyards. C'est ainsi qu'un officier de la garde civique, attaché à l'état-major du général Partouneaux, avait été dévoré. Après l'arrivée de Manhès, Bizzarro, abandonné de sa bande, ne traînant plus avec lui que deux hommes, fut réduit à un tel désespoir, que, pour ne pas se laisser trahir par des vagissements, il écrasa contre un arbre un petit enfant qui venait de lui naître. Alors la femme vaillante qui avait suivi jusque-là le bandit, et qui était la mère de cet enfant, résolut de se faire justice elle-même. Elle attendit le sommeil du brigand, lui prit son fusil et le tua. Après quoi, elle osa se présenter aux autorités de Mileto, et elle réclama l'argent promis à celui qui aurait mis à mort le Bizzarro. La somme lui fut comptée fidèlement; elle se maria, et devint honnête femme.

Je ne parlerai pas de Basso-Tomeo, *le Roi des campagnes*, qui brûla une caserne de gendarmerie, en poussant dans le feu les enfants et les femmes des gendarmes absents. J'ai assez de toutes ces horreurs. Mais je veux dire un mot de Parafante, qui, du moins, avait de la puissance et de l'audace. Il prit un jour, dans le bois de Sant'Eufemia, un Français nommé Astruc, employé dans l'administration des domaines royaux. Il lui

imposa pour sa rançon les conditions suivantes : toutes les familles des brigands détenues dans les prisons devaient être relâchées; plus encore : fournies de vivres et de vêtements. — Or, le gouvernement disposait de soixante mille baïonnettes. — Il y avait vingt-cinq mille soldats dans le camp de Piale, sur l'Aspromonte, réunis pour repousser un débarquement qui se préparait en Sicile, et ces vingt-cinq mille hommes étaient commandés personnellement par le roi. — Les conditions imposées par Parafante furent acceptées et remplies.

Autre anecdote. Un bataillon devait partir de Cosenza, un bataillon complet et commandé par un officier supérieur particulièrement exécré des brigands. Parafante eut l'audace de lui faire dire par une sorte de héraut d'armes : « Je vous attaquerai sur la grande route qui va de Cosenza à Rogliano, juste à l'endroit appelé Lago. » L'officier méprisa l'avis et se mit en marche. Et, juste à l'endroit indiqué, les brigands fondirent sur lui tout à coup; ils mirent son bataillon en pièces et en déroute. Deux lieutenants, Filangieri et Guarasci, furent pris avec vingt-cinq soldats. Les brigands ouvrirent un conseil de guerre avec tout le formidable appareil de ces jugements sinistres. Il fut décidé que les deux lieutenants seraient fusillés par leurs

propres soldats. A cette condition, ceux-ci auraient la vie sauve.

Ils refusèrent tous; mais les deux officiers leur ordonnèrent d'obéir, espérant épargner la mort à vingt-cinq hommes. Après de longues résistances, avec un serrement de cœur que je n'ai pas besoin de décrire, les soldats firent enfin ce qu'on leur imposait.

Filangieri et Guarasci commandèrent le feu ; ils tombèrent. — Après quoi, les vingt-cinq soldats furent massacrés.

J'ai un dernier trait à citer entre vingt : il n'est pas de Parafante.

Une compagnie de voltigeurs était partie de Cosenza pour aller rejoindre son régiment (le 29e) à Monteleone. Elle fit une étape sous les châtaigniers touffus qui bordent la route non loin de Rogliano. Survint une députation très-empressée: le syndic et les notables de Parenti, village perché à quelque distance de là, dans les montagnes de la Sila. Tous portaient des cocardes tricolores à leurs chapeaux pointus; le syndic avait mis son écharpe. Ils invitèrent les voltigeurs à se détourner quelque peu pour venir se reposer dans leur village. Ces licences étaient très-justifiables dans des chemins où les brigands retardaient ou détournaient souvent les troupes. Les voltigeurs acceptèrent donc

l'offre courtoise des députés, et les suivirent à Parenti. Là, ils furent reçus à bras ouverts, aux crix de *Vivent les Français! vivent les braves!* Ils se répandirent dans les maisons du village, qui voulaient toutes accueillir au moins un d'entre eux. Les officiers couchèrent dans la maison communale, et toute la compagnie, ainsi disséminée, s'endormit profondément après une rude journée de marche au soleil.

Pendant la nuit, à un signal donné, les habitants de Parenti se jetèrent sur les voltigeurs français et les égorgèrent. C'était un guet-apens préparé de longue main. Un seul homme échappa au massacre et alla le raconter au général Manhès.

Le village fut livré aux flammes. Manhès connaissait cette guerre et ne la faisait pas en gants blancs. Il fut l'instrument d'une justice inexorable; il ne recula devant aucune violence, mais il pacifia le royaume en peu de temps. En sacrifiant un homme, en brûlant un village, il en sauvait dix; il prit enfin sur lui la responsabilité terrible des rigueurs qui furent le salut du pays.

« Je ne voudrais pas avoir été le général Manhès, dit Colletta, son ennemi, dans un de ses écrits posthumes; mais je ne voudrais pas non plus que le général Manhès n'eût pas été dans le royaume en 1809 et 1810. C'est

par lui que cette plante vénéneuse du brigandage fut enfin déracinée. »

« J'aurai plus tard à raconter les répressions de Manhès. Je m'en tiens pour le moment à un seul trait, un trait de génie.

Dans les gorges de l'Aspromonte sont enfouies les communes de Serra et de Mongiana, entourées de forêts interminables et impénétrables. Là régnaient les brigands les plus terribles, Calabrais sans peur, qui attaquaient les bataillons dont se faisaient escorter les officiers généraux, quand ceux-ci allaient visiter les forges de la Mongiana.

Un jour, ces brigands annoncèrent aux autorités de Serra qu'ils étaient prêts à faire leur soumission. Seulement, leurs chefs ne voulaient se présenter que de nuit et dans une maison qu'ils désignèrent. A l'heure convenue, le syndic, le commandant des gardes civiques et le lieutenant français Gérard, de la gendarmerie royale, se rendirent dans cette maison. Les quatre ou cinq chefs de brigands furent exacts au rendez-vous et, pour gagner du temps, débattirent longuement les conditions qui leur étaient imposées. Cependant la maison fut cernée par les bandits, puis tout à coup envahie, et le syndic, le commandant national, l'officier français furent brutalement égorgés.

Quelques mois auparavant, la femme du lieutenant Gérard avait été tuée sur les montagnes du Galdo, entre Lauria et Castelluccio, dans une rencontre où les brigands avaient surpris un convoi d'uniformes destiné au 20e de ligne français. L'escorte battue et le convoi enlevé, les vainqueurs s'étaient retirés triomphalement dans les uniformes volés, décorés d'épaulettes françaises.

Revenons à Serra. Le coup n'avait été ni prévenu, ni combattu, ni puni; l'épouvante avait paralysé tous les habitants de la ville. Aussitôt averti du fait, Manhès ordonna la destruction de la maison qui avait fait accueil aux brigands; la maison ne fut pas détruite. Manhès demanda au roi quel châtiment il devait infliger à la ville.

Murat lui dit :

— Faites ce que vous voudrez, mais faites vous-même. Courez à Serra, courez-y en personne, voyez et frappez.

Manhès courut à Serra sans débrider, coupant par les forêts pour arriver plus vite. Il ne fut annoncé que par les trompettes de son escorte, qui sonnèrent tout à coup, à l'entrée de la ville, éclatant comme les fanfares du jugement dernier. La population fut terrifiée. Aux arbres qui décoraient leur place pendaient des têtes

coupées, rouges de sang caillé. Manhès demanda ce que c'était ; on lui répondit :

— C'est une vengeance des familles en deuil qui ont décapité les propriétaires de la maison où fut commis le crime.

Manhès détourna la tête et alla s'enfermer dans une chambre où il ne voulut voir personne. Il passa toute la nuit à méditer le châtiment.

C'était difficile. On ne pouvait massacrer cette population industrieuse, occupée aux forges qui alimentaient toutes les bouches à feu du pays, d'autant plus que le gros de l'armée campait non loin de là pour défendre les côtes menacées. Il fallait épargner les habitants et cependant faire un exemple terrible.

Les gens de Serra s'attendaient à la destruction de leur commune : ils passèrent la nuit à transporter dans les bois leurs objets les plus précieux.

Le matin, Manhès ordonna que toute la population se réunît sur la place publique. L'assemblée fut innombrable ; il n'y eut pas un absent. Manhès entra dans la foule et lui parla violemment avec une autorité de parole incroyable. Tous tremblaient. Il leur dit qu'ils s'étaient conduits en hommes sans courage et sans honneur, que pas un seul d'entre eux n'était innocent, que pas un ne serait épargné. Figurez-vous l'épouvante. Et,

pour les punir, il eut une inspiration lumineuse : il fit ce que le pape n'ose plus faire, il mit leur ville en interdit.

— J'ordonne, s'écria-t-il, que toutes les églises de Serra soient fermées, que tous les prêtres, sans exception, la quittent à l'instant et soient transportés à Maïda. Vos enfants naîtront sans baptême, vos vieillards mourront sans sacrements, vous serez enfermés dans votre commune abandonnée. Et vous n'échapperez pas à ma justice en émigrant dans un autre pays. Vous êtes à jamais isolés et enfermés dans votre commune; les habitants des hameaux voisins feront bonne garde, et, si un seul d'entre vous essaye de sortir, il sera tué comme un loup.

Il faut connaître le pays pour comprendre la désolation et l'abattement qui saisit le peuple à ces paroles. Manhès quitta Serra le jour même avec les soixante lanciers qui lui servaient d'escorte. Quand il partit, la ville était déserte; mais, à peine entré dans la campagne, il rencontra comme une procession de fantômes; c'était la population tout entière en chemise blanche, des cilices au front, pieds nus et tombant à genoux; tous se frappaient la poitrine avec des pierres en implorant miséricorde :

— Qu'on nous tue plutôt, s'écriaient-ils, il vaut mieux mourir!

Manhès poussa son cheval au galop avec une énergie inexorable. — Et, chose étrange ! malgré le clergé, qui s'en fâcha bien un peu, surtout dans les hautes sphères, la sentence fut exécutée; tous les prêtres, même un vieillard octogénaire qui ne pouvait plus se traîner sur ses jambes, émigrèrent en masse à Maïda.

L'effet de cet interdit fut admirable. « Là où les lois humaines ne peuvent rien, a écrit Vico, l'unique moyen de réduire les hommes est la religion. » Les habitants de Serra se levèrent en masse à l'appel d'un propriétaire du pays et ils firent la chasse aux brigands, une chasse incessante, acharnée, féroce, qui ne s'arrêta pour reprendre haleine que lorsque le dernier de ces malfaiteurs fut mort de faim : il n'en échappa pas un seul.

Cette expédition dura quelques jours à peine; après quoi, l'interdit fut levé. La population en masse se rendit en procession à Maïda pour aller reprendre ses prêtres. Et depuis lors, pour se défendre, le pays n'eut plus besoin de troupes; la garde nationale occupa un petit fort perché dans une gorge et s'y maintint bravement. A leur interjection ordinaire de *santo Diavolo!* les montagnards de cette province substituèrent celle de *santo Manhès!*

D'octobre à décembre, douze cents brigands furent

enfermés dans les prisons des Calabres. Ceux qui ne s'étaient pas rendus tombèrent peu à peu dans les bois. L'ordre était rétabli dans les premiers jours de 1811.

Digitized by Google

Digitized by Google

III

Le brigandage actuel. — Les premiers mouvements des Abruzzes (octobre 1860). — Les bandes de Lagrange. — Giorgi et son cheval boiteux. — L'affaire de la Scurgola. — Anecdotes. — M. de Christen. — Comment se formèrent les nouvelles bandes. — Les forçats évadés. — Les soldats licenciés. — Parallèle entre l'armée de François II et l'armée de Cromwell. — Les brigands d'Angleterre.

On comprend maintenant ce que fut le brigandage sous Joseph Bonaparte et Murat : c'est en grand, en plus cruel, en plus terrible, l'histoire de cette année. L'ancien régime était aboli, le nouveau encore chancelant, la dynastie chassée en Sicile comme elle l'est maintenant à Rome, et les bandes exploitées par les partisans de la restauration. Ajoutez l'agitation révolutionnaire, les souvenirs de 99 et ceux de 1848, les fausses nouvelles (toujours les mêmes) répandues autrefois comme elles le sont aujourd'hui, l'opinion fataliste que les Bourbons chassés reviennent toujours, et vous comprendrez les rapports entre les mouvements réprimés par Manhès et ceux que réprime à présent le général

Cialdini. Seulement, la scène s'est déplacée. Elle était en Calabre quand le roi Ferdinand Ier conspirait en Sicile. Maintenant que François II conspire à Rome, les pays les plus dévastés sont les frontières des Abruzzes et de la Terre de Labour.

Dans les Abruzzes, la contre-révolution a commencé dès l'arrivée de Garibaldi. Ces provinces, confinant aux États romains, encore pontificaux, et à la Terre de Labour, encore bourbonienne, et placées fort au delà de cette ligne du Vulturno, qui arrêtait le dictateur, s'étaient insurgées cependant ou plutôt s'étaient levées pour l'Italie à la voix de l'intendant de Teramo, M. Pasquale de Virgilij [1]. Élu prodictateur, de Virgilij, s'étant mis à la tête des patriotes, avait entraîné les villes et les plaines dans le mouvement italien.

Mais les montagnes restaient royalistes. Le fort de Civitella-del-Tronto, campé sur le sommet d'un entassement de rochers presque inaccessibles, était encore

1. Pasquale de Virgilij commença par la poésie et fut l'un des chefs du mouvement romantique à Naples. Comme tout le monde, il entra dans la politique en 1848 et y rentra en 1860, après les douze années de persécution. Intendant de Teramo, puis prodictateur, puis gouverneur de sa province, il eut l'honneur d'accueillir le premier, sur le pont du Tronto, Victor-Emmanuel, quand le roi d'Italie mit le pied pour la première fois sur la terre napolitaine. C'est à M. de Virgilij que je dois les détails ici consignés sur les mouvements abruzzais.

garni de bourboniens résolus à se défendre; et ils pouvaient tenir longtemps, car leur château célèbre avait repoussé le duc de Guise, et plus récemment, en 1805, il avait résisté pendant plusieurs mois, avec une poignée de défenseurs, au siége régulier d'une armée de Franco-Italiens. La garnison ne s'était rendue que réduite à sept hommes.

Civitella était parfaitement inutile à la défense du royaume, où l'on pouvait entrer librement de tous les côtés; mais, pour tenir en inquiétude et en perpétuelle agitation la province de Teramo, c'était une position excellente. Plusieurs centaines de gendarmes y avaient été renfermés pour être protégés contre les populations, qu'ils détestaient et qui le leur rendaient bien. Aussi des contre-révolutions furent-elles préparées dès la soumission de la province au nouveau régime; elles furent interrompues par l'arrivée de Victor-Emmanuel et reprises après le départ du roi, qui, laissant le Teramo dégarni, descendait vers Capoue avec ses troupes.

Le mouvement éclata le 19 octobre. C'était, on s'en souvient, l'avant-veille du plébiscite. Le suffrage universel était appelé à voter l'union des Deux-Siciles au futur royaume d'Italie. Les gendarmes sortirent du fort de Civitella avec des bannières bourboniennes, et, au signal donné, les montagnards de toute la

ligne des Apennins qui séparent le Teramo de l'Aquila se précipitèrent dans la plaine. Il y eut force villages envahis, autorités renversées et remplacées, maisons assaillies, patriotes égorgés, comme dans les invasions de brigands; mais il est fort injuste d'assimiler ces mouvements au brigandage de l'année présente (1861).

Dans les Abruzzes, au moins, en octobre 1860, il y avait une raison politique. La dynastie, non encore dépossédée, tenait à Capoue, et régnait à Gaëte. Le roi des Deux-Siciles n'avait point quitté son pays. La révolte éclatait avant le plébiscite et à l'occasion même de cet acte souverain, qui n'avait encore légitimé ni la révolution, ni l'union à l'Italie. Légalement, les montagnards des Abruzzes étaient dans leur droit.

Ils furent un moment les plus forts. Ils arrivèrent assez près de Teramo. Ils repoussèrent les gardes nationales que le gouverneur avait envoyées contre eux. Il fallut, pour les disperser, l'ardente légion des volontaires abruzzais de Curci et presque un bataillon de soldats de ligne. Ils furent séparés des gendarmes de Civitella-del-Tronto, puis chassés de vallée en vallée jusqu'à la Valle-Castellana, sur le plus haut sommet des Apennins dominant trois provinces. Dans cette forteresse naturelle, ils purent se camper solidement

et résister longtemps encore. A chaque instant, ils descendaient dans les hameaux mal défendus pour renouveler leurs provisions; ils les payaient avec des balles.

Diminuée alors par la soumission des montagnards honnêtes, des paysans détrompés, la bande ne se composa plus que de bandits souillés de crimes et indignes d'absolution; ils ne se battirent plus que pour échapper à la potence et aux galères. Aussi se battaient-ils en désespérés. Il fallut envoyer contre eux le général Pinelli, l'un des meilleurs officiers de l'armée piémontaise.

Après quelques efforts infructueux contre le fort de Civitella, le général donna la chasse aux brigands; car ce n'étaient plus que des brigands, dans leur Valle-Castellana. Ce fut alors qu'il lança contre eux cette formidable proclamation qui a tant scandalisé l'Europe et dans laquelle il menaçait de fusiller tous les bandits pris les armes à la main. Le général fut rappelé sur les cris d'horreur des philanthropes de Londres et de Paris, que les malfaiteurs abruzzais ne menaçaient en rien dans leurs maisons ni dans leurs familles. Pinelli quitta donc son commandement; mais, avant de partir, il avait détruit le brigandage. Quelques fusillades avaient forcé des centaines de soumissions et sauvé des

milliers d'existences; car les gens de Valle-Castellana ne volaient pas seulement, ils tuaient.

Quant à Civitella-del-Tronto, l'on sait qu'elle tint encore bravement après la reddition de Gaëte et de Messine, refusant de capituler jusqu'au dernier moment. Je rends honneur à l'honneur et je ne confonds pas l'intrépide résistance de cette garnison avec l'obstination forcée des malfaiteurs qui tâchaient d'esquiver la corde.

Ainsi fut anéanti le bourbonisme dans la partie des Abruzzes qui confinait aux provinces romaines annexées à l'Italie. Cependant l'Abruzze et la Terre de Labour, attenants aux États restés dans les mains du pape, étaient menacées et envahies chaque jour par de grosses bandes de partisans.

On ne s'est guère occupé de ces premières invasions, parce que tous les yeux étaient alors attachés sur Gaëte. Elles furent cependant plus sérieuses que celles dont on a tant parlé plus tard.

A vrai dire, ce n'étaient même pas des invasions, c'étaient des mouvements stratégiques. Un Allemand nommé Kleischt (et qui se faisait appeler de Lagrange) était d'accord avec le général Scotti; ce dernier par Isernia, l'autre par Aquila, devaient parcourir et soumettre les Abruzzes, et, marchant l'un vers l'autre, se

retrouver à Popoli. Kleischt avait même annoncé aux populations qu'une armée d'Autrichiens venait d'entrer par Teramo dans le royaume. Il le croyait peut-être : on se fait beaucoup d'allusions dans ce parti-là. Par malheur, ces Autrichiens étaient des Piémontais, et Scotti tombait dans leurs mains avec huit mille hommes, deux jours avant que Kleischt partît d'Avezzano pour marcher sur Aquila.

Lorsqu'on lui annonça que Scotti était pris, l'Allemand revint sur ses pas et fit soixante milles à cheval tout d'une traite. Kleischt avait sous ses ordres un être singulier appelé Giorgi, qui figura aussi comme chef de bande. C'était le meilleur fils du monde, aussi moral que Gil Blas, et, comme lui, coureur d'aventures. Il était, je crois, de Civitella ; avocat, si je ne me trompe ; mais peu importe, il avait fait bien d'autres métiers. Il fut arrêté pour ses méfaits, dans le mois de septembre de l'an dernier (1860), et conduit à Avezzano devant le sous-intendant, par deux officiers de la garde nationale. Il ne perdit pas contenance, et, pour faire bonne figure, il présenta les deux officiers au sous-intendant comme ses amis.

L'amnistie de Garibaldi libéra Giorgi, qui courut à Gaëte et offrit ses services à François II. Le plus grand tort de ce jeune monarque a toujours été d'accepter les

services de tout le monde. Giorgi fut donc accolé à Kleischt, et il se distingua, je crois, dans ce fameux combat de la Marsica, où les volontaires de Pateras et les volontaires bourboniens de Lagrange se tournèrent le dos mutuellement et se sauvèrent en triomphe, prétendant, des deux côtés, avoir gagné une bataille et enlevé tous ses canons à l'ennemi. Ils n'avaient de canons ni les uns ni les autres.

Giorgi devint sous-intendant d'Avezzano : il y gagna sa vie; mais glissons là-dessus. Quelque temps après, voyant les Piémontais arriver, il monta sur un cheval qui ne lui appartenait pas (le meilleur des Abruzzes) et se sauva jusqu'à Rome. Le maître du cheval fut au désespoir; il offrit une forte somme à qui le lui rendrait.

Un homme de bonne volonté tenta l'entreprise : il courut à Rome, où justement le cheval était à vendre.

— Voilà une bête qui boite, dit-il en le voyant.

— Que me contez-vous là! s'écria Giorgi; c'est le meilleur cheval des Abruzzes.

— Je vous dis qu'il boite.

— Je vous dis que non.

La discussion s'échauffa. On promena le cheval au pas, au trot, au galop, l'homme prétendit qu'il boitait toujours, et qu'il boiterait encore davantage sous le le cavalier.

— Montez dessus, dit Giorgi furieux, et vous verrez s'il boite.

L'homme monta dessus et partit au galop.

— Boite-t-il, animal? criait Giorgi, boite-t-il?

Il boitait si peu, que Giorgi ne put jamais le rejoindre.

Dans la seconde quinzaine de décembre, tandis que Gaëte tenait encore et que Pinelli s'attardait au siége de Civitella-del-Tronto, Lagrange et Giorgi tentèrent une expédition dans le Napolitain. Ils avaient au-dessus d'eux un général Luvara, très-vieux, si je ne me trompe. Je demande la permission de reproduire sur cette affaire quelques notes recueillies pour moi sur place et sur le fait[1].

Giorgi donc et consorts réunirent tout ce qu'ils purent trouver de papalins et de bourboniens débandés, et, leur accolant des zouaves du pape, les habitants de Cecolano, quelques paysans, des moines, ils parvinrent à ramasser peut-être quinze mille hommes. Tout cela était armé à la diable, de fusils de chasse à deux coups ou de vieilles escopettes, de piques, de couteaux, d'ins-

1. Ces notes ont déjà paru dans le temps, je les reproduis telles quelles pour ne pas altérer les faits en changeant les mots. J'en dirai autant de quelques documents qui, parmi beaucoup d'autres complétement inédits ou inconnus, reparaîtront ici pour compléter cette étude.

Digitized by Google

truments de labourage; les plus terribles avaient mis leurs tronquettes au bout de leurs gourdins et ils en jouaient rudement.

Toute cette bande tomba sur les Abruzzes avec Giorgi en tête, orné du grand cordon de Saint-Janvier. Ils occupèrent et dévalisèrent par des réquisitions forcées Tagliacozzo, Petrella, Curcomello, etc., etc. Mais voilà tout; là se bornèrent leurs triomphes. Ils ne réussirent point à soulever les provinces. Ils furent vaincus par l'indifférence populaire avant d'être chassés par les victoires du général Sonnaz.

Ils avaient cependant de rudes acolytes. Un caporal napolitain nommé Biaz, qui avait fait le garibaldien à Avezzano pour se jeter après dans les bandes bourboniennes, courait les montagnes, où il prêchait la sainte cause, promettant des piastres, des pillages, des incendies, des indulgences, etc. Voulez-vous des détails sur cette guerre de partisans où l'on semble crier comme autrefois : « Meurs ou tue? »

Le mardi 19 janvier, vers trois heures et demie (une demi-heure avant le coucher du soleil), les hauteurs de la Scurgola et les maisons de la partie supérieure du pays furent assaillies tout à coup par les hommes de Giorgi. Une seule compagnie, la 14e du 6e de ligne, commandée par le capitaine Foldi, occupait la Scur-

gola. Attaquée à l'improviste, elle dut se retirer hors du pays après quelques instants de feu. Mais elle avait donné l'alarme aux deux compagnies qui étaient à Magliano, appuyées d'un peloton de lanciers.

Les renforts arrivèrent à Scurgola au pas de course. Le pays fut cerné; tous les insurgés furent pris d'un seul coup, sauf ceux qui n'étaient pas entrés encore dans le village : ceux-ci dispersés et tués. Le capitaine Foldi se fit le plus grand honneur dans cette journée. Par le plus providentiel des hasards, le colonel Quintini, du 40e, arriva de Sora le soir même. En montant le Salviano, il entendit de loin les premières décharges et courut sur-le-champ à Avezzano, se multipliant pour envoyer des renforts sur les points où l'on se battait. Quintini valait à lui seul deux bataillons. Le feu dura deux heures, très-vif et très-soutenu. Les insurgés y perdirent environ cent trente hommes, y compris les fusillés, exécutés sur-le-champ et sur place. Les troupes italiennes n'eurent que deux morts et quatre blessés. Ceci n'est pas de la forfanterie, ce sont les chiffres officiels. Giorgi, Luvara, généralissime qui signait les proclamations, et l'état-major étaient restés au couvent de Sant'Antonio, à un demi-mille de la Scurgola, du côté de Tagliacozzo. Ils se hatèrent de fuir en voyant la déroute de leurs hommes. On prit dans le combat

un de leurs drapeaux. C'était un mauvais crucifix en bois attaché avec des ficelles, un lambeau d'étoffe rouge déchiré de quelque tenture d'église, et, pour hampe, un bâton des tentes enlevées aux soldats piémontais à Tagliacozzo. Mais ce haillon, déjà troué noblement comme un vrai drapeau, n'était pas l'oriflamme. Celle-ci ne s'exposait point aux balles et n'était pas sortie de Tagliacozzo. « C'est un magnifique carré de soie blanche (écrit un témoin qui l'a vue); elle ferait très-bien dans une procession. On y voit d'un côté Marie-Christine (la mère de François II, une princesse de Carignan, comme vous le savez) à genoux devant une madone et foulant aux pieds la croix de Savoie. De l'autre côté règne une Immaculée Conception. Cet étendard avait été bénit par le pape, et l'on en attendait des miracles. Il a mal commencé dans cette malheureuse expédition.

» Avec Giorgi et Luvara (je continue à citer la lettre d'un témoin oculaire) marchait, vêtu en colonel, comme Giorgi, ce fameux Vénitien qu'on avait pris d'abord pour un cardinal, et qui était tout simplement un *monsignor di corte.* Parmi les prisonniers se sont trouvés beaucoup d'anciens soldats : on leur a fait grâce; mais aux partisans, pas de quartier. Un de leurs chefs, le médecin Mauti, de Luco, a été fusillé, et il est mort bra-

vement, hâtons-nous de le dire. On lui promettait la vie sauve s'il faisait des révélations; il n'a rien voulu dire. Il s'est contenté de répondre qu'il se trouvait, par hasard, mêlé aux insurgés. Pressé de questions, il s'est tu, en vaillant homme. Il aurait mérité sa grâce; par malheur, il avait sur lui des témoignages accablants. Il a été fusillé devant le château. On a dirigé sur Sora trois prisonniers curieux, les trois hommes qui avaient porté à Tagliacozzo, au major piémontais, une assez leste sommation des bandes bourboniennes. C'était un officier de chasseurs napolitains, un caporal de la même arme et un zouave du pape, Espagnol d'origine, ancien capitan de carlistes. Ces pauvres diables ont raconté leur histoire : une longue suite de déceptions. A Rome, on leur avait assuré qu'il existait sérieusement une armée des Abruzzes, qu'ils étaient attendus par des populations enthousiastes et qu'ils seraient à Naples avant quinze jours. Ils ont trouvé cinq ou six cents soldats débandés, deux mille paysans mal armés, et une populace épouvantée ou indifférente. On attendait à Carsoli des armes pour tout ce monde, mais les Français ont arrêté les convois.

» Parmi les fusillés de la Scurgola figurent deux prêtres : un monsignor et le curé de Monte-Sabinese. A Poggio-Filippo, village voisin, est mort un malheu-

reux des suites de ses blessures. En le déshabillant, on lui a trouvé des bas violets.

» Il m'est revenu depuis de singuliers détails sur les dispositions des paysans abruzzais à cette époque déjà reculée. Ils étaient bourboniens avec une sorte de rage. On raconte l'histoire d'une femme qui fit mourir, avec une férocité repoussante et obscène, un garibaldien réfugié chez elle; je n'ose rapporter les détails de ce long assassinat. Mais voici un incident qui peut se dire. Après la déroute de Giorgi, qui ne revint plus (« Cette fois, dit-il en fuyant, la sottise que j'ai faite est trop forte! »), il restait dans Avezzano une cinquantaine de prisonniers. On ne savait qu'en faire; on ne pouvait les fusiller sans barbarie, ni les relâcher sans péril; on prit un moyen terme. On en choisit une trentaine pour essayer sur eux l'effet de la terreur. Le curé, qui était de ce complot humanitaire, les convoqua dans l'église; là, il leur fit un discours effrayant; il leur dit de se préparer à mourir, la dernière heure étant sonnée pour eux, et il leur reprocha leurs crimes avec la plus foudroyante éloquence. Ils tombèrent à genoux, plus morts que vifs; alors le curé fut pris d'un bon mouvement de clémence. Il leur dit que peut-être la justice humaine aurait pitié d'eux; mais il fallait que chacun vînt à son tour, la main sur le crucifix, jurer

qu'il ne ferait plus partie d'aucune bande insurgée. Tous jurèrent, et on les laissa libres. Huit jours après, on les reprit à Carsoli, dans la bande de Giorgi.

Ce fut vers la même époque que la troupe un peu mêlée de M. de Christen fut chassée d'abord, puis attaquée jusque dans les États romains par le général de Sonnaz. M. de Christen était un partisan légitimiste: il se battait pour le trône et l'autel. Cerné dans Bauco par les Piémontais, dont il avait repoussé le premier assaut, il consentit à négocier avec eux et promit sur l'honneur de ne plus servir contre l'Italie. Hélas! il tint sa parole comme les prisonniers abruzzais. Il tenta encore inutilement quelques excursions; puis il vint à Naples sous un faux nom, avec un passe-port anglais, fomenter de nouveaux désordres. Il est maintenant dans les mains de la justice; mais on peut le relâcher sans crainte, il n'est plus dangereux.

Voilà déjà sept mois[1] que les expéditions purement légitimistes ont été arrêtées net par la prise de Gaëte (13 février 1861). François II dispensa ses partisans, et notamment M. de Christen, de services ultérieurs *désormais* inutiles, dit la dépêche bourbonienne insérée dans les journaux du temps. Le pays respira; les

1. Les sept premiers chapitres de ce travail furent écrits en septembre 1861.

villes, illuminées malgré les évêques, chantèrent sans eux des *Te Deum*.

Ce n'est pas qu'il n'y eût plus de brigandage; mais les malfaiteurs qui couraient les campagnes n'avaient rien de commun avec les partisans du roi déchu. Ce n'étaient guère que des forçats échappés des bagnes à la faveur de l'entrée de Garibaldi. Le dictateur, suivant droit son chemin de Reggio jusqu'à Naples, n'avait pas eu le temps de reconstituer l'armée et la police dans les communes traversées au galop. Toutes les prisons s'étaient ouvertes sur son passage; les détenus avaient pris la chemise rouge et proclamé le triomphateur. Tous attendaient leur absolution de la grande rédemption italienne. Ils avaient vécu dans les bagnes avec les détenus politiques; confondus avec eux dans le châtiment, ils espéraient l'être aussi dans la délivrance. Plusieurs avaient suivi Garibaldi jusque sous les murs de Capoue et s'y étaient battus bravement.

Mais, quand l'autorité régulière vint se substituer d'un jour à l'autre au pouvoir fantastique du dictateur, toutes ces espérances tombèrent.

Par mille et une raisons, et par probité surtout, le gouvernement italien refusa les services des anciens détenus. L'un d'eux, Cipriano della Gala, s'était offert

pour donner la chasse aux brigands. On le livra à l'autorité judiciaire. Alors tous ces hommes amassés par hasard, galériens évadés, faux patriotes déçus, malfaiteurs esquivant la potence, malandrins de vieille date, mendiants, vagabonds, çà et là quelque montagnard famélique, formèrent les premières bandes et se mirent à détrousser les voyageurs. Ce fut l'origine vraie du brigandage de cette année.

Mais ces bandes n'étaient pas fortes et n'apparaissaient que de loin en loin, dans deux ou trois provinces. C'étaient des vingtaines d'hommes tout au plus, qui habitaient les bois ou les cimes ordinairement hantées par les brigands, notamment la Sila, en Calabre. Ils imposaient çà et là quelque taille, et s'en allaient contents si on la leur payait. Ils ne faisaient pas d'autre politique. Avec quelques bataillons de bersaglieri, on les aurait bientôt réduits. Mais, en ce temps-là, le gouvernement piémontais était en veine d'erreurs et de fautes. Il est vrai qu'il se trouvait fort empêché, militairement surtout, avec trois armées sur les bras : la sienne d'abord, puis celle de Garibaldi, puis celle de Naples.

La dernière surtout l'embarrassait étrangement. Tous les soldats bourboniens étaient prisonniers de guerre et devaient l'être, aux termes de la capitulation de

Gaëte, jusqu'à la prise de Messine et de Civitella-del-Tronto.

Civitella tomba la dernière (le 20 mars): que faire alors de l'armée? On accorda deux mois de congé à tous les échappés de Gaëte, et, après ces deux mois, tous ceux qui appartenaient aux levées postérieures à 1857 devaient être appelés sur-le-champ sous les armes. Les autres avaient le droit de s'engager de nouveau si c'était leur bon plaisir.

Ces concessions furent les plus formidables bévues qu'eût pu commettre la générosité du pouvoir. Les deux mois de congé surtout (condition stipulée à Gaëte) compromirent gravement dans les provinces du Midi la cause italienne. Les soldats eurent bientôt dépensé l'indemnité qu'ils avaient obtenue; alors ils ne surent plus de quoi vivre, et nous ne sommes pas en Angleterre, hélas!

Macaulay raconte qu'au retour du roi légitime, il fallut licencier l'armée de Cromwell. Cinquante mille hommes habitués à se battre furent jetés sur le pavé. On devait s'attendre à les voir mendier leur pain ou le voler peut-être; il n'en fut rien cependant. « Quelques mois après, il ne restait aucune trace indiquant que l'armée la plus formidable du monde venait d'être absorbée par la masse de la population. Les royalistes eux-mêmes

étaient forcés d'avouer que les vieux soldats prospéraient plus que les autres dans toutes les industries honnêtes, que pas un ne fut accusé de vol ou de brigandage, que pas un n'eut recours à la charité publique, et que, si un maçon, un charretier, un boulanger, se distinguait par son assiduité au travail ou par sa sobriété, il y avait à parier que c'était un vieux soldat de Cromwell. » (*Histoire d'Angleterre* de Macaulay.)

Ce n'est pas qu'il manquât alors de brigands en Angleterre, témoin ce William Nevison (dont parle Macaulay quelques pages plus loin), ce généreux voleur du comté d'York qui se faisait payer un tribut trimestriel par les marchands de bestiaux du Nord, et qui partageait avec les pauvres ce qu'il prenait aux riches; témoin ce fameux chef de bande, ancien page du duc de Richmond, Claude Duval, un Français, s'il vous plaît, si galant avec les femmes. Il arrêta un jour la voiture d'une personne fort belle qui portait avec elle quatre cents livres sterling. Il n'en prit que cent, à condition qu'elle voulût bien danser une courante avec lui sur la bruyère. Il y avait même alors, en Angleterre, des brigands plus sérieux et plus mauvais; mais les vétérans de Cromwell étaient retenus dans le devoir par leur conscience et leur dignité d'hommes libres. Ce sentiment et même celui de l'honneur qui en tient

lieu chez les Français, manquaient tout à fait dans les casernes du royaumes des Deux-Siciles. Ici, les priviléges et les immunités du sabre avaient démoralisé jusqu'à l'abjection presque toute l'armée de François II.

Cette dernière ne put donc être absorbée pacifiquement par la population laborieuse. Habitués aux loisirs des casernes ou des casemates, les soldats licenciés ne voulurent plus être ni ouvriers ni laboureurs. Ils voulurent encore moins s'engager sous la croix de Savoie, un peu par antipathie contre les Piémontais (j'expliquerai plus tard ce sentiment), beaucoup parce que le service était plus pénible et moins payé sous la croix de Savoie que sous les fleurs de lis, mais surtout (je le tiens de vingt bourboniens qui me l'ont confessé tout bonnement) parce que Victor-Emmanuel était un roi trop belliqueux et qu'ils ne se souciaient pas d'aller faire la guerre à l'Autriche.

Telles sont les causes vraies de la défection des soldats bourboniens. D'autres ajouteront la fidélité catonienne à la cause vaincue qui venait de déplaire aux dieux, l'attachement immuable au roi déchu, le pieux dévouement à l'héroïne de Gaëte. Comme beaucoup de gens y tiennent très-fort, je ne veux pas m'inscrire en faux contre ces raisons pathétiques. Je regrette seule-

ment qu'elle aient poussé des soldats à se faire voleurs de grands chemins.

Car, j'insiste sur ce point, ils ne furent que cela tout d'abord. Ils restèrent longtemps avant d'arborer une bannière quelconque. Cachés le soir dans les taillis, le couteau à la main, près des routes peu sûres, ils épiaient

> Le pas d'un voyageur, le grelot d'un mulet;
> Ils étaient cent pour prendre un pauvre homme au collet.
> Le coup fait, ils fuyaient en hâte à leurs repaires...

comme les burgraves dégradés de Victor Hugo.

Ce ne fut que plus tard, lorsque les soldats licenciés et les soldats réfractaires se furent joints aux malfaiteurs déjà répandus sur les montagnes, que la conspiration bourbonienne organisée à Rome, à Naples, et bientôt dans tout le pays, mais manquant de soldats, résolut d'exploiter ces hommes. Alors seulement le brigandage prit une couleur politique. Mais voyons ce que c'était que cette conspiration.

Digitized by Google

IV

La conspiration. — Naples garibaldienne. — Les partis après le départ du dictateur. — L'opposition des lettrés : la *consorteria* et le municipalisme. — L'opposition du peuple. — L'opinion de la peur. — *Vive Garibaldi !* — L'opposition du clergé. — Les lois contre les couvents. — La fausse monnaie, les anneaux de zinc. — Le brigandage devient politique.

L'héroïque aventure de Garibaldi avait été une surprise, un coup de foudre. Elle était déjà faite qu'on n'y croyait pas encore; on se demandait partout : « Est-il vraiment sur le continent? » Et il entrait à Naples. Aussi n'avait-il rencontré de résistance nulle part. Héros presque fabuleux, il avait pris le peuple par l'imagination, continuant pour lui les légendes de l'Arioste. Ses aventures merveilleuses sur terre et sur mer dans les quatre parties du monde, les tempêtes et les combats, les victoires et les naufrages, l'intérêt qui s'attache en ce pays à tout ce qui est étrange, irrégulier, hors la loi; le spectacle aussi, la tunique rouge, et par-dessus tout la terreur, les souvenirs de Velletri rapportés et répandus par les soldats en déroute; enfin la superstition

amplifiant et consacrant le demi-dieu : « Quand il est frappé, disait-on, il secoue sa chemise et les balles tombent! » toutes ces choses avaient fait de Garibaldi presque l'égal de saint Janvier...

J'ai parlé de terreur, j'y reviens; ce sentiment explique tout ici, je ne me lasserai jamais de le dire. « La peur gouverne le monde ; » c'est un mot habituel de Garibaldi. La peur fit triompher la cause italienne, et non-seulement cette crainte mystérieuse inspirée par le héros plébéien et qui, à dix ans de distance, balaya deux fois, de Rome et de Naples à Gaëte, l'armée du père et l'armée du fils, mais encore la terreur répandue par les soldats bourboniens, tourbe obscène et sanglante. Leurs excès récents en Sicile, l'incendie de Carini, le bombardement de Palerme et surtout leurs brutalités dans Naples même, le souvenir du 15 mai 1848 et les agressions du 15 juillet 1860, tenaient dans un continuel effroi les bourgeois placides. Vous savez cette dernière histoire : des grenadiers du roi s'étaient jetés un dimanche, à la tombée du jour, non sur des attroupements séditieux, mais sur la foule paisible, et, prenant les passants à la gorge (même les gentilshommes en voiture, même des personnages officiels, entre autres le consul d'Angleterre), les avaient menacés, frappés même et tués à coups de sabre en criant : « Vive le

roi ! » A dater de ce jour, la ville était restée sur le qui-vive ; elle regardait les canons braqués sur elle de tous les forts et ne voyait partout que mèches allumées. Les négociants riches avaient frété des vapeurs ou des brigantins pour y mettre leurs marchandises et leurs valeurs à l'abri du pillage. Les gentilhommes les plus bourboniens s'étaient déjà sauvés noblement. Les vaisseaux étrangers, alignés dans la rade, étaient peuplés de fugitifs et lestés de caisses précieuses. Les étrangers avaient déposé leurs inventaires chez leurs consuls. A chaque instant, dans la ville, des paniques effarées fermaient les boutiques et les maisons, dépeuplaient les rues et précipitaient voitures, chevaux, piétons, marchands ambulants, pêle-mêle, éperdus, dans une déroute insensée. J'ai vu tout cela de mes yeux et je l'ai noté jour par jour.

Ainsi la peur elle-même, c'est-à-dire le sentiment général, espéra Garibaldi comme une délivrance. Tous l'appelaient avec des cris d'angoisse, et, dès qu'il fut entré, la ville entière, calmée, rassurée, respira largement.

En réalité, le danger ne commençait qu'alors. Le jour de l'entrée de Garibaldi, suivi de vingt hommes tout au plus, il restait encore six mille soldats à Naples. Une balle heureuse aurait mis la ville à feu et à sang. Le

gros de l'armée était à deux heures de la ville; les chasseurs, les Bavarois voulaient se battre, et ils se battirent en effet. Garibaldi fut retenu presque deux mois devant Capoue sans la prendre. Le 1er octobre, les royaux furent bien près de rentrer à Naples; le lendemain, il y en avait encore plusieurs milliers dans Caserte, qu'ils avaient prise et qu'ils auraient gardée peut-être s'ils ne s'étaient point attardés à piller une maison. Et cependant telle était la foi dans Garibaldi, qu'en face de ces périls très-sérieux, la ville resta gaie, vivante, pavoisée, illuminée tous les soirs, bariolée joyeusement de costumes divers, encombrée de chemises rouges, enrouée, assourdie à force de fanfares et d'acclamations, ivre et folle de joie!

Pendant cette explosion d'enthousiasme, il n'y eut pas de parti bourbonien, il n'y eut même pas de bourboniens. Des partis s'étaient bien formés autour des grands chefs de tous les mouvements italiens : Mazzini, Cattaneo, Saffi, vingt autres réunis alors à Naples, alléchés ou appelés par la jeune révolution. Mais ces partis n'étaient que des fractions de l'unanimité libérale. Nous avions des mazziniens, des républicains indépendants, des démocrates monarchistes, des garibaldiens purs, des garibaldiens modérés, des modérés non garibaldiens, des unitaires et des unionistes, des partisans de l'Italie *une* et

des partisans de l'Italie *unie*, des annexionistes avec ou sans conditions, des Piémontais ne jurant que par Turin et des Napolitains ne songeant qu'à Naples; mais pas un cercle, pas un salon n'osait plus songer à François II. Ceci dura jusqu'à l'arrivée de Victor-Emmanuel et à l'établissement de l'autorité régulière.

Alors les Napolitains se refroidirent tout à coup. Il se forma deux oppositions chaque jour plus marquées, l'une chez les lettrés, l'autre dans le peuple.

Tâchons de dessiner nettement ces deux oppositions. Je m'aventure ici sur une pente glissante; mais le meilleur moyen de n'y pas broncher, c'est d'y marcher résolûment. Je vais donc parler en toute franchise; j'ai déjà assez d'expérience pour savoir que l'habileté suprême, c'est la parfaite sincérité.

L'opposition des lettrés (je ne dis pas des bourgeois, car ce mot serait impropre à Naples) fut soulevée par mille et une raisons, mais surtout par des passions de clocher et des ambitions déçues. Une coterie puissante s'était emparée du pouvoir; elle se composait surtout d'émigrés. Ces victimes de 1848 étaient les patriotes les plus considérés des Deux-Siciles. Dispersés dans toute l'Europe, mais réunis en grand nombre en Piémont, ils y avaient trouvé non-seulement un refuge, mais l'accueil le plus sympathique et le plus généreux : ce

fut la Hollande de nos whigs de Naples. On conspire toujours un peu dans l'exil : nos émigrés conspirèrent, mais avec modération. Conduits d'abord par Manin, qui les dirigeait de Paris, ils conseillèrent la résistance légale. Ils écrivirent des manifestes et des mémorandums où ils demandèrent à l'Europe un Ferdinand II libéral. Manin mourut, et Ferdinand resta le plus absolu des monarques. Alors les émigrés attendirent leur salut de François II, quelques-uns même de Murat; mais le prétendant avait les bras liés par l'Angleterre. Quant à François II, en montant sur le trône, il annonça qu'il n'espérait pas même atteindre aux vertus sublimes de Ferdinand.

Cependant l'émigration s'était fortifiée. Avant sa mort, l'avant-dernier roi de Naples avait entr'ouvert les prisons; le baron Poerio s'en était échappé avec sa douloureuse escorte. Vous vous rappelez l'histoire : déporté en Amérique, il eut le talent de faire escale en Irlande, d'où il se rendit à Turin. Notez qu'il était resté en relation avec les proscrits et avec toute l'Europe. Sous sa veste de galérien, il n'avait jamais cessé de conspirer; c'était lui qui dirigeait les patriotes de Naples : il les contenait du fond du bagne, et, tout en traînant sa chaîne, il leur disait d'espérer.

Poerio donc étant à Turin avec ses compagnons d'in-

fortune, l'émigration s'y trouva au complet; phalange serrée, déjà célèbre et formidable surtout à cause de ses malheurs. Elle avait désespéré de Ferdinand, de François, de Murat; elle avait grandi sous la protection du Piémont, elle était devenue piémontaise. La campagne de Lombardie, l'annexion des duchés, des Légations, de la Toscane, ébaucha bientôt devant tous les yeux l'image si longtemps rêvée, et tant de fois repoussée comme une fatale illusion, de l'Italie une. C'était d'ailleurs la seule solution possible : ici, l'audace et la sagesse furent d'accord.

Quand François II proclama la constitution et l'amnistie, les émigrés revinrent en foule, et ils encouragèrent de tout leur pouvoir la défiance universelle qui refusait les concessions forcées du jeune souverain. Ils essayèrent même de prévenir Garibaldi, qui était encore en Sicile, et de soulever le pays sans son intervention; ils n'y purent arriver sous le canon de Saint-Elme. Ils se résignèrent donc à tendre les bras au dictateur et à diriger le comité secret que j'ai nommé ailleurs le gouvernement occulte. Grâce à eux, dès son arrivée, le 7 septembre 1860, Garibaldi ne trouva pas seulement un peuple tout prêt, mais un ministère tout fait.

J'ai insisté sur les précédents des *consorts*, comme on les appelle ici, pour être juste. J'ai voulu constater

leurs services avant d'attaquer leurs erreurs; j'ajoute qu'ils sauvèrent peut-être le pays pendant la dictature : ils eurent le courage et la force de contenir la révolution. Je ne jurerais pas que, sans eux, elle ne fût pas allée se briser contre les Français aux frontières romaines. Ils appelèrent à grands cris Victor-Emmanuel.

Mais, le roi venu, ils furent les maîtres, et je crois bien qu'ils en abusèrent un peu. Je ne ramasse pas ici les calomnies de la petite presse et je ne veux croire ni à la vénalité ni au favoritisme des nouveaux seigneurs. J'estime seulement qu'ils furent trop aveuglément soumis à Turin, qui voyait mal la question de Naples.

En deux mots, voici cette question. Les Napolitains avaient déclaré, par leur plébiscite, que leur volonté était de s'unir à l'Italie une sous la royauté constitutionnelle de Victor-Emmanuel. Turin comprit qu'ils demandaient à être annexés et assimilés le plus tôt possible. De là tout le désaccord et le mécontentement.

Les *consorts* mirent la main sur tout, ne songeant qu'à hâter l'absorption de Naples dans le nouveau royaume d'Italie; le tarif des douanes fut bouleversé d'un jour à l'autre, mesure dont souffrira longtemps l'industrie locale. Les codes se modifièrent dans le sens piémontais, et ce fut un amer chagrin pour les légistes

du pays, qui trouvaient à bon droit leurs lois excellentes et ne leur reprochaient, sous les Bourbons, que de ne pas être exécutées. Dans presque toutes les branches de l'administration, on changea les noms en conservant les choses, tandis que l'art suprême, après une conquête, est de changer les choses en conservant les noms. Au lieu de ménager la transition, on s'efforça de la brusquer en augmentant le pouvoir de Turin aux dépens de Naples. On fit ressortir enfin la capitale, au lieu de la dissimuler; et ce fut une faute énorme, d'autant plus que cette capitale éloignée, ignorée, presque étrangère, était en quelque sorte une parvenue et n'avait pour elle que son roi, par hasard homme d'honneur.

Tels furent en deux mots les griefs de l'opposition lettrée. A ces mécontents se joignirent les bourgeois sans politique, aimant leurs propres affaires et accusant le pouvoir des rentrées qui ne se font pas; puis les impatients, toujours innombrables, qui exigent de toute révolution des bienfaits instantanés et la condamnent sans rémission quand ces bienfaits se font attendre. Naples avait besoin d'écoles, d'hospices, de prisons chrétiennes, de rues, de routes, de chemins de fer, de ports, de phares, de tout. On ne lui donna rien que des lois inopportunes et prématurées; l'opposition se répan-

dit et devint peut-être générale; je veux dire que les croyants, les optimistes, les satisfaits se trouvèrent bientôt en minorité.

Mais cette opposition, notons bien le fait, resta conservatrice; elle ne demanda ni réaction, ni révolution, ni François II, ni Mazzini; elle se plaignit du Piémont sans songer le moins du monde à se détacher de l'Italie. Et voilà comment il se fit qu'un pays mécontent n'envoya guère au parlement que des députés ministériels. En dépit de toutes les mauvaises humeurs, ces hommes connus, éclairés, modérés, étaient encore ceux qui représentaient le mieux l'opinion publique; les libéraux avancés faisaient peur et répugnaient presque, patriotes échevelés pour la plupart, incultes et violents, d'ailleurs ignorés.

L'opposition n'avait pas de couleur, elle n'était que napolitaine. On a pu s'en convaincre au parlement; les Napolitains qui ont interpellé le ministère sur leur pays étaient de toutes les opinions : il y en avait de la gauche et de la droite, il y en avait même du centre, du juste milieu parfait. Tous leurs discours furent très-foncièrement municipalistes. Le municipalisme est la vraie opinion, le vrai parti de Naples; le plus municipaliste de tous est celui qui a rempli la chambre des plaintes de son pays, M. Ricciardi, parfait galant homme du reste :

il se croit républicain; il se trompe : il n'est que Napolitain.

J'ai dit l'opposition lettrée; voici maintenant l'opposition populaire; elle est plus nette et plus vive; elle déclare qu'elle n'aime ni les Piémontais ni Victor-Emmanuel.

Contre les Piémontais, les plébéiens de Naples ont (ou avaient du moins) l'aversion des Méridionaux pour les hommes du Nord. Le contraste était brusque et violent entre les chemises rouges et les capotes grises. Après les volontaires véhéments, tapageurs, pittoresques, glorieux, jetant leur argent par poignées et tenant à bien vivre avant de bien mourir, après ces bohémes héroïques, arrivèrent tout à coup des soldats rangés, disciplinés, tranquilles, sobres, pauvres, froids. Les nouveaux venus se promenaient à pied, ne buvaient pas, fumaient à peine; ils ne pouvaient pas faire de bien aux pauvres gens; ils n'avaient qu'un uniforme; les dimanches, ils étaient vêtus comme les autres jours; ils ne criaient même pas dans les rues; ils paraissaient dépaysés sous le ciel de Naples; ils parlaient un patois presque français. Le peuple s'éloigna de cette grisaille maussade; les Piémontais vécurent entre eux, à l'écart, comme autrefois les Suisses.

Contre le roi, l'opposition populaire fut encore plus

injuste. Quand Victor-Emmanuel vint à Naples, il eut un grand tort, il négligea les galons et les dorures; il ne tira pas son grand sabre et fut botté trop bas : le peuple aime les grands sabres et les grandes bottes. En un mot, le roi galant homme n'avait rien de Murat que la bravoure; mais la bravoure ici ne réussit pas sans panache; ici et peut-être même ailleurs.

Il y eut des motifs plus sérieux d'opposition; le peuple n'a jamais bien compris ce que Victor-Emmanuel était venu faire à Naples. La question italienne lui paraît compliquée, il commence à peine à s'en rendre compte et il ne l'a jamais prise à cœur. Au premier moment, nos plébéiens ne virent qu'une chose : le roi qui venait et Garibaldi qui s'en allait. Le départ triste, solitaire, désenchanté de celui qui avait été le maître de Naples et qui avait donné neuf millions d'âmes à son souverain, fit peine. On y vit une injustice flagrante, une ingratitude cruelle, et les garibaldiens mécontents furent de cet avis. On oublia le but de la révolution, l'arrêt du plébiscite, et l'on répéta partout (on le répète encore dans les classes incultes) que Victor-Emmanuel, troisième puissance, ennemie des deux autres, était venu prendre Naples et en chasser Garibaldi, qui en avait chassé François II.

Tels furent les motifs de l'opposition populaire. Ceux

qui en ont trouvé d'autres les ont inventés. Dire que l'ex-lazzarone est franciscain ou républicain, c'est confesser qu'on n'a jamais mis le pied dans ce pays; il ne s'agit pas ici de principes ni de convictions, il s'agit de sympathies ou d'antipathies.

Ajoutez maintenant que la peur (j'y reviendrai toujours) ne soumettait au Piémont ni les lettrés ni le peuple. La douceur extrême du gouvernement tolérait dans les journaux le langage le plus vif et laissait crier dans les rues; les soldats se montraient d'une mansuétude et d'une patience admirables : ils n'effrayaient pas. Ce n'étaient plus les sabreurs du 15 juillet ni les pillards du 15 mai; c'étaient les plus bénins des mortels, point fanfarons ni hautains, sans martiale insolence. Je me souviens qu'un jour un ramassis de mauvais drôles, espérant soulever une émeute, avaient commencé par une démonstration contre un fonctionnaire et parcouru les rues en criant : « Mort à Spaventa ! » Ils voulaient même envahir le palais des ministères. On envoya des soldats pour le garder, avec l'ordre formel d'éviter l'effusion du sang. Eh bien, j'ai vu ces soldats insultés, outragés ignoblement; on leur jeta des ordures à la tête. Ils avaient des baïonnettes au bout de leur fusil; ils revenaient de la Tchernaïa, de Palestro, de Gaëte; ils étaient braves, ils étaient en colère, on le

voyait à leurs traits contractés; ils savaient qu'un semblant de charge aurait dispersé toute cette populace; pas un ne remua.

Partout ailleurs, cette conduite aurait désarmé les mécontents; à Naples, elle les encouragea au désordre; mais ces désordres n'eurent jamais rien d'inquiétant. La démonstration dont je viens de parler fut la plus violente de toutes et se termina platement en vociférations. M. Spaventa resta, comme devant, à la police, et il n'y eut pas de barricades.

L'opposition vraiment populaire ne fut jamais politique; elle se contenta de regretter et d'acclamer Garibaldi; elle l'acclama dans toute occasion, à tort et à travers, avec un enthousiasme fidèle. Toutes les fois que la ville fut illuminée, on vit passer dans les rues des processions de plébéiens agitant des drapeaux et secouant des torches au cri de « Vive Garibaldi! » Quelquefois même, ils promenaient la statuette du héros en chemise rouge, encadrée dans une châsse de saint: la châsse était empruntée à quelque église. « Vive Garibaldi! » fut le cri de tous les soirs de triomphe. Quand Cialdini prit Gaëte : « Vive Garibaldi! » Quand Cavour proclama le royaume d'Italie : « Vive Garibaldi! » Quand Naples fêta l'anniversaire de Victor-Emmanuel : « Vive Garibaldi! » Si l'on célèbre jamais le retour de Fran-

çois II, le peuple criera peut-être encore : « Vive Garibaldi! » par habitude[1].

Ainsi nous avions un mécontentement presque général dans le pays : en haut par esprit de contradiction et de municipalisme; en bas par piété pour le héros de Caprera. Le parti bourbonien vit ces dispositions et leva la tête.

La réaction commença dans le clergé; les prêtres étaient hostiles au pouvoir réprouvé par le pape, hostilité moins générale pourtant qu'on ne le croit. A Palerme, le 4 avril 1860, c'étaient les moines de la Gancia qui avaient donné le signal de l'insurrection. En Basilicate, province libérale qui n'avait pas attendu Garibaldi pour se soulever, une légion de prêtres s'était formée et s'était armée pour marcher devant le peuple. A Naples même, des prédicateurs éminents (entre autres le P. Giuseppe da Foria) avaient mis leur éloquence au service de la cause italienne; bien plus, la révolution avait gagné plusieurs évêques, notamment celui d'A-

1. Je parle de ce qu'était le peuple en mars 1861. Aujourd'hui, il comprend Victor-Emmanuel et l'Italie. Au second voyage du roi à Naples (avril 1862), pas un seul plébéien n'a crié : *Vive Garibaldi!* quand passait le cortége royal. Ce cri n'aurait rien eu cependant de séditieux ni de dangereux, mais il aurait pu rappeler les premières discordes. Le peuple a senti cela de lui-même, délicatesse qui lui fait honneur et qui dénote un progrès immense. (*Note ajoutée en avril* 1862.)

riano, monsignor très-utile, surtout pour les *Te Deum.*

On aurait dû encourager ces dispositions. Le suprême bon sens de Garibaldi respectait les superstitions populaires. Le lendemain de son arrivée à Naples, le dictateur avait accompli le pèlerinage bourbonien de Piedigrotta. A sa prière, le miracle de saint Janvier s'était opéré comme d'habitude et même plus lestement que d'habitude. Garibaldi, très-religieux lui-même, se faisait suivre d'un chapelain, au besoin soldat, et prêtre dans les villes; ce chapelain prêchait avec beaucoup d'onction et de chaleur.

Le gouvernement régulier marcha d'abord dans le même sens; il rappela même le cardinal Riario Sforza, qui avait quitté Naples. Puis, tout à coup, mal conseillée par les esprits impatients et par les esprits logiques (la logique est tout le contraire de la politique; on ne le répétera jamais assez), la direction des cultes crut donner signe de force en faisant ce que Garibaldi, le sage audacieux, n'aurait point osé faire : elle lança trois décrets contre le clergé. L'un de ces décrets, le plus violent, supprimait la plupart des communautés religieuses.

En temps ordinaire, ce n'eût été que justice. Mais il s'agissait alors de ménager les prêtres, par les raisons que j'ai dites et par cette autre, plus concluante encore,

qu'on n'était pas assez fort pour les prendre à partie. On eut le courage de lancer les décrets, mais on n'eut pas le pouvoir d'en forcer l'exécution : faute irréparable. On offensa les prêtres sans les frapper, on les irrita sans les affaiblir. Le gouvernement avait montré son mauvais vouloir et son impuissance. Il s'en repent encore aujourd'hui.

Le clergé déclara la guerre à l'Italie dans toutes les provinces et même à Naples; d'abord timidement, nuitamment, dans des prédications clandestines, bientôt en plein jour, dans des prêches hérissés d'allusions où Victor-Emmanuel était désigné sous le pseudonyme d'Hérode. Au lieu de François II, le curé disait Jésus-Christ. Dans les campagnes, la soutane et le froc péroraient ouvertement contre le roi excommunié, complotant une croisade en règle. Les couvents se mirent en correspondance avec Rome; ceux de Naples recélaient des uniformes et surtout des képis de gardes nationaux, pour en affubler des mercenaires et les jeter, le couteau à la main, dans les postes mêmes des libéraux. Des vols et des meurtres furent bientôt commis à l'abri de cette fraude. Il y avait partout des dépôts d'armes, des magasins de munitions, des paperasses réactionnaires. Dans Aquila, chez un nommé Cocco, très-suspect, on trouva une liste de noms très-libéraux. On

lui demanda ce que c'était; il répondit que ce pourrait bien être une liste de ses débiteurs.

— Je vous dois donc quelque chose? fit l'officier qui venait l'arrêter. Mon nom est là!

Cocco perdit connaissance.

Le foyer de la conspiration était à Rome, résidence du roi tombé. Était-il déjà d'accord avec ses partisans? Je l'ignore; je ne le crois pas. Je sais bien qu'on lui a prêté un mot pathétique et fatidique à son départ de Gaëte. Avant de s'embarquer, il aurait embrassé l'un de ses soldats, le dernier qu'il trouva sur le rivage, en lui disant :

— Donne pour moi ce baiser à tous ceux qui m'aiment, et dis-leur qu'avant une année nous nous reverrons.

Mais, d'autre part, François II avait promis solennellement devant l'Europe, dans une proclamation publiée partout, qu'il ne ferait aucun effort pour agiter son royaume. J'aime à croire qu'il tint parole — au commencement, du moins.

Cependant à Rome, autour de lui, dans sa famille, on conspirait déjà. J'ignore si les comités, dont je parlerai plus tard, étaient organisés à cette époque. Mais je sais qu'on amassait des armes et qu'on battait monnaie au nom de François II. Et l'on jetait cet argent dans l'ex-royaume. Pour qu'il y fût reçu, les pièces

neuves portaient le millésime de 1859 et on les avait artistement noircies par je ne sais quelle préparation. J'en ai tenu dans mes mains : elles étaient fausses. Elles devaient valoir vingt centimes, elles n'en valaient pas dix.

Cette monnaie servit à enrôler des hommes. Les enrôlements se firent bientôt à Naples même, dans les couvents, dans les maisons des prêtres. Une visite domiciliaire chez l'un d'eux, à San-Giovanni a Carbonara, fit découvrir une fille cachée sous un lit; elle révéla tout pour n'être pas jetée dans une prison de prostituées. La police s'établit alors dans la chambre à coucher du prêtre et y tint elle-même le bureau de recrutement. Tous ceux qui venaient s'enrôler étaient pris et envoyés, je pense, aux îles.

En même temps, on arrêta le duc de Cajaniello, qui avait été ministre de François II en France. On le soupçonnait de correspondre avec Rome; il est resté plusieurs mois en prison. Je ne répéterai pas tous les bruits, peut-être calomnieux, répandus sur lui; les preuves manquent. On ne sait pas au juste la part qu'il pouvait avoir dans la conspiration; on sait seulement que cette conspiration existait, qu'elle devait éclater à Naples au mois d'avril, que les prisonniers de la Vicaria devaient être armés et relâchés, que leurs geô-

liers étaient du complot, que la rébellion était fomentée à la fois dans la ville et dans les provinces, et que les bandes de brigands furent bientôt reconnues et payées par les comités bourboniens.

Alors seulement, le brigandage devint politique. La réaction trouva ces hommes déjà réunis, déjà hors la loi; elle ne se fit aucun scrupule de les employer. De leur côté, les pillards ne demandaient pas mieux que de recevoir vingt, trente et jusqu'à cinquante sous par jour, et de légitimer leurs rapines. Ils n'étaient plus des voleurs, ils étaient des partisans. On leur donna des chapelets, des amulettes. On leur passa au doigt des anneaux de zinc; plus tard, on leur envoya des boutons marqués d'une couronne et d'une main tenant un stylet avec cette devise : *Fac et Spera.* On leur permit de continuer leur métier, sans crainte aucune. Seulement, on leur recommanda de s'attaquer de préférence aux propriétés des libéraux, de désarmer les postes de garde nationale, de dévaliser plus volontiers les patriotes, de mettre partout des fleurs de lis à la place des croix de Savoie et de piller les hameaux au cri de « Vive François II! »

C'est ce qu'ils firent, et voilà comment les larrons, sans cesser d'être larrons, devinrent royalistes.

Aussitôt les désordres commencèrent partout à la

fois, excités par les soldats licenciés qui portaient l'anneau de zinc. La bande de Somma (montagne accolée au Vésuve), celles de Nola, celles du Gargano, celles des Calabres se formèrent. Il y eut à Castiglione, le jour et le lendemain de Pâques (31 mars et 1er avril), des troubles sérieux, des meurtres horribles. Enfin éclatèrent les mouvements de Basilicate, la seule province où, pendant cette longue année d'escarmouches civiles, l'insurrection se fût maintenue quelques jours.

Je vais donc m'arrêter plus longtemps sur cette malheureuse histoire, qui nous donnera une idée précise de toutes les autres et nous permettra de marcher après plus vivement. Nous trouverons, d'ailleurs, en Basilicate un guide précieux, M. Camillo Battista, qui a bien voulu nous raconter simplement ce qu'il a vu de ses yeux, dans son pays[1]. Exemple excellent que tous les écrivains devraient suivre en temps de révolution, au lieu d'épuiser leur encre en plaidoiries et même en sentences prématurées. Les chroniqueurs

1. *Reazione e Brigantaggio in Basilicata, nella primavera del* 1861, per Camillo Battista (Potenza, stabilimento tipografico di V. Santanello, 1861), avec cette épigraphe de Botta : « La moltitudine commette il male volentieri e si ficca anche spesso il coltello nel petto da sè, tanto i moti suoi sono incomposti, i voleri discordi, le fantasie accendibili, e tanto ancora sopra di lei possono più sempre gli ambiziosi, che i modesti cittadini. »

exacts et modestes comme M. Battista font une œuvre meilleure, plus utile et plus durable que ne peuvent être les milliers de brochures de nos orateurs et de nos magistrats improvisés.

L'histoire veut avant tout des témoins; plus tard viendront les avocats et les juges.

Digitized by Google

V

Le brigandage en Basilicate (avril 1861). — Premiers mouvements de Ripacandida. — Les chefs : Donatelli-Crocco et consorts. — Prise de Venosa. — Tragédies et comédies. — Bocchicchio. — Écrits de Crocco. — Prise de Lavello. — Insurrection de Melfi. — Crocco et la Madone. — Revanches des Italiens. — Anecdotes. — Belle conduite de la garde nationale. — Une lettre de brigande. — Atrocités. — Un bourbonien sincère.

Entrons donc en Basilicate avec le volume intéressant de M. Camillo Battista.

Il y avait depuis longtemps des routiers dans cette province. Le gouvernement ne s'en inquiétait pas. La garde nationale avait fait quelques battues, et, n'ayant rien trouvé, s'en était revenue parfaitement tranquille, si bien que les voleurs, plus nombreux chaque jour et plus hardis, levèrent des impôts sur les propriétés, volèrent des chevaux qu'ils gardèrent pour eux, volèrent des hommes qu'ils rendirent contre des sacs de piastres, et, maîtres de la campagne, occupèrent bientôt les forêts et les hauteurs de Melfi.

Le gouvernement de Naples n'ayant pas de soldats à envoyer dans les provinces, les voleurs purent agir à leur aise et se mirent d'accord avec les chefs de la

réaction. Ils prirent des cocardes rouges, et, entrant, le 7 avril, dans les domaines du prince Doria, à Lago-pesole ou Lago-Pensile, ils excitèrent les paysans à crier avec eux : « Vive François II ! » leur promettant six carlins par jour et par tête — sans compter le casuel, c'est-à-dire le pillage. En même temps, ils annonçaient que le Bourbon venait de débarquer sur les côtes avec des milliers d'Autrichiens; bruit répandu d'autre part et confirmé par les prêtres. Aussitôt des centaines de chapeaux furent décorés de cocardes rouges, et des bandes de paysans armés à la diable coururent les campagnes en criant tout ce qu'on voulait.

Dans la nuit du 7 au 8, ils assaillirent le corps de garde à Ripacandida. Le capitaine Michele Anastasia, qui commandait la garde nationale, sortit du poste à leurs cris; ils le tuèrent. Le meurtre fut une vengeance particulière; l'assassin était un homme de Melfi nommé Ciccio.

Le lendemain arrivèrent des renforts de paysans, de soldats débandés; trois à quatre cents hommes et leurs chefs:

Carmine Donatelli de Rionero, surnommé Crocco. C'était un galérien évadé, déjà coupable alors de trente délits, quinze vols consommés et qualifiés, trois tentatives de vol, quatre séquestrations de personnes, trois

homicides volontaires, deux homicides manqués, blasphèmes publics, résistance à la force publique, etc., etc. Carmine Donatelli prit le titre de général et fut le chef de la bande.

Vincenzo Nardi de Ferrandina avait déjà été quinze fois voleur et quatre fois assassin ; je passe pour abréger ses autres méfaits. Il prit le surnom de d'Amati et le grade de colonel. C'est lui qui, entrant à Rapolla, lâcha ce mot cynique :

— On dit que François II est un voleur? Eh bien, moi, voleur de profession, je viens remettre le voleur sur le trône.

Michele La Rotonda, de Ripacandida, accusé de quatre vols, deux homicides manqués mais prémédités, deux séquestrations de personnes, etc., etc., fut nommé lieutenant-colonel.

Quant à Giuseppe Nicola Summa, qui n'avait que trois vols qualifiés et deux homicides manqués sur la conscience, il dut se contenter d'être major.

Ces chefs et leurs hommes, étant maîtres de Ripacandida, firent sonner les cloches, arborer des drapeaux blancs, chanter un *Te Deum* et nommer un gouvernement provisoire. En même temps, ils dévalisèrent les magasins d'un riche fermier nommé Giuseppe Lorusso. Ils l'avaient attaché lui-même devant sa porte afin qu'il

assistât à sa ruine. La maison du capitaine Anastasia, que ces misérables avaient tué, fut également livrée au pillage. Sa famille réclama son corps pour l'ensevelir; elle ne l'obtint que contre une forte somme d'argent.

Pendant deux jours, Ripacandida fut en fête. Ce n'étaient que pétards, illuminations, impôts fixés et perçus *ad libitum;* tous volaient à cœur joie.

En même temps, la réaction éclatait dans le hameau de Ginestra; le surlendemain, à Venosa.

Venosa compte pour une ville importante, non à cause de sa population, qui est de quelques milliers d'âmes, mais à cause de ses souvenirs. Elle possède une cathédrale et un évêque. Elle s'appela Venusie et fut la patrie d'Horace. Elle passe pour une ville, et c'est l'une des deux seules qui, dans les troubles de cette année, aient été occupées par les brigands.

Le sous-intendant de la province, M. Racioppi, avait fait de son mieux pour résister au mouvement. Il avait demandé des troupes à Naples et convoqué autour de lui les gardes nationales de toutes les communes de la Lucanie. Plusieurs étaient accourues à l'appel. Celle de Venosa s'était préparée à la défense. La ville était barricadée; plusieurs suspects avaient été arrêtés, entre autres le frère de Crocco.

Mais, dans la matinée du 10, une soixantaine de gar-

des nationaux de Maschita, de Forenza et de Venosa, étant sortis de cette dernière ville, heurtèrent des foules de paysans qui fuyaient pâles de peur.

— Des milliers de brigands marchent sur nous, criaient-ils, rentrez vite!

Les gardes rentrèrent. La terreur se mit dans la ville; mais un renfort de gardes nationaux étant venu, l'on résolut de se battre. Les barricades, le campanile et le château se remplirent de défenseurs.

Les brigands arrivèrent : six cents environ, cent cinquante armés de fusils, le reste de bêches et de haches. Tenus à distance à l'une des entrées de la ville qui sentait la poudre, ils l'attaquèrent sur un autre point où ils voyaient voltiger des linges blancs. C'était la plèbe qui les appelait et qui leur tendit des échelles. Les nationaux juchés sur le campanile voulaient tirer sur les assaillants.

— Par charité, ne tirez pas! leur cria de sa fenêtre un bourgeois timide. Ne tirez pas! ce sont nos frères, ils nous apportent la paix!

On ne tira pas et la ville fut prise.

Le général commandant (Crocco Donatelli) ordonna le pillage. Il fut chaudement obéi. On commença par la caisse de la commune ; tout ce qu'on ne put emporter fut brûlé : l'on n'épargna ni les carreaux ni les

portes. Puis vinrent les maisons du chanoine Albano et des chanoines La Conca. La nièce de ces derniers, toute jolie et toute jeune fille, fut défigurée à coups de sabre.

Une autre jeune personne de Venosa, assaillie par un brigand, tira sur lui avec un pistolet; le coup ne partit pas; alors elle se jeta par une fenêtre. Toutes n'eurent pas ce courage, hélas!

Le procureur du monastère de Saint-Benoît dut payer de fortes sommes. La prison fut ouverte et les détenus lâchés sur la ville. Ils dévalisèrent la maison d'un horloger, M. Raffaele Montrone, et lui tuèrent sous les yeux son fils, âgé de douze ans. Ils entrèrent chez un médecin, un vieillard, M. Francesco Nitti, et, comme il venait au-devant d'eux, il fut abattu d'un grand coup sur la tête, puis, déjà mort, criblé de balles. Tels furent (et j'en passe) les exploits de ces forcenés.

Cependant le château tenait encore, défendu par les patriotes. Un parlementaire leur fut envoyé, promettant de faire cesser le pillage aussitôt qu'ils se seraient rendus. Ils se rendirent et le pillage continua de plus belle.

Puis vinrent les comédies. Le lendemain de l'invasion, deux cents soldats débandés se rangèrent devant la maison Rapolla, habitée par le général des brigands. Puis, tambour en tête et bannière déployée, ils sortirent

de la ville, — pour aller, dirent-ils, à la rencontre du général Bosco, qui allait arriver à la tête de son armée. Les gens de Venosa le crurent ; on croit tout dans ce pays-là.

On crut même un soldat bourbonien qui, tout haletant, palpitant et couvert de poussière, arriva un jour sur la place publique. Et la foule de l'entourer.

— D'où viens-tu? qu'y a-t-il?

— Je viens de Naples, et il y a que François II s'est rassis sur le trône de son père.

Le sac de Venosa dura trois jours. Tous les *galantuomini* furent rançonnés, excepté ceux qui avaient appelé l'invasion. Ceux qui ne payaient pas étaient fusillés. Un homme appelé Giuseppe-Antonio Ghiura parut hésiter à crier : « Vive François II ! » Il fut égorgé sur place.

Après quoi, le général Crocco passa ses héros en revue. L'un d'eux, nommé Romaniello, demanda à retourner dans son pays. Le général daigna lui envoyer, de sa main, une balle dans l'épaule.

Dans la matinée du 14, la bande quitta Venosa, après avoir envoyé devant elle à Ripacandida neuf mulets chargés d'une somme de vingt mille ducats.

Mais, les brigands partis, restait la plèbe, qui voulait continuer le pillage. Il n'y eut qu'un moyen de l'apai-

ser, ce fut de lui donner tout ce qu'elle voulait. Arriva enfin, le 16, une forte colonne de gardes nationaux, plus de quatre cents hommes, dont cent trente à cheval, le major d'Errico à leur tête : elle s'était organisée en deux jours. Elle fut reçue avec des acclamations et au son des cloches. Ceux qui avaient crié : « Vive François II ! » crièrent encore plus haut : « Vive Victor-Emmanuel ! »

Parmi les chefs nationaux se trouvait le fameux Gabriele Bocchicchio de Forenza. C'est lui qui, avec dix hommes de confiance, avait empêché, quatre jours auparavant, l'invasion de Maschito. Embusqué sur le chemin des brigands, il avait assailli à temps et dispersé leur avant-garde : une vingtaine d'hommes qui étaient venus préparer le terrain.

Ce Bocchicchio était une ancienne connaissance de Crocco ; témoin la lettre suivante :

« Melfi, 16 avril 1861.

» Très-cher Gabriel,

» Aujourd'hui, à Melfi, par une commission militaire a été rétabli le gouvernement provisoire. Les choses vont bien. J'ai agi par ordre supérieur : le décret en a été donné le 28 février, à Rome, par Sa Majesté notre roi François II (que Dieu garde et protége !). Si *tu* veux prendre du service, les supérieurs d'ici *vous* donneront des armes et la liberté, et

vous serez élevé à mon grade. Rassemblez donc et promptement des forces et pratiquez ce que j'ai fait, c'est-à-dire le désarmement du pays et la destruction des drapeaux de Victor-Emmanuel, et sois assuré que toutes les populations, comme un seul homme, s'insurgeront aux cris de « Vive « François II, roi des Deux-Siciles! »

» Si *vous* acceptez, faites-le moi savoir avec des faits éclatants; sans quoi, si *tes* sentiments sont différents, sortez en campagne avec votre armée et donnez-moi rendez-vous où que ce soit, parce que je suis prêt à vous rencontrer le fusil à la main et à vous faire payer cher vos imprudences.

» Je suis sûr que vous *ferez trésor* de mes paroles et que vous ne me forcerez pas à vous persécuter.

» *Le général commandant les armes,*

» CARMINE DONATELLA[1]. »

1. Cette lettre est le chef-d'œuvre de Crocco, mais ce n'est pas lui qui l'a écrite; il n'a fait que la signer. Aussi n'y a-t-il qu'une faute d'orthographe, et cette faute est dans la signature : *Donatella* au lieu de *Donatelli*.

On a des autographes du général de François II; on en a beaucoup, et je ne peux résister à l'envie de transcrire ici le plus court : on comptera les fautes. C'est un reçu délivré par Crocco à M. Luigi del Bene, agent du prince Doria, auquel il venait d'extorquer trois cent soixante ducats :

Il Generalo si ha preso dalla gento D. Luigi del Beno del prigipi dorio Docati trecento sessanta, perchè servono per i miei soldati.

(Signé) *Il Generalo Carmini Crocco Donatella.*

Cela veut dire : « Le général a pris de l'agent D. Luigi del Bene, du prince Doria, trois cent soixante ducats, parce qu'ils servent pour mes soldats.

» (*Signé*) Le général Carmine Crocco Donatelli. »

Il est certain que Bocchicchio ne répondit pas à cette lettre et qu'il se battit bravement pour la cause italienne. Un brigand (comme on l'accuse de l'être) n'aurait pas résisté à toutes ces tentations.

La lettre est datée de Melfi. C'est là, en effet, que Crocco s'était rendu en quittant Venosa. Il avait passé par Lavello, insurgée avec beaucoup d'autres bourgades de la province; — Avigliano, soulevée par l'archiprêtre octogénaire Francesco Clapo, dont j'aurai à parler plus tard; — Ruoti, où pas un galant homme et pas un prêtre (c'est un fait à noter) ne seconda le mouvement; — Caraguso et Calciano, les seuls hameaux, peut-être, où il y eut de la réaction sans brigandage; — Rapolla, dont les habitants criaient avec des éclats de joie : « Les souris ont mangé les chats! » appelant souris les bourboniens; — Atella, Barile, Rionero, Grassano, Santo-Chirico, où il se passa un fait touchant. Les gardes nationaux de Tolve, se rendant à Grassano, durent passer la nuit dans cette commune. Ils y furent reçus froidement; les habitants ne voulurent pas les loger. Des paroles on en vint aux coups; il y eut quelques blessés et deux morts, parmi lesquels un homme de Santo-Chirico, nommé Lacava. Le capitaine des nationaux de Tolve eut le bon esprit de faire battre en retraite pour épargner le sang. Mais sept de ses hommes

restèrent dans le pays, derrière les autres, entre les mains des habitants, encore toutes chaudes du conflit. Et l'un de ces malheureux, en fuyant, était tombé chez la femme de Lacava, mère de sept enfants que les gens de Tolve venaient de faire orphelins.

Eh bien, cette veuve accueillit le fugitif qu'on cherchait pour le tuer ; elle lui donna à souper et lui fit un lit sous son toit, en femme chrétienne.

Ce trait n'étonnera personne en France. Mais dans les pays fanatisés où la religion excite à la colère et absout la vengeance, il paraît presque divin.

A Lavello, dès le 10 avril, on s'était préparé à la résistance. Pour combattre l'effet des bruits sinistres de Venosa, les patriotes étaient allés jusqu'à offrir du pain et de l'argent aux hommes du peuple. Peine perdue, la peur fut la plus forte. En quittant Venosa, Crocco put occuper Lavello sans coup férir. L'avant-garde à cheval entra le pistolet au poing, et, en manière d'avertissement, l'un des cavaliers déchargea son arme sur un certain Pietro Bagnoli, qui tomba mort.

Les brigands entrés, ils pillèrent la ville et prirent tout ce qu'ils purent trouver. Aux femmes, ils arrachèrent jusqu'à leurs pendants d'oreilles. Après quoi, à son de trompe, ils proclamèrent que le vol était défendu sous peine de mort.

Un contrevenant fut pris sur le fait ; aussitôt il subit sa peine. On lui banda les yeux, on le mit à distance, on déchargea sur lui un pistolet; il tomba la tête en avant. — Les gens de Lavello ont appris, depuis, que le pistolet était chargé à poudre.

Puis Lavello fut désarmé. Les habitants mirent en faisceaux trois cents fusils de munition devant le général. Mais il y avait encore dans la ville vingt-sept fusils de chasse à deux coups. Crocco les réclama comme son bien, et il fallut les lui livrer.

Il se rendit ensuite (le 15 avril), avec une escouade armée, chez le caissier communal, M. Palmieri, et lui demanda les sept mille ducats qui restaient dans la caisse de la commune. Palmieri répondit humblement qu'on avait exagéré la somme. Crocco fit un signe et la caisse fut forcée. Alors Palmieri supplia le général de ne pas tout prendre et de laisser quelque chose aux pauvres. Crocoo ne prit pour lui que cinq cents ducats. — Ce n'est pas tout ; il signa le procès-verbal (et l'on a ce document) constatant que la caisse avait été forcée.

Lavello s'attendait à de plus grands malheurs. Vingt-sept libéraux devaient être fusillés le lendemain, 16 avril, et l'archiprêtre Maurizio ne quittait pas Crocco, qui l'avait nommé chapelain de la brigade.

Mais, par bonheur, des messages réitérés venant de

Melfi attirèrent les brigands sur cette proie plus importante. Crocco partit tout à coup avec ses hommes, ne laissant dans Lavello que vingt-cinq mauvais fusils. Le lendemain, les drapeaux blancs et les cocardes rouges avaient disparu. Tout était redevenu tricolore.

La révolte de Melfi est l'épisode le plus important de la réaction en Basilicate, et peut-être aussi de tous les mouvements qui agitent encore, au moment où j'écris, l'Italie méridionale. Presque partout, en effet, nous voyons des invasions violentes qui se bornent à désarmer les postes de gardes nationaux et à piller les maisons riches; et c'est la population pauvre, la plèbe affamée qui veut sa part du butin et prête main-forte aux agresseurs. Enfin ces bandes armées n'attaquent en général que d'imperceptibles hameaux dont les noms inconnus ne figurent même pas sur les cartes.

Mais il n'en est pas ainsi de Melfi. C'est une ville fameuse dans l'histoire. Le tremblement de terre qui la ruina presque, il y a quelque dix ans, rajeunit à propos sa célébrité. Elle a une citadelle, une cathédrale, un évêque. Bouillet lui donne sept mille habitants. C'est la ville la plus importante qui se soit soulevée en faveur de la dynastie déchue. L'émeute n'y fut pas exclusivement plébéienne et communiste. Excitée par les notables, elle prit un caractère tout différent, presque

modéré ; elle sortit d'une conspiration, elle fut contenue par ses chefs eux-mêmes. C'est un soulèvement dans les règles : le seul de ce genre que les réactions présentes aient provoqué.

De hautes familles de la ville, notamment les Aquilecchia, étaient restées fidèles à François II. Elles rêvaient une restauration, et qui veut la fin veut les moyens. Dans ce pays, c'est la première loi politique. Dès l'apparition des brigands à Venosa, les bourboniens de Melfi pactisèrent avec eux. En même temps, ils firent la leçon aux gens du peuple : ils leur annoncèrent l'entrée de François II dans les Abruzzes avec les Autrichiens, l'apparition de ses soldats sur des vaisseaux français dans le port de Naples, beaucoup de débarquements sur les côtes des Pouilles, enfin l'arrivée prochaine du général Bosco à la tête de douze mille hommes.

Le syndic avait bien essayé d'opposer mensonge à mensonge. Il annonçait, de son côté, l'approche des troupes italiennes et nommait une commission pour leur préparer des logements. Mais l'artifice ne réussit pas. Une dépêche officielle, arrivée de Foggia et décachetée avant de parvenir au syndic, déclarait tristement que, dans ce moment-là, le gouvernement ne pouvait pas envoyer de troupes.

La révolte éclata donc le 12 avril. Le peuple se réunit en foule sur la place du marché, criant : « Vive François II! Mort aux libéraux! » Les prisons furent ouvertes. Tous les papiers de la police et du municipe, tous ceux de la justice furent brûlés. Un soldat de l'armée licenciée, Ambrogio Patino, prit le titre de général et obligea tous ceux qui passaient à se prosterner devant lui. Un Michele Proietto prit les portraits de Garibaldi et de Victor-Emmanuel, les porta sur la place publique et les mit en pièces à coups de hache, après les avoir accablés d'invectives et couverts d'ordures. Les gardes nationaux, s'affublant des vieilles défroques des gardes urbains et des gardes d'honneur abolis, se jetèrent dans la réaction. La populace, menée par des prêtres, afflua devant la maison du chevalier Colabella, qui lui fit un discours et lui jeta par la fenêtre un immense drap blanc. Ce linge, coupé en drapeaux, flotta çà et là sur la bande. Colabella et Aquilecchia furent portés en triomphe. Aucun journal n'entra plus dans la ville, et les bruits répandus ne purent être ni démentis ni contredits.

Pendant quatre jours, Melfi appartint au peuple, et ce fut presque effrayant de voir toute cette populace armée de fusils, de pistolets, de sabres, de haches ou de couteaux de boucherie, brandissant tout cela

dans les rues avec des cris féroces, désarmant les citoyens, envahissant les maisons, débordant partout, absorbant tout. Les femmes étaient plus enfiévrées que les hommes : une vieille de soixante ans, vêtue en soldat, menaçait de tout massacrer. C'était de l'ivresse et de la rage.

Il y eut cependant peu d'excès; quelques maisons volées, voilà tout; Aquilecchia, nommé prodictateur, empêcha le pillage. Dans l'église où se chanta le *Te Deum*, le curé recommanda le respect à la vie, à l'honneur et aux propriétés des citoyens. Avec beaucoup d'argent, la plèbe fut apaisée. On décora la ville, on dressa des trônes, on arbora partout des portraits de François II et de Marie-Sophie. Enfin on accumula des approvisionnements pour recevoir l'armée bourbonienne et l'on cousit à la hâte un uniforme en velours vert pour l'offrir à Crocco, son général.

Le 15 au soir, Crocco fit son entrée dans Melfi. Deux carrosses étaient sortis à sa rencontre, chargés de gardes d'honneur et de prêtres ornés de médailles bourboniennes, et portant quatre magnifiques drapeaux blancs à franges d'argent et à galons d'or. Suivait la foule, agitant des torches. Ce fut une entrée triomphale : Crocco dut se demander s'il n'était pas le roi.

Aquilecchia et Colabella le reçurent aux portes de la

ville au milieu d'acclamations frénétiques. Le général alla s'agenouiller devant une sorte de reposoir élevé à l'entrée du palais municipal, et il osa remercier la Vierge très-sainte, en disant que c'était elle-même qui avait conduit et protégé ses armes victorieuses.

Après quoi, Crocco parcourut la ville à travers des acclamations croissantes. Puis il taxa tout le monde, leva des impôts et remplit ses caisses. On fit ce qu'il voulut, sous peine d'être fusillé. Il décrétait en dictateur.

Ceci dura trois jours, jusqu'au 18 avril. Apprenant alors que les Piémontais arrivaient, Crocco plia lestement bagage. Il livra la ville à la répression sans défense. Il en emporta trente mille ducats.

Aussitôt Melfi remit ses drapeaux tricolores, ses portraits de Victor-Emmanuel et de Garibaldi, son masque italien. La population courut à la rencontre de son intendant, qui l'avait quittée par prudence, et lui déclara qu'elle n'avait jamais cessé d'être patriote. Colabella, Aquilecchia, furent promenés par la ville au milieu des huées de la populace, et jetés dans une prison, parmi les voleurs.

J'ai oublié de vous dire que, peu de jours avant de s'insurger en faveur de François II, Melfi, appelé à nommer un député au parlement national, avait élu

l'un des patriotes les plus avancés de l'avant-garde révolutionnaire, le romancier Guerrazzi.

Donc, les Italiens arrivaient. Un peu tard, ne pouvant donner que ce qu'il avait, le gouvernement s'était décidé à pousser contre les brigands quelques compagnies du 2e bataillon de Pise. Ces forces furent reçues avec des explosions de joie. Elles suffirent pour ranimer l'esprit public. Aussitôt toutes les gardes nationales furent sur pied, prêtes à se battre. Une attaque vigoureuse près de Barile et de Rionero, et dans Barile, dura six heures et mit hors de combat cent cinquante insurgés.

Je ne veux pas fatiguer le lecteur de toutes les escarmouches livrées : ce serait monotone et inutile. A moins d'avoir sous les yeux une des immenses cartes éditées par la typographie officielle, on ne pourrait suivre cette chasse aux brigands à travers des hameaux inconnus.

Je me borne à noter un incident qui donnera une idée des autres. Le capitaine David Mennunni, de Genzano, d'une bravoure éprouvée, brûlait de se battre. Il se détacha donc de la colonne nationale commandée par le major d'Errico, et se mit à courir les bois avec une centaine de cavaliers. Il arriva devant Lagopesole, sur la lisière d'un bois où des huttes abritent pendant l'hiver le bétail du prince Doria. L'endroit lui parut suspect; il s'approcha d'une de ces huttes : elle ca-

chait vingt brigands. Une sentinelle veillait à l'entrée. Voyant Mennunni et ses hommes vêtus en paysans, la sentinelle cria : « Ce sont des nôtres! » mais l'un de ceux qui étaient accroupis dans la hutte pressentit l'erreur et ajusta le capitaine. Par bonheur, sa carabine était mal chargée, et ce fut le bandit qui tomba mort : Mennunni avait la main leste.

— En avant, mes enfants! Vive Garibaldi! cria le capitaine.

Et aussitôt, à pied ou à cheval, sortant de la hutte et d'une cabane voisine, les malandrins se mirent en fuite, à toutes jambes, à toutes brides, serrés de près; il en tomba plus de vingt. Deux hommes sortirent les derniers; l'un fut tué à bout portant; l'autre, vêtu d'une longue houppelande et coiffé d'un énorme chapeau, était déjà couché en joue. Il n'eut que le temps de crier :

— Je suis Piémontais, je suis des vôtres!

Et il l'était en effet. Quelques jours auparavant, à Carbonara, les Italiens, partant pour une expédition, n'avaient laissé que onze hommes chargés de garder les sacs. Ces malheureux, assaillis à l'improviste, avaient dû quitter la place. L'un d'eux avait été criblé de balles; un second (un fourrier), haché en morceaux; un troisième, resté prisonnier, était celui que les gens de Mennunni venaient de coucher en joue.

Sur un des morts dans l'affaire de Lagopesole, on trouva une lettre adressée à Son Excellence don Carmine Crocco, par un certain Luigi Caputo de Rionero. J'en détache une phrase précieuse : « Vous me devez accorder, suivant ma parole, de me joindre à votre sainte bannière de notre père François II, par la grâce de Dieu, de Votre Excellence et de toutes nos troupes. »

Les brigands se retirèrent, en saccageant encore Monteverde, Carbonara et Calitri. L'archevêque de Conza leur fit un magnifique accueil, à son de cloches, et bénit au nom de Dieu leur phalange sacrée. Après quoi, diminués et découragés, les hommes de Crocco rôdèrent quelque temps au bord de l'Ofanto, détroussant les voyageurs.

Un jour, quelques prêtres libéraux rentraient à Melfi, qu'ils avaient quittée pendant la réaction. A trois milles de la ville, ils entendirent crier derrière eux : « Au voleur ! » Ils accoururent au bruit, pensant qu'il y avait quelque vie à défendre. C'étaient les brigands qui, par cet artifice, attiraient à eux les prêtres. L'un d'eux tomba victime du guet-apens; il se nommait Ruggiero; les autres avaient de bons chevaux; ils furent poursuivis à coups de fusil jusque dans la ville.

Les gardes nationales du pays firent leur devoir dans cette rude campagne. Je voudrais vous donner les noms

des plus braves; mais je n'en sais que quelques-uns, et je serais injuste envers les autres. Je me tais donc par équité.

Je constate seulement que ce fut peu de temps après la répression du brigandage en Basilicate que, sur la proposition de Terenzio Mamiani, Italien des provinces romaines, le parlement national, à Turin, déclara solennellement ceci :

« Les gardes nationales du midi de l'Italie ont, dans les derniers événements, bien mérité de la patrie. »

Veut-on maintenant un document qui jette une vive lumière sur les dispositions populaires dans les communes insurgées? C'est une lettre d'une femme de Ripacandida adressée à son mari. Je transcris mot à mot, et je conserve scrupuleusement la ponctuation, ne pouvant traduire l'orthographe :

« Très-cher mari

» Je me suis réjouie que vous soyez bien en santé et que Dieu vous ait délivré de toute mauvaise disgrâce je suis à tout moment priant Dieu de te délivrer mais en attendant on dit publiquement à Ripacandida que vous avez été courageux pour la patrie et que le Seigneur vous accompagna jusqu'à la fin de remporter votre victoire pour une seule chose je me sens beaucoup de déplaisir parce que tous les Ripacandidais ont apporté des ri-

chesses à leurs familles moi pleurant et larmoyant je disais pourquoi mon mari ne se souvient-il pas de moi disant moi pauvre femme je n'ai de fortune à aucune heure et je disais en moi-même mon mari avait un cœur généreux pourquoi montre-t-il un cœur de *meule* (*di macino*) je vous en prie au plus tôt de m'enlever ma misère vous saluent très-chèrement mes frères et ils disent qu'ils veulent un souvenir donnez un fusil à chacun pour qu'ils se souviennent de votre bon cœur et le fusil que vous avez envoyé je ne l'ai pas reçu.

» Je vous embrasse chèrement.

» Écrite par moi Michel Guglielmucci et à moi aussi envoyez-moi quelque petit fusil.

» Votre très-affectionnée femme

» TERESA SAIRNA

» Aux mains de Donato Rega

» *Venosa.* »

Je ne me suis pas étendu sur les atrocités commises par les brigands, pour n'être point taxé d'invraisemblance. Mais voici un témoignage qu'on ne révoquera pas en doute, *un considérant* de la sentence portée contre un Calabrais, de Feroleto-Vecchio, nommé Ferdinando Pietropaolo, capitaine de l'état-major de Crocco :

« Considérant que la férocité de Pietropaolo est révé-

lée encore par la découverte d'*un menton humain avec poils à la Napoléon* (impériale), arraché à quelque malheureux de sentiments libéraux, et que Pietropaolo portait barbarement sur lui... etc. »

Disons cependant toute la vérité. Il y eut quelques hommes convaincus et sincèrement attachés aux Bourbons parmi tous ces misérables. Tel était l'archiprêtre d'Avigliano, don Ferdinando Clapo. Ce vieillard octogénaire et lettré tenait au pape temporel et à François II, et, après le *Te Deum* chanté le 21 avril, dans l'église d'Avigliano, pour célébrer la victoire des Italiens, il eut le courage, en face des gardes nationaux et des officiers piémontais, d'annoncer le retour prochain de François II au milieu de ses sujets bien-aimés et d'exhorter les assistants à lui rester fidèles.

L'archiprêtre fut invité à parler avec plus de prudence; il redoubla d'audace et fut arrêté. Conduit à Potenza, chef-lieu de la province, il soutint encore sa thèse en prison, et voulut absolument être martyr. On ne lui fit pas cette grâce.

Digitized by Google

VI

Le brigandage sous l'avant-dernière lieutenance (mai-juillet 1861). — Les agressions aux frontières. — Le vrai Chiavone. — Anecdotes. — Les mulets devant un conseil de guerre. — Le comte Ponza di San-Martino. — Les bienfaits de la conciliation. — Le comité de Rome, ses manœuvres, ses ramifications. — Serment des affiliés. — Complicité du saint-siége. — Ce qu'espéraient les bourboniens. — La conspiration à Naples. — Le cardinal-archevêque. — Miracles. — Éloge des Napolitains et des gardes nationaux. — Villes calmes, hameaux attaqués. — Progrès effrayants du brigandage. — La prison de Caserte assaillie. — Un document officiel et inédit. — Affaires d'Avellino. — Massacrés de Montemiletto. — Le gouverneur de Luca et les Hongrois. — Arrivée de Cialdini.

La Basilicate était donc pacifiée vers la fin d'avril, et le pays commençait à se rassurer, quand on apprit tout à coup que, le 3 mai, vers deux heures du matin, deux cents hommes environ étaient tombés sur Monticelli, petit endroit de la Terre de Labour, près des frontières romaines. Ils y firent leurs prouesses ordinaires, et, se fortifiant dans les maisons, repoussèrent une compagnie de soldats réguliers envoyés contre eux de Fondi. Le lendemain arrivèrent d'autres forces italiennes avec du canon; mais les agresseurs avaient déjà disparu avec leur butin et leurs armes. Ils envahirent, en fuyant,

d'autres communes, où ils s'avisèrent de changer les autorités et de lancer des décrets avec un aplomb dictatorial. On travaillait à une route nouvelle; ils augmentèrent de dix sous le salaire des ouvriers. Cela fait, ils prirent la fuite.

Le capitan bourbonien qui parodiait ainsi Garibaldi se nommait Chiavone. On a beaucoup parlé de cet homme; on lui a donné une importance qu'il ne mérite pas. Ce n'est ni un partisan ni un brigand : c'est un drôle. Autrefois garde-chasse à Sora, il s'était acquis une certaine influence sur les braconniers et sur les paysans. Pendant la dernière révolution, dans le va-et-vient de patriotes et de bourboniens qui passaient tour à tour à Sora pour la quitter ensuite et la livrer à elle-même, il s'offrit pour maintenir l'ordre avec une poignée de charbonniers qu'il avait sous la main. Je parle ici de vrais charbonniers faisant leur métier sur la montagne, et non de *carbonari* conjurant pour les Bourbons, comme sous Murat.

Chiavone fut accepté faute de mieux, et chassé ensuite au retour des patriotes. Il s'enfuit alors avec ses charbonniers et en fit des partisans. Armés à la diable, ils coururent les campagnes avec ce fameux Allemand déjà nommé, qui ne s'appelait pas Lagrange, mais qui portait ce nom, auquel il paraissait tenir. Lagrange écarté,

Chiavone continua le métier pour son propre compte. Il occupa les montagnes qui dominent le pays de Sora, tenant la ville en échec. Il y descendit même une fois, le 3 décembre, et y resta tout un jour, jusqu'à l'arrivée des troupes. Depuis lors, sa bande est continuellement restée sur les hauteurs qui confinent aux États romains. Lui, toujours caché, toujours en arrière, n'entrant jamais dans les hameaux assaillis, mais restant en dehors pour protéger la fuite de ses gens après le pillage, se donnait des airs de vice-roi. Il lançait des proclamations, il envoyait des sommations et les datait de tous les endroits possibles. J'ai vu un décret de lui donné au quartier général de Sora : l'on aurait pu croire qu'il était établi dans la ville; il se cachait cependant à dix lieues de là, chez Pie IX.

Le 27 mai, il envoya de sa montagne un parlementaire à la garnison italienne. Il la sommait de capituler, lui offrant la vie sauve et un sauf-conduit jusqu'à Turin. Les Italiens sortirent un canon : Chiavone était déjà rentré en terre sainte.

Car c'était son système. Il n'aimait pas à se battre et se tenait toujours à l'extrême limite du pays napolitain. A peine attaqué, il faisait un saut en arrière et n'avait rien à craindre. Les Italiens s'arrêtaient (figurez-vous le supplice!) au bord de cette ligne fatale qu'il leur était

défendu de franchir. La France était en faction devant le patrimoine de saint Pierre. Les brigands passaient et se moquaient de la sentinelle. Les Italiens devaient reculer, rongeant le frein.

Et voilà comment a duré si longtemps cette bande de larrons, non encore détruite. Elle guettait le départ des troupes et tombait à l'improviste sur quelque endroit abandonné, Luco, Monticelli, Castelluccio, Roccavivi. Puis elle se sauvait sur sa montagne, et Chiavone retournait à Rome pour raconter ses prouesses et demander de l'argent.

A chaque voyage, il montait en grade. Il se nomma d'abord capitaine, puis colonel, puis général, et même lieutenant général. Toutes ces fanfaronnades n'étaient peut-être pas des naïvetés, mais des artifices. Il envoyait des sommations aux Piémontais pour les faire voir aux comités bourboniens. Évidemment il en imposait à ceux qui lui donnaient des piastres, car il n'a jamais rien fait que du butin. Il craignait les balles. Je le répète, il n'était ni partisan ni brigand. Partisan est un euphémisme et brigand une hyperbole. C'était un simple industriel qui rançonnait les propriétaires et qui exploitait surtout son roi.

Au fond, il n'était pas méchant. On lui amena un jour deux carabiniers piémontais; il ne les pendit à au-

cun arbre; au contraire, il les combla de prévenances et leur offrit même du café qu'il envoya voler dans un hameau voisin. Le café bu, il leur proposa de les enrôler au service de François II ou du pape. Sur leur refus, il les laissa libres en ne gardant que leurs uniformes. Le lendemain, ils rentrèrent à Sora, vêtus en paysans, porteurs d'un papier précieux, dont, par malheur, je ne reproduis pas l'orthographe.

« A toutes les autorités civiles et militaires. Laissez passer ces deux paysans.

» *Le général*,

» CHIAVONE. »

Les actes de cruauté commis par sa bande ne sont pas de lui. Je ne connais qu'une seule exécution qu'il ait commandée. Il avait volé des mulets à un propriétaire; il offrit de les lui rendre contre une somme d'argent; le propriétaire ne remit pas la somme. Alors il assembla un conseil de guerre. Les mulets, condamnés à mort, furent exécutés sur place. Les chiavoniens tirèrent sur eux dix-sept fois, criant à chaque décharge : « Vive François II ! vive Chiavone ! »

— Les mulets firent bonne contenance, dit un prisonnier témoin et complice du fait.

La manie de Chiavone est d'imiter Garibaldi. Il se

donne des airs de dictateur, et il a gardé son costume pittoresque, les sabots, le chapeau de feutre, la veste, le gilet et les culottes de velours, la cravate bigarrée, l'écharpe rouge, ceinture bourrée de couteaux et de pistolets. Il lui manque cependant certaines qualités de Garibaldi, la bravoure d'abord, puis le désintéressement et l'orthographe.

Je possède un autographe de lui rempli de barbarismes, et marqué du sceau de François II. Je ne le reproduis pas, parce qu'il est inintelligible. Mais voici la traduction d'une autre pièce que je suis parvenu, non sans peine, à mettre en français :

COMMANDEMENT DE LA BRIGADE DE L'ARMÉE NAPOLITAINE (?).

« Monsieur le syndic,

» Qu'à la vue de la présente, on proclame aussitôt notre auguste souverain, qu'on enlève les bannières de Savoie et qu'on déploie celle de François Bourbon, sinon le pays sera mis à sac et à feu.

» Faites-moi aussi trouver deux mille rations de pain et de fromage prêtes à mon arrivée à Balsorano.

» 30 juin 1861.

» *Le lieutenant général en chef,*

» CHIAVONE. »

Chiavone n'était donc pas bien dangereux, et l'importance qu'on a voulu lui donner, même dans les

feuilles libérales de France, a toujours égayé les Napolitains. On se trompe fort en affirmant qu'il fut le généralissime des insurgés dans les provinces méridionales.

Les bandes n'ont jamais agi de concert ni paru d'accord, sauf une fois peut-être, à la fin de juillet; mais nous n'y sommes pas encore. Le conseiller Ulloa (le seul homme politique qui soit resté auprès de François II) s'en plaignait lui-même dans une lettre confidentielle.

Tous ces hommes étaient réunis par hasard, en corps indépendants les uns des autres; tous ces corps avaient des chefs à part qui suivaient leur propre mouvement. Chiavone a beaucoup fait parler de lui, parce qu'il est resté en communication constante avec Rome, où il publiait ses bulletins et ses ordres du jour. Les autres, relégués dans les montagnes de l'intérieur, n'étaient connus que par Naples, qui se gardait bien d'exagérer leurs exploits. Ils furent bien plus braves cependant, bien plus dangereux que Chiavone.

Mais chacun marchait de son côté, sans direction ni conduite. Aussi le brigandage politique n'était-il pas bien terrible au départ de M. Nigra (seconde quinzaine de mai). Battu partout, il n'inspirait aucune inquiétude. Les désordres de l'administration mécontentaient

les Napolitains bien plus que les troubles des provinces. On leur envoya donc un excellent administrateur, le comte Ponza di San-Martino.

Le nouveau lieutenant fit de la conciliation, système excellent en théorie. Il donna des soirées au palais royal, où les bourboniens eux-mêmes furent attirés. Les bourboniens n'eurent garde de refuser l'invitation; ils donnèrent les conseils les plus pacifiques, et ils rapportèrent à leurs cercles ce qui se faisait au palais royal. Encouragés par cette bienveillance, ils redoublèrent d'activité dans leurs conciliabules, et la conspiration tendit ses filets dans le pays entier.

Le foyer resta plus que jamais à Rome, et le roi, longtemps indécis, finit, je crois, par la diriger en secret, tout en la désavouant dans ses manifestes. M. Del Re, ministre ostensible, déclarait que les mouvements spontanés des populations napolitaines n'étaient ni provoqués ni secondés par François II. Mais un prince du sang, le comte de Trapani, oncle du roi, dirigeait une immense conspiration bourbonienne. Grâce à des correspondances interceptées, on a maintenant des détails complets sur cette conspiration. Un comité général s'assemblait à Rome, sous le pseudonyme d'*Association religieuse*, et sous la présidence du comte de Trapani.

Auprès de lui siégeait, comme ministre de la guerre,

un jeune frère du roi, le comte de Trani, qu'une ressemblance de nom fait souvent confondre avec son oncle. Au-dessous d'eux, le général Clary tenait la plume en qualité de secrétaire général. Un comité central résidait à Naples. D'autres comités étaient répandus dans les chefs-lieux et les villes importantes des provinces. Ces comités se composaient : d'un délégué avec un secrétaire de confiance; d'un président muni de pouvoirs étendus et désignés dans un diplôme imprimé qu'on envoyait de Rome; d'un secrétaire chargé d'activer les communications avec les autres comités; d'une sorte de chancelier signant *pour copie conforme;* de huit décurions, les meilleurs et les plus influents sur le peuple, au point de vue religieux surtout; d'un caissier galant homme, prêtre si possible, et de quatre censeurs, prêtres nécessairement, pour surveiller l'administration de la caisse et les actes des affiliés. Enfin, de huit députés chargés de soulager les pauvres.

Les comités enrôlaient et soudoyaient autant d'hommes qu'ils en pouvaient trouver. Pour être admis, on ne demandait à ces hommes que de marcher et d'insurger les communes voisines. Ils étaient conduits par un commandant en chef et par des officiers dont les comités fixaient le choix et le nombre. Tous avaient des brevets qui les faisaient reconnaître des autres

bandes, et qui devaient leur donner droit, plus tard, aux faveurs du gouvernement rétabli.

On a des détails complets sur la chancellerie des comités; je les passe. Mais voici la formule du serment, que je tiens à reproduire ici :

« Nous jurons devant Dieu et devant le monde entier d'être fidèles à notre souverain très-auguste et très-religieux François II (que Dieu garde toujours!), et nous promettons de concourir, de toute notre âme et de toutes nos forces, à son retour dans notre royaume; à obéir aveuglément à tous ses ordres, à tous les commandements qui viendront, soit directement, soit par ses délégués, du comité central résidant à Rome. Nous jurons de maintenir le secret, afin que la juste cause voulue par Dieu, qui est le gouverneur des souverains, triomphe par le retour de François II, roi par la grâce de Dieu, défenseur de la religion et fils bien-aimé de notre saint-père Pie IX, qui le garde entre ses bras pour ne point le laisser tomber dans les mains des incrédules et des pervers et prétendus libéraux, lesquels ont pour principe la destruction de la religion, après avoir chassé notre bien-aimé souverain du siége de ses ancêtres. Nous promettons aussi, avec l'aide de Dieu, de revendiquer tous les droits du saint-siége et d'abattre le *Lucifer infernal, Victor-Emmanuel et ses complices!* Nous le promettons et le jurons! »

Après la lecture de ces documents authentiques, il

ne restera plus aucun doute sur la complicité du roi, ou tout au moins de la famille détrônée, dans les manœuvres sanglantes de la réaction. Il est avéré que le foyer de la conspiration était à Rome; il est même prouvé que le gouvernement de M. de Mérode tolérait, encourageait même un peu les enrôlements. Sur ce point, les confessions des prisonniers sont d'accord. Un Pietro Cimaglio, de la province de Campobasso, tombé dans les mains des Italiens, a raconté toute l'histoire de son engagement. Établi à Rome depuis plusieurs années (il était cordonnier et père de famille), il avait reçu, le 25 juin, la visite d'un ex-gendarme de Naples, accompagné de policiers romains qui le sommèrent d'entrer dans la bande de Chiavone, disant que c'était l'ordre de la police. Il passa une très-mauvaise nuit avec d'autres enrôlés dans les écuries du palais Farnèse; il sortit après de Rome sous la conduite d'un sbire pontifical; il fut entraîné jusqu'à la frontière, avec ses compagnons d'infortune, à travers les gendarmes de Sa Sainteté. Ceux-ci laissaient passer partout la bande sur ce simple mot du caporal Peppino, qui la conduisait : *E roba del re di Napoli* (c'est de la marchandise au roi de Naples).

Ceci résulte de l'interrogatoire des prisonniers; j'ai tenu ce document dans mes mains. Sans ajouter foi en-

tière à leurs dénonciations au sujet des enrôlements forcés (ils alléguaient évidemment cette violence à leur décharge), on peut croire au moins qu'ils étaient secondés par la police et par la gendarmerie romaines, qui auraient pu les arrêter vingt fois entre Rome et Alatri. Ils ont confessé encore qu'on leur avait promis à boire et à manger, plus quatre carlins par jour. Arrivés auprès de Chiavone, le fameux capitaine leur dit :

— Vous boirez et vous mangerez comme nous; quant à l'argent, vous l'aurez quand François II sera à Naples.

Ils tombèrent affamés dans les mains des Piémontais. Ils n'avaient pas dîné tous les jours, et ils n'avaient bu que de l'eau depuis leur départ de Rome.

Voilà des faits, et j'en passe beaucoup de pareils pour ne pas bourrer ce travail d'anecdotes. J'ajouterai seulement ce détail singulier que, pour échapper à la vigilance des Français, dont le drapeau ne voulait couvrir que le saint-père, les enrôlés furent plus d'une fois déguisés en gendarmes papalins [1]. Ils passaient ainsi fièrement devant nos postes et ne reprenaient leur costume de Fra Diavolo qu'aux frontières.

1. Une lettre datée de Rome, 5 septembre, et adressée par un ancien soldat, Annibale Saracino, à son ami Michele Jammazino, menuisier à Larino (province de Campobasso), contient cette phrase : « Je me trouve fictivement dans la gendarmerie du pape; mais, en réalité, nous sommes à François II. »

Voilà donc la connivence de Rome établie. On a produit encore bien des faits pour la prouver. On a prétendu que les brigands étaient payés avec le denier de saint Pierre et armés avec les fusils napolitains, consignés par M. de Goyon au gouvernement pontifical. J'ignore ce qu'il y a de vrai dans ces bruits; je sais seulement qu'après plus d'une rencontre, on a trouvé sur les prisonniers, ou à côté des morts, des fusils marqués aux armes du pape.

Qu'espéraient donc les cours de Rome et de Naples, et qu'attendaient-elles de ces inexplicables incursions? Une restauration peut-être? On ne peut croire à un pareil aveuglement. Si la dynastie des Bourbons, soutenue par quatre-vingt mille baïonnettes, avait croulé devant une poignée de volontaires, ce n'était pas pour se relever en face d'une armée régulière et puissante, au moyen d'une poignée de bandits. Il y avait pourtant des hommes de sens à Rome, auprès de François II, le conseiller Ulloa, par exemple. Il faut croire que leur unique intention était d'agiter le pays, d'exciter les populations, de perpétuer l'anarchie et le désordre, soit pour démontrer à l'Europe que Victor-Emmanuel ne pouvait régner à Naples aussi bien que François II; soit pour lui faire croire que tous ces vols et tous ces meurtres commis prouvaient l'attachement des populations à la dynastie

déchue; soit pour attirer vers le Midi les forces italiennes et laisser dégarnies les frontières du Mincio et du Pô; soit, peut-être (s'il y a quelque vérité dans le dernier mot d'un allié puissant au gouvernement italien), pour retarder la pacification des provinces du Midi et ajourner par là l'évacuation de Rome.

Quoi qu'il en soit, la conspiration était répandue et organisée. Le comité de Naples agissait dans l'ombre, les conciliabules des affiliés se tenaient partout, en pleine ville et en plein air. Le cardinal-archevêque de Naples, Mgr Riario Sforza, opposait des soirées politiques à celles du lieutenant du roi. Son palais était un rendez-vous de réactionnaires. Le prélat conspirait lui-même, ou résistait du moins, refusant son concours à tout ce qui aurait pu rassurer et pacifier le pays. Il allait plus loin : il suspendait *à divinis* les prêtres qui chantaient des *Te Deum* ou prêchaient en faveur de l'Italie. Cette suspension leur enlevait tout, jusqu'au droit de dire la messe, pauvre gagne-pain des ministres de Dieu. Ceux-là qui ne conspiraient point par conviction, se mirent donc à conspirer pour vivre. A Salerne, pour soulever les dévots, les prêtres manquèrent je ne sais quel miracle. On n'osa pas aller si loin à Naples; on inventa, au contraire, des miracles contre Victor-Emmanuel.

Un jour, par exemple, près de la Vicaria, je vis une grande foule amassée devant une chapelle dont la porte était ouverte et l'intérieur illuminé. La foule criait, gémissait, trépignait comme aux jours d'émeute.

— Qu'est-ce que cela? demandai-je.

Une femme du peuple me répondit en montrant le poing :

— La porte s'est ouverte et la chapelle éclairée toute seule; c'est un miracle de la Vierge.

— Et que veut dire ce miracle?

— Que la Madone est entrée en fureur contre les Piémontais.

Plusieurs journaux étaient du complot et faisaient de la propagande bourbonienne, les uns avec quelques précautions et une certaine habileté, d'autres à face découverte; on imprimait des articles à l'éloge des brigands. On jetait au gouvernement les insultes les plus violentes. Furieuse contre la lieutenance, l'opposition avancée faisait chorus et fournissait des armes à l'opposition rétrograde. Une feuille rousse, *il Popolo d'Italia*, inventait des énormités que reproduisait le lendemain *la Settimana*, feuille blanchâtre. Et un méchant petit papier, dont je ne sais plus le nom, alla jusqu'à prophétiser le prochain retour de François II.

Opposition partout, surtout dans le camp des hommes

d'action, toujours tenus à l'écart par le système *conciliant* de la lieutenance. Pour fondre les partis mitoyens, défenseurs modérés de François II et défenseurs modérés de l'Italie, on avait irrité l'élément garibaldien, c'est-à-dire la seule chose populaire et vivante qui restât dans le pays. Que cet élément fût très-mélangé, je n'en disconviens pas, mais il existait et il avait de la force. On devait ou l'abattre ou le ménager; disons mieux : on devait le ménager, n'ayant pas de quoi l'abattre. On n'en fit rien et l'on fit mal.

J'ai vu vingt fois le moment où le populaire, excité dans tous les sens, allait se porter jusqu'à l'émeute. Les bourboniens aigrissaient les rancunes et plaignaient Garibaldi de tout leur cœur. Ils faisaient les patriotes avancés, voire les mazziniens, pour commencer le tumulte et pour casser en deux, puis entre-choquer le parti national.

Et cependant, en dépit de toutes ces manœuvres, Naples ne bougea pas. Sauf quelques démonstrations inutiles et qui ne furent même pas réprimées, la ville traversa toute une année de révolution sans agitation apparente. Naturellement bruyante et gaie, elle ne changea guère et ne fit que se repeindre aux trois couleurs.

En vain les journaux faisaient rage; en vain les con-

fessionnaux glissaient sous cape les proclamations de Chiavone et le manifeste de François II; en vain la photographie répandait les portraits-cartes du général Bosco avec un quatrain moral annonçant son prochain retour *colla spada e colla face* (avec l'épée et la torche); en vain le mécontentement était presque général, surexcité par les fautes de Turin, les reflux et les remous qui suivent toutes les révolutions, les désenchantements, les malaises, les frayeurs et, par-dessus tout, la misère, le peuple napolitain ne remua pas.

C'est une justice à lui rendre, et que l'Europe, à mon avis, ne lui a pas assez rendue. Il y a évidemment chez ce peuple un bon sens supérieur qui l'a sauvé de bien des catastrophes. Depuis le 25 juin 1860, où il fut débridé par François II, jusqu'à présent, il a supporté bravement bien des maux et il n'a pas commis collectivement une seule faute. Dans plus d'une crise terrible, il s'est conduit avec un ensemble et une sagesse qu'on n'aurait jamais attendus de lui. Il s'est manifesté plusieurs fois à ses maîtres, spontanément, pacifiquement; il leur a imposé sa volonté sans violence et, chose étrange! on a toujours vu que sa volonté avait raison. Son attitude après les concessions de François II a empêché cette transaction périlleuse de s'établir et nous a sauvés d'un nouveau 15 mai, suivi de réactions

terribles. — Et qu'on ne dise pas que ce sont là des prédictions arbitraires; les brutalités du 15 juillet les ont justifiées cruellement.

Par sa froideur, le peuple avait donc moralement détrôné François II. Il consacra Garibaldi par son enthousiasme. Il écarta plus tard Mazzini par son opposition. Il osa même résister ensuite à son dictateur bien-aimé; il hâta l'établissement du gouvernement régulier en réclamant d'une seule voix le plébiscite. Enfin, depuis l'annexion, à tous les motifs de discorde, à toutes les tentatives de révolte, s'est continuellement opposé un sentiment supérieur, général, presque unanime, qui a neutralisé les efforts des partis violents et conservé Naples à l'Italie.

Je n'ai point ménagé les Napolitains, j'ai donc le droit de proclamer ce fait à leur honneur.

Un autre principe d'ordre a sauvé le pays, c'est la garde nationale. On s'est accoutumé à railler cette institution; les railleurs seraient mal venus à Naples. Ici, la milice citoyenne n'est pas composée de bourgeois verbeux qui disent que leur sabre est le plus beau jour de leur vie. La garde nationale, c'est la jeunesse du pays. Elle s'est mise au pas du premier jour; les plus vieux militaires l'ont admirée. Elle a fait son devoir; elle l'a fait constamment. Nous nous sommes trouvés un mo-

ment sans armée, sans police; tous les gendarmes et tous les sbires avaient disparu; les garibaldiens étaient devant Capoue; l'armée royale, à deux heures de Naples. La garde nationale a tenu lieu de tout. Nuit et jour sous les armes pendant deux mois, elle gardait les forts, les casernes, tous les postes, tous les palais; elle veillait dans les corps de garde, elle patrouillait dans les rues, elle figurait même en face de Capoue et trouvait le temps de parader les dimanches sur la place du Palais. Pendant deux mois, ces douze mille jeunes gens ont tout quitté, tout sacrifié, famille, affaires, plaisirs, pour garder la ville, qui ne dormit jamais plus sûrement. Une nuée d'aventuriers inconnus s'était abattue sur nous; il ne se commit pas un vol, il ne se cassa pas une vitre.

Et, depuis lors, ce zèle ne s'est pas démenti un seul instant. On a soumis ces jeunes soldats à toutes les épreuves; on les a envoyés dans la haute Italie, on les a convoqués à chaque alerte, on les a envoyés dans la campagne, contre les voleurs et même contre les brigands. Ils n'ont jamais murmuré. Commandés maintenant par un homme d'un zèle infatigable, le général Pupputi, ils persévèrent dans leur dévouement avec une patience obstinée. Ils passent des journées au soleil et des nuits sur pied sans se plaindre. Et, loin d'en vouloir à l'armée régulière, ils tâchent de lui faire

aimer Naples et de la faire aimer des Napolitains. Ils lui offrirent, un soir, un banquet splendide au théâtre Saint-Charles. Ces jeunes gens se sont exposés bien des fois; ils se battront au besoin comme des hommes. Ils marchent déjà comme des vétérans.

Ce n'est pas à Naples seulement que la garde nationale et le bon sens public suffirent contre le désordre. Il en fut de même en province, dans tous les chefs-lieux, dans toutes les villes de quelques milliers d'habitants. Depuis Venosa et Melfi, la réaction n'insurgea plus une seule commune importante. On m'assure que, le 13 juillet, les brigands faillirent attaquer Cosenza; mais ils ne l'attaquèrent pas.

En revanche, les hameaux furent horriblement maltraités sous la lieutenance du comte de San-Martino. Ce ne fut pas la faute de cet honnête homme. Il était logique avec son système de conciliation. Il ne voulait pas qu'on fît la guerre aux brigands; il voulait qu'on les ramenât par la peur. C'était une idée peut-être excellente en théorie. Il demandait soixante bataillons pour battre dans tous les sens les provinces méridionales. Avec ces forces, il aurait d'abord déblayé les plaines et chassé les brigands sur les hauteurs. Dès lors, il devenait facile de les réduire. On ne les aurait point attaqués, mais cernés seulement et som-

més de se rendre. On leur aurait promis leur grâce et du travail. Serrés de prés, menacés par l'hiver et privés de vivres, craignant à la fois la faim, le froid, les balles, ils se seraient rendus sans aucun doute. Tout cela était fort beau... sur le papier.

Par malheur, il fallait soixante bataillons, et l'Italie devait garder ses frontières. Un temps précieux se perdit en négociations et en discussions entre Naples et Turin. Pendant ce temps, la réaction et le brigandage surtout se répandirent dans toutes les provinces méridionales.

Il n'y a là rien d'étonnant. Les temps étaient durs, le pain cher, le travail presque nul. Il fallait vivre. Le métier d'insurgé rapportait beaucoup d'argent et beaucoup de butin : les curés poussaient aux rapines. On servait une cause sainte et on n'y risquait plus sa peau, depuis l'ère de la conciliation. Les fusillades avaient cessé : l'on pouvait donc assassiner à son aise. D'ailleurs, Garibaldi était mort et François II allait revenir. La police a trouvé sur des émissaires bourboniens des instructions sur les bruits qu'ils devaient répandre. On y lisait que *François II était aux* PORTES *du royaume;* que les Autrichiens allaient passer le Pô; que l'empereur Napoléon, dominé par le parti clérical, faisait cause commune avec la réaction, *unique moyen*

de garder son trône. Sur un autre agent, nommé Spadafora et arrêté en Calabre avec un convoi de mulets, on surprit un placard annonçant que M. de Cavour s'était empoisonné, parce que ses papiers secrets avaient été livrés à l'Autriche, et que les Piémontais avaient dû livrer Ancône à une flotte anglo-russe, en laissant derrière eux tous leurs canons, et qu'il arrivait chaque nuit à Naples de lourds convois de blessés, et qu'il restait à peine une poignée de Piémontais dans la ville, et qu'ils allaient tous repartir pour Turin, et qu'avant septembre, l'Italie entière serait rétablie dans son état d'avant 1859 — et que sais-je encore? On disait ces choses aux paysans, on leur donnait de l'argent pour qu'ils les crussent. Ils les croyaient.

Ajoutez qu'ils avaient peur, et la peur, qui explique tout dans ce pays, travaillait ainsi pour la cause bourbonienne. S'ils ne tendaient pas la main aux agresseurs, ils étaient pillés et tués; ils tendirent la main aux agresseurs. On a écrit que nulle part les populations n'ont fraternisé avec eux. Ceci est vrai des villes et des gros bourgs qui pouvaient se défendre; mais les hameaux abandonnés, isolés, se rendaient sans coup férir. La populace abjecte de certains endroits ne craignit pas de prêter main-forte aux bandits et de leur indiquer les maisons riches. La garde nationale, com-

posée de cinq ou six hommes, se laissait désarmer sans résistance. On pourrait même citer un ou deux endroits plus que timides, Vallerotonda par exemple (Terre de Labour), où les gardes nationaux se laissèrent enlever cent cinquante fusils par dix-sept brigands.

Ces communes envahies avaient des syndics ou des maires qui ne pouvaient rien. En ce temps de conciliation, le syndic ne risquait que d'être destitué s'il faisait bon accueil aux prétendus bourboniens. En cas contraire, il pouvait être brûlé vif dans sa maison incendiée. Entre deux maux, il choisissait le moindre. Après le pillage, il disait au chef de la bande :

— Il faut maintenant que je fasse mon devoir d'autorité! Je vais appeler les Piémontais contre vous.

Le chef répondait :

— Faites!

Les Piémontais arrivaient : les brigands avaient disparu, et le syndic se vantait de les avoir mis en fuite.

Et voilà comment, sous l'avant-dernière lieutenance, le brigandage se répandit sur presque toute l'étendue de l'ex-royaume. On a prétendu que cinq provinces sur quinze (ou seize en comptant Bénévent) en avaient souffert. Je regrette ici d'avoir à contredire un document célèbre et d'ailleurs excellent; mais, si l'importance de ce qu'on voulait appeler une insurrection

bourbonienne a été enflée outre mesure dans certains journaux, elle me paraît singulièrement diminuée dans les circulaires ministérielles. On a voulu dire que cinq provinces furent plus généralement dévastées que les autres; mais je puis assurer qu'à l'arrivée du général Cialdini, presque tout le midi de la péninsule italienne était infesté de brigands. Il y en avait dans les Abruzzes et dans la Terre de Labour, à peine pacifiée par une brillante expédition du général Pinelli; il y en avait dans les Calabres; il y en avait en Basilicate et en Capitanate; il y en avait dans la province de Salerne; il y en avait dans la province de Molise, et surtout dans celles d'Avellino et de Bénévent. Nous en avions même autour de Naples : une bande rôdait aux Camaldules; une autre, plus importante, dans la montagne de Somma, qui tient au Vésuve; une autre, entre Nola et Cancello. Celle-ci tirait presque chaque jour sur les convois de chemin de fer, rançonnait ou détroussait les cantonniers, et attaqua même un jour (le 23 juin) la gare de Cancello, où elle vola soixante et quinze ducats : c'est officiel. Le maître d'un café voisin, nommé Gennaro Ferrara, tâcha de s'esquiver pour appeler du secours; les brigands l'égorgèrent. Quelques jours après, ils revinrent dans le café et s'y installèrent tranquillement, demandant à boire. Ils furent servis avec

empressement; on se garda bien d'aller avertir la garde. Un des habitués du lieu demanda au garçon si ces gens n'étaient pas les assassins de son maître. Il répondit qu'il n'en savait rien.

Les brigands firent un coup plus audacieux encore à Caserte, qui est exactement à Naples ce que Versailles est à Paris. Cipriano della Gala, forçat évadé, chef de bandits et général bourbonien, bien plus aventureux et plus important que Chiavone, avait un frère dans la prison de Caserte, et il voulut le délivrer. A cet effet, il réunit quelques hommes résolus, qu'il habilla en gardes nationaux; il s'affubla lui-même de cet uniforme; puis, un beau soir, avec une hardiesse inouïe, il alla se présenter à la prison de Caserte, en tenant un homme au collet.

— Voici, dit-il aux gardiens, un malfaiteur que je viens d'arrêter et que je vous amène.

Aussitôt on ouvrit la porte et la bande envahit la prison. Les geôliers furent attachés, le frère de Cipriano délivré, et les détenus, relâchés, se joignirent presque tous à la bande. Quelques vrais gardes nationaux, réunis par hasard, essayèrent de les arrêter à leur sortie; mais ils furent balayés et dispersés. La bande grossie sortit fièrement de Caserte et regagna ses montagnes.

Je n'en finirais pas si je voulais transcrire ici tous les faits que j'ai notés. J'ai sous les yeux un travail instructif, qu'on a bien voulu faire pour moi dans les bureaux de l'intérieur et de la police à Naples. C'est la table des pièces officielles, conservées à ce dicastère, sur les désordres et les méfaits dont j'ai à m'occuper. J'extrais de ce volumineux dossier une ou deux pages seulement, le sommaire de tous les rapports envoyés, pendant le mois de juillet, par le gouverneur de Foggia, sur les troubles de sa province. On verra, par ce document, le vrai caractère du brigandage. Ce n'est pas un morceau très-littéraire; mais c'est exact, officiel et inédit.

1er juillet.

Casalnuovo. — Assassinat commis par les brigands sur deux individus de Casalvecchio, dans la *masserie* (verger) appelée Finocchito.

Casalvecchio. — Une bande de brigands impose Giuseppantonio d'Alessio pour une somme de 2,000 ducats, Pasquale d'Elisi pour 6,000, Gennaro Cono pour 600, Francesco d'Ondes pour 500, Giuseppe Ferrecchia pour 200, avec menace de brûler leurs moissons si ces impôts ne sont point payés. Du syndic ils exigent des vêtements et 3,000 ducats, sous peine de brûler ses moissons et celles de son frère.

3 juillet.

Sansevero. — Trois brigands volent un cheval à un marchand de bestiaux; après quoi, ils dévalisent un coche.

Torremaggiore. — Les brigands tuent trois juments à Tommaso Pensano et en blessent une autre. Ils imposent Stefano Cataldo pour une somme de 400 ducats; ils brûlent de l'avoine, de la paille, beaucoup de fèves et de grains dans une propriété appelée Ripalta.

5 juillet.

Sansevero. — Quatre brigands séquestrent don Ferdinando Parisi et lui imposent une rançon de 60 ducats; ils le relâchent pour 30. Le même jour, au même endroit, des soldats débandés volent des chevaux et des armes à don Paolo del Sordo, et dix brigands avec un drapeau blanc imposent don Luigi Trotta à 300 ducats; ils n'en ont que 48, mais ils prennent encore un fusil. Enfin, six brigands volent un fusil et d'autres objets à don Antonio Gelanio.

Serracapriola. — Vingt-quatre brigands volent un cheval à Pasquale Carita.

Bovino. — Six brigands prennent son fusil à Nicola Toldo, garde national.

6 juillet.

Biccari. — Cinq brigands volent à Lorenzo Goduti, dans une ferme, huit paires de *fromages de cheval* (*cacio cavallo*) et deux juments, en tirant des coups de fusil à outrance.

Casalvecchio. — Brigandage horrible : vols, impositions forcées, hommes séquestrés, hommes fusillés.

7 juillet.

Torremaggiore. — Trois brigands volent des animaux à Felice di Pampo, Pietro Inglese et d'autres. Trois autres séquestrent Alfonso Ferrante et lui imposent une rançon de 3,000 ducats.

8 juillet.

Cerignola. — Résistance des brigands à la force publique.

Castelnuovo. — Des brigands séquestrent un certain Pettinario et le relâchent contre 236 ducats et d'autres objets de valeur.

9 juillet.

Tenimento-di-Pietra. — Une bande séquestre personnellement le chanoine don Paolo Leo et lui impose une rançon inconnue.

Torremaggiore. — Vol d'un cheval de selle et imposition de 5,000 ducats au préjudice de don Vincenzo la Medica. Même fait à Lucera, le même jour; rançon de 4,000 ducats, réquisitions de munitions et d'armes chez don Tommaso la Medica. A Lucera, le même jour, vingt brigands volent des bestiaux à Giuseppe Montedoro.

10 juillet.

Ischitella. — Invasions de brigands dans plusieurs *masseries*, pillages, portes brisées, etc., etc. La garde nationale avertie se prépare à les repousser.

Apricena. — Rançon de 1,000 ducats imposée à Filippo Fiorentino; les brigands le relâchent pour 336 ducats et 40 grains.

Sansevero. — Rançon de 4,000 ducats imposée par neuf brigands à Pasquale Patruno; relâché pour 230.

12 juillet.

Carlantino. — Invasion de cette commune par les brigands, qui se font chanter un *Te Deum.* Ils prennent ensuite une autre direction, pillant, brûlant, etc.

13 juillet.

Castelluccio (val Maggiore). Assassinat de Michele Agresti par les brigands.

14 juillet.

Sannicandro. — Incendie de récoltes (perte évaluée à 2,000 ducats) au préjudice d'Eugenio Pisani, qui n'a pas payé la somme qui lui avait été imposée par les brigands.

18 juillet.

Foggia. — Brigandage horrible dans toute la province; excès de tout genre.

Cerignola. — Vol de trois juments au préjudice du duc de Bisaccia.

19 juillet.

Serracapriola. — Assassinat d'Aurelio Petroni, commis par les brigands.

21 juillet.

Sansevero. — Giuseppe Manuelli, Salvatore Codipietro et d'autres brigands brûlent les récoltes de don Francesco de Pasquale et lui volent ses chariots et ses instruments de labourage pour n'avoir pas reçu de lui la rançon de 2,000 ducats qu'ils lui avaient imposée.

22 juillet.

Sannicandro. — Imposition de 300 ducats à Vincenzo Vocale; il n'en paye que 160; les brigands emportent d'autre butin.

Sansevero. — Imposition de 500 ducats à Pasquale Petracchione; il n'en paye que 200. Vol d'agrès et d'argent de la valeur de 2,400 ducats sur quatre barques de Giovinazzo.

Montesantangelo. — Bartolomeo Scarano assassiné par les soldats débandés, pour s'être enrôlé volontairement parmi ceux qui réprimèrent le mouvement réactionnaire à Vico, en avril.

24 juillet.

Torremaggiore. — Vol d'un cheval à M. Bocola; à don Pasquale Tusi, imposition forcée de 1,600 ducats; les brigands lui tuent son bétail dans sa *masserie.*

Le sommaire ne va pas au delà. Les Italiens étant arrivés, l'ordre se rétablit dans la province. Je n'ajoute aucun commentaire à cette série de faits officiellement constatés : ils me dispenseront de raconter en détail

les méfaits monotones des brigands, politiques ou non, sur presque toute l'étendue de l'ex-royaume. C'était partout la même histoire, avec plus de violences et d'ensemble dans certains endroits, notamment dans la principauté Ultérieure. A l'arrivée de Cialdini, cette province était en feu. Chassées de la Terre de Labour par une brillante expédition du général Pinelli, les bandes s'étaient jetées autour d'Avellino avec une sorte de rage. Une soixantaine de brigands, suivis de soldats débandés, de paysans armés de fourches, entrèrent le 7 juillet dans Montefalcione en criant : « Vive François II ! » Ils envahirent après Montemiletto, Candida, Chiusano et d'autres communes. Avellino lui-même était menacé, des groupes sinistres se formaient dans les rues. La junte municipale siégea en permanence, et le gouverneur de Luca, homme plein de zèle et de courage, demanda instamment à Naples et à Turin des renforts qu'on ne put lui envoyer.

Au commencement, le pays dut se défendre seul. Un capitaine de la garde nationale, Carmine Tarantino, jeune homme de trente et un ans, professeur au lycée royal, et l'archiprêtre Leone, syndic de Montemiletto, qui avait déjà perdu son vieux père et son frère, toute sa famille, dans une échauffourée précédente, partirent de Montemiletto avec cinq soldats de ligne et une poi-

gnée de gardes nationaux. Ils marchérent sur Montefalcione, qu'ils ne purent attaquer, n'étant pas en force. Ils revinrent sur leurs pas et, rentrant dans leur commune, s'enfermèrent dans le palais Fierimonte. Montemiletto fut envahi par les brigands dans la nuit du 8 au 9 juillet. Ils étaient soixante; ils reçurent bientôt quatre cents hommes de renfort; la populace était avec eux. Toute cette foule assaillit le palais Fierimonte au cri de « Vive François II! » Tarantino et les siens, comprenant qu'ils allaient mourir, répondirent tout d'une voix : *Vive l'Italie!* La fusillade fut longue et inutile; les bandits mirent le feu à la maison; des femmes apportaient des fascines. La porte cochére et une barricade étant à moitié brûlées, on les fit tomber à coups de hache. Figurez-vous alors cette foule débordée inondant tout à coup la maison. Ce fut un carnage féroce. Tarantino, l'archiprêtre, des femmes, des enfants furent égorgés, un soldat de ligne fusillé, deux hommes qui criaient : *Vive l'Italie!* traînés au cimetiére et jetés vivants dans une fosse au milieu d'un monceau de cadavres. Trois autres soldats de ligne étant conduits plus tard à Montefalcione, on les força de tirer sur leurs fréres, qui attaquaient le pays. Deux d'entre eux refusérent et furent tués. Le troisiéme fit semblant d'accepter, et, courant sur les Italiens comme

pour les charger à la baïonnette, il entra dans leurs rangs et se mit avec eux. On tira sur lui des deux côtés; on ne l'atteignit pas : il y a encore des miracles.

Dix-sept hommes périrent cruellement dans le palais Fierimonte. Je ne m'étends pas sur les férocités des assassins; j'en ai déjà trop raconté, j'en ai trop à dire encore. Ces misérables étaient commandés par un Vincenzo Petruzziello, de Montemiletto; c'est lui qui tua Tarantino de sa main. Il fut pris et fusillé plus tard; il confessa que l'argent qui soudoyait les bandits venait de Bénévent et de Rome.

Tous ces faits résultent d'un rapport officiel inédit et fort bien rédigé (ce qui n'est pas ordinaire), adressé par M. Ferrara, vice-gouverneur de la province d'Avellino, au secrétariat de l'intérieur et de la police à Naples. Il m'a été permis de consulter ce document.

Cependant le gouverneur, M. de Luca, était parti le matin du 8 à la tête de ses gardes nationaux. Il avait battu les brigands sur les hauteurs de Candida, traversé San-Potito, Parolise et repris Chiusano au pas de course. Il essaya d'attaquer Montefalcione; il en fut repoussé par la populace, qui jetait des pierres et de l'eau bouillante par les fenêtres. Il dut se réfugier hors du village, dans un couvent où, cerné par les rebelles, il faillit périr de faim.

Par bonheur, il fut délivré le matin du 10 par les Hongrois de Garibaldi, qui, retenus à Naples, étaient en garnison à Nocera. Par un ordre émané de Turin, ils étaient accourus dans la province révoltée. Le gouverneur délivré, ils rentrèrent avec lui, presque sans combat, dans Montefalcione. Les représailles furent sanglantes; une trentaine de brigands, qui s'étaient retranchés dans une maison, périrent tous.

Cependant, après le combat cessèrent les violences. Dans cette commune qui s'était soulevée tout entière (les libéraux ayant été chassés ou tués), on se contenta de dissoudre la garde nationale et de désarmer la population : on ne fusilla que cinq hommes.

A l'approche des Hongrois, quatre mille paysans ou villageois épouvantés sortirent de Montemiletto pêle-mêle, et se dispersèrent dans les blés ou sur les montagnes.

La réaction était étouffée. Le gouverneur de Luca rentra le 13 juillet dans Avellino à la tête des troupes, amenant avec lui quarante prisonniers. Il reçut une ovation populaire et une croix de commandeur. Il s'était conduit en vaillant homme.

Ce fut pendant ces troubles que le général Cialdini vint à Naples comme lieutenant du roi.

VII

La lieutenance du général Cialdini (juillet-novembre 1861). — La réaction réprimée. — Le parti de l'action ménagé. — Popularité du général. — Déclin du brigandage. — Histoires de cannibales. — Pontelandolfo et Casalduni. — Leurs crimes et leur châtiment. — Les répressions d'autrefois, le général Manhès. — La pacification des provinces méridionales.

Désormais ma tâche est facile et je vais marcher vite. Les lecteurs qui ont eu la patience de me suivre jusqu'ici savent à quoi s'en tenir sur le brigandage. Je ne lasserai donc plus leur attention par une série d'anecdotes qui leur répéteraient les mêmes faits sous de nouveaux noms. Vols, rapines, propriétaires attaqués, enlevés, emmenés, rançonnés, et tués s'ils ne payaient pas rançon, hameaux envahis, postes désarmés, fleurs de lis substituées aux croix de Savoie, maisons dévalisées et souvent incendiées, archives brûlées, prisons ouvertes, et fuite précipitée à l'approche des troupes avec un renfort de détenus évadés et de villageois pillards, tout cela au cri de « Vive François II! » telles sont les expé-

ditions des brigands, toujours pareilles. Je ne m'arrêterai donc plus que sur deux ou trois faits importants.

J'en demande pardon aux nombreuses communes dont je ne raconterai ni les combats, ni les revers, ni les triomphes, mais je ne fais pas ici l'historique du brigandage; et il s'agit maintenant de presser le pas, car nous marchons derrière Cialdini.

C'est un chef haletant, qu'on a peine à suivre. En quarante-sept ans, il a déjà fait tout le chemin qu'un soldat peut faire en Italie. Il est général d'armée, le plus haut grade militaire; il est lieutenant du roi, la la première autorité de Naples: il ne peut monter plus haut. A seize ans, il se battait déjà dans l'insurrection des Romagnes; on l'a vu depuis en Espagne, à Milan, en Crimée, dans le Tyrol; il a battu Lamoricière, il a pris Ancône, Gaëte et Messine, et, je le répète, il n'a pas cinquante ans.

A son retour dans le pays, il avait très-peu de troupes et un nom presque impopulaire, à cause de ses démêlés avec Garibaldi. Il devait cependant détruire le brigandage dans les deux tiers des provinces, détruire la conspiration dans la capitale, détruire la défiance et le mécontentement partout, ranimer l'esprit public, s'attacher le pays, le ramener à la cause ita-

lienne, et relever, soutenir au moins la foi ébranlée de l'Europe.

Évidemment, si le Midi restait agité, tourmenté, ravagé; si le brigandage y tournait en guerre civile et que le Piémont continuât à l'occuper sans le posséder, l'Italie n'était point faite.

— Vous avez Naples, disait fort bien un général français; mais il faut prouver que vous l'avez.

Cialdini accepta sa mission et se mit à l'œuvre. Il réussit du premier jour. Sa proclamation aux Napolitains fut habile. Il les mit de moitié dans son entreprise ; il leur dit que sans eux il ne pouvait rien. Puis il leur annonça qu'il voulait frapper non-seulement les assassins, mais les meneurs. Il leur dit : « Quand le Vésuve rugit, Portici tremble. »

C'était une image et une allusion. Portici, petite ville assise au pied du volcan dont les éruptions la secouent, était un refuge de conspirateurs bourboniens.

Aussitôt le grand parti de la peur fut pour Cialdini. L'opposition rentra ses griffes. Quelques petites feuilles d'un sou aboyaient encore : elles furent saisies, déchirées et supprimées par la population, leurs gazetiers mis en jugement. Plus tard, le succès aidant, la conspiration fut frappée au cœur et à la tête. On surprit un conciliabule à Pausilippe; on arrêta des altesses à Por-

tici ; on prit d'un coup de filet une vingtaine de généraux, sans compter les prélats ; on renvoya des zouaves pontificaux et des légitimistes français soufflant ici leur propagande ; on emprisonna M. de Christen. Enfin, l'on osa frapper le grand coup : on embarqua le premier dignitaire de l'église napolitaine, et le peuple, qui avait pleuré toutes ses larmes, il y a treize ans, en voyant partir les jésuites, siffla sans pitié la voiture qui emmenait au port son cardinal.

Le parti bourbonien fut donc abattu sans rémission. Restait le parti de l'action, plus dangereux parce qu'il était populaire. Écarté, dédaigné, persécuté même avec un excès de rigueur par la coterie ministérielle, il vivait cependant et il grandissait chaque jour, grâce aux fautes du pouvoir et aux mécontentements du public. Dans les dernières élections, c'étaient les candidats avancés qui avaient réussi, malgré les efforts et les ressources des autres. Les hommes d'action étaient influents, surtout parce qu'ils se réclamaient de Garibaldi. Ils étaient restés en communication avec l'ermite de Caprera ; ils prétendaient continuer son œuvre. Par cette raison même et par leurs idées hostiles à l'autocratie militaire, ils devaient être les adversaires naturels du nouveau lieutenant.

Ils furent ses partisans les plus fermes.

Cialdini leur avait tendu la main dès son arrivée à Naples. Au lieu de rêver une conciliation impossible entre les libéraux et les rétrogrades, il décréta (c'est le mot) une coalition nécessaire entre tous les Italiens contre les bourboniens. Il appela à lui les hommes les plus avancés, les garibaldiens, les républicains eux-mêmes, et les poussa tous ensemble contre l'ennemi commun. Il eut même pour eux quelque condescendance. Il laissa tomber M. Spaventa, leur bouc émissaire, malgré les services rendus par ce fonctionnaire et malgré ses dix ans de bagne sous Ferdinand II. Quelques enfants perdus de la faction voulurent siffler les députés ministériels venant de Turin; Cialdini les laissa faire et ne punit pas l'espièglerie. Mais quand, plus tard, ils se crurent assez puissants pour s'imposer au maître et que, par exemple, ils voulurent armer des bandes à eux de quatre mille hommes, Cialdini les arrêta net. Il voulait bien s'appuyer sur eux, mais à la condition de les tenir dans sa main.

Ce n'est pas qu'il refusât le secours des milices nationales: au contraire, il le réclama de toute sa force et du premier moment. Il ordonna dans chaque district la formation de deux compagnies de garde mobile. Cet engagement volontaire finit par réussir à merveille; plusieurs districts formèrent trois et quatre compa-

gnies au lieu de deux. On réunit ainsi quatorze mille hommes. Cialdini avait-il besoin de ces renforts? J'en doute. Les soldats auraient suffi contre les brigands. Mais il importait d'intéresser le pays dans cette campagne. Il importait surtout de montrer à l'Europe que l'armée ne marchait pas seule, et qu'elle combattait pour le peuple avec le peuple, qu'elle n'était pas venue réprimer *les mouvements spontanés* des populations.

Enfin, l'habileté suprême de Cialdini fut de reconnaître et de saluer le héros populaire. Quand le municipe organisa la fête du 7 septembre, anniversaire de l'entrée de Garibaldi, le lieutenant déclara qu'on lui avait volé son idée. Il en félicita le municipe en son propre nom et au nom du roi. Il déclara que « l'arrivée à Naples du célèbre dictateur, devant lequel fuyaient une armée et une dynastie, était l'acte le plus admirable que la sagacité et la témérité aient jamais accompli, le fait le plus fécond en résultats que l'histoire rappelle et raconte. »

La *sagacité* et *la témérité* : ces deux mots-là veulent beaucoup dire. On admire volontiers chez autrui les qualités qu'on se reconnaît. Sans y songer, Cialdini faisait son propre éloge. Beaucoup d'adresse et d'audace, avec un air de franchise et de rondeur, voilà l'homme.

Il plut à Naples, et, pour plaire encore davantage, il passa la garde nationale en revue, malgré la chaleur, tous les dimanches. Il fut acclamé comme Garibaldi.

Voilà comment il devint maître à la fois des bourboniens réprimés, des patriotes ménagés et du peuple.

Restaient les brigands. On s'étonne en France qu'il ne les ait pas détruits complétement en deux mois. On a oublié les guerres d'Algérie et du Caucase. Le moyen de saisir un ennemi toujours caché, toujours en fuite, enfoncé dans les bois, perché sur les cimes, et qui vous disparaît entre les mains quand vous croyez le tenir! L'homme qui a le mieux fait cette guerre de montagnes, le général Manhès, anéantit des bandes en quelques jours; mais il attendit l'hiver pour les attaquer. La neige chasse les loups des hauteurs, les forêts effeuillées ne les cachent plus, le froid et la faim les tuent. Fallait-il imiter ce rigoureux exemple, et, en attendant les bises, livrer les moissons et les vendanges à ces tribus de bandits?

Cialdini commença par séparer les bandes. Il occupa d'abord le pays entre Avellino et Foggia, rétablit la communication avec l'Adriatique et isola les brigands du Midi. Dès lors, en Calabre, et notamment dans le district de Cotrone, où ils s'étaient ramassés, il fut facile de les détruire. Les propriétaires se mirent eux-mêmes

à la tête de leurs paysans et de leurs gardiens armés; car, là surtout, la guerre civile était un prétexte à la guerre sociale. C'était un soulèvement des pauvres contre les riches. Tout ce qui porte habit s'appelle *galantuomo,* galant homme, dans ces provinces; il en résultait une confusion d'idées très-favorable aux voleurs. Le galant homme Victor-Emmanuel était le roi des classes bien vêtues; François, le roi des prolétaires et des indigents. Donc, vive François II! — et l'on volait sans scrupule.

Les brigands des Calabres furent battus par les propriétaires et enfermés dans les bois impénétrables de la Sila, où ils tiendront peut-être jusqu'à l'hiver. Mais, dans le Centre et dans le Nord, le brigandage politique était plus dangereux, grâce au voisinage de Rome. Les voleurs d'Avellino s'étaient jetés dans la province de Bénévent, où ils tombèrent un jour sur une quinzaine de hameaux abandonnés. Le colonel Negri dut se multiplier pour les réduire. Ils s'enfuirent enfin vers le nord dans les montagnes du Malesé. Le général Pinelli déblayait en même temps les plaines autour de Nola, chassant les prétendus Vendéens qui tiraient sur les convois et qui enlevaient les rails de chemin de fer.

Puis, un jour, s'embarquant sans rien dire, il fit le tour de la Péninsule et tomba tout à coup, juste à

l'éperon de la botte, en Pouille, à Viesti. Là, avec une poignée de bersaglieri, il mit en fuite quatre cents brigands. Ces brigands avaient commis toutes les horreurs, égorgeant, fusillant, brûlant en aveugles. « Furent tués dans la mêlée Tropiccioni et son fils, Giovannicola Spina, et, de ce dernier, ils mangèrent un morceau de chair. » C'est un prêtre qui a écrit cela; j'ai lu sa lettre, et d'autres témoignages ont confirmé le fait en y ajoutant des détails monstrueux.

Voulez-vous encore une histoire atroce? Écoutez-la, ce sera la dernière; il faut la dire pour justifier les répressions.

Le 7 août, les brigands, appelés par cinq chanoines et un archiprêtre, envahirent Pontelandolfo, commune à droite de Cerreto, dans les montagnes. Accueillis avec des cris de joie par la populace, au retour d'une procession, ils ravagèrent le syndicat, la police, le corps de garde, les boutiques; ils assommèrent un septuagénaire, Filippo Lombardi, qui fut arraché de leurs mains par sa femme; ils entrèrent de force chez le percepteur Michelangelo Perugino; après l'avoir tué, dépouillé, mutilé, ils brûlèrent sa maison et jetèrent son cadavre nu dans les flammes.

Mais cela n'est rien. Pontelandolfo resta dans les mains de la populace. Trois cents va-nu-pieds consti-

tuèrent le gouvernement. Des villages voisins s'étaient insurgés : Casalduni et Campoletterè.

Quatre jours après, le 11 août, quarante soldats italiens et quatre carabiniers furent envoyés à Pontelandolfo pour arrêter les brigands dans leur fuite. Ils n'eurent pas la patience de les attendre : ils voulurent les attaquer. Tout Pontelandolfo se mit sous les armes. L'officier italien (Luigi-Augusto Bracci, lieutenant du 36e) et ses quarante-deux hommes (les deux autres étaient restés en chemin) furent assaillis eux-mêmes et durent se réfugier dans une tour. Après une résistance vigoureuse, ils se replièrent sur Casalduni. Un prêtre leur avait dit que ce village était garni de troupes. Sur la route, ils furent serrés de près et attaqués sur les flancs par les gens de Pontelandolfo, puis arrêtés tout à coup par les gens de Casalduni, qui s'étaient embusqués pour les attendre. Enveloppés alors, accablés par le nombre, ils furent massacrés tous, à l'exception d'un seul, qui eut le temps de se jeter dans une haie, et qui raconta cette horrible histoire. Ce ne fut pas un carnage, ce fut une curée. Les paysans étaient cent contre un, et chacun d'eux voulait son morceau de chair. Je n'invente rien, j'atténue.

Le matin du 13 arriva le colonel Negri avec ses Italiens. Ils demandèrent leurs compagnons, on leur

dit qu'ils n'étaient plus. Ils demandèrent leurs corps, on ne les trouva pas. Ils les cherchèrent eux-mêmes, et ils surprirent des membres coupés, des lambeaux sanglants, trophées horribles, pendus dans les maisons ou exposés en plein air. Ils apprirent qu'on avait mis huit heures à tuer petit à petit le lieutenant, blessé seulement dans le combat. Alors ils brûlèrent les deux villages.

« Justice est faite contre Pontelandolfo et Casalduni. » Voilà la dépêche du lieutenant-colonel Negri.

On a crié contre ces rigueurs, on s'est plaint aussi de l'exécution de quelques hommes fusillés à Somma parce qu'ils prêtaient la main aux brigands. Le parti qui glorifie les meurtres à petit feu commis par les bourboniens n'admet pas les châtiments infligés par la justice militaire. Je n'oppose rien à cette généreuse pitié.

Je rappelle seulement les répressions de Manhès, qui brûla aussi des villages, et je les prends, non dans Colletta, dont les allégations ont été réfutées, mais dans l'historien Carlo Botta, qui fut l'ami du général français. C'est un beau passage à citer et qui complétera cette étude. Je le traduis un peu librement pour abréger.

« ..... Manhès employa quatre moyens : le dénom-

brement exact des malfaiteurs, commune par commune; leur complète séparation des honnêtes gens; l'armement de ceux-ci; une justice inflexible... Il fit retirer les bestiaux et les paysans dans les plus gros bourgs gardés par les troupes régulières; il fit suspendre les travaux d'agriculture; il défendit, sous peine de mort, de courir la campagne avec des vivres; il lança les propriétaires armés contre les brigands avec ordre de les ramener, vivants ou morts. On ne vit plus dans les forêts, dans les campagnes, dans les champs, que des hommes chassés et des chasseurs d'hommes. Manhès était secondé par ses gens, inflexibles comme lui, mais moins droits, avec une cruauté arbitraire et partiale. Il se commit des actes affreux : une mère, ignorant les ordres et portant le pain de chaque jour à son fils, qui travaillait aux champs, fut pendue[1]. On tourmenta cruellement une jeune fille sur laquelle on avait trouvé des lettres suspectes. Et le sang des carbonari ne fut point épargné.

» Cependant les malfaiteurs périssaient de faim quand ils n'étaient pas tués dans les combats ou qu'ils ne se tuaient pas eux-mêmes. Ceux qui se rendaient

1. On sait que cette vieille histoire a été reproduite par les feuilles cléricales, qui l'ont racontée comme un crime récent commis par les soldats de Cialdini.

ou qui étaient pris, livrés d'abord à un tribunal exceptionnel composé d'intendants de province et de procureurs royaux, puis partagés en catégories et traduits enfin devant les conseils de guerre institués pour eux, étaient étranglés sur le gibet ou asphyxiés dans des prisons infectes : race féroce et barbare qui méritait le supplice et non la pitié. On ne condamnait pas seulement à mort les malfaiteurs, mais aussi ceux qui les avaient secourus, pauvres ou riches, quel que fût leur état ou leur nom ; car si Manhès fut inexorable, il fut aussi incorruptible. »

Suivent des traits atroces de répression que je renonce à traduire. Je renvoie le lecteur au livre de Botta. Il y verra des processions de suppliciés, des victimes arrachées au bourreau par les paysans, qui les déchiraient vivantes avec leurs ongles, des tours affreuses où les prisonniers étaient jetés pêle-mêle avec les cadavres et où les moribonds rongeaient les morts. Enfin (je cite la fin du chapitre), « les têtes et les membres des pendus, fichés de loin en loin sur des pieux, remplirent longtemps d'horreur la route de Reggio à Naples. Le Crati montra des monceaux de cadavres mutilés, ses rives blanchirent et blanchissent peut-être encore d'ossements exécrables. Et ce fut ainsi qu'une grande terreur fut dominée par une terreur

plus grande encore. La Calabre devint une province sûre (chose plus vraie que croyable) pour les voyageurs comme pour les habitants. Les routes s'ouvrirent au commerce, les laboureurs retournèrent aux champs, le pays prit un air de civilisation sortant de la barbarie. Les Calabres avaient besoin d'être épurées et Manhès accomplit cette œuvre; son nom y sera maudit et bèni pour toujours. »

Je rappelle à présent que le général comte Manhès, qui s'était battu pour Murat, vécut ensuite en France, où il fut maintenu dans son grade et dans son titre et particulièrement honoré par Louis XVIII. Le roi Ferdinand II, qui lui fit plus tard le meilleur accueil, a dit plusieurs fois de lui : « C'est à Manhès que nous devons encore la tranquillité des Calabres. »

Enfin, je copie cette phrase dans un rapport récent et officiel d'un gouverneur : « Manhès détruisit le brigandage de Calabre en quelques jours. Quand nous lisions l'histoire de cet homme, nous l'appelions tyran sanguinaire; nous le regrettons maintenant (*lo sospiriamo*). »

Aussi bien que ceux de Manhès, les châtiments bien plus doux de Pinelli rèussirent contre les insurgés de l'année où nous sommes. On a fort exagéré la rigueur de ce général. Les brigands se louent, au contraire, de

sa clémence. Il n'ordonne une exécution que lorsque la grâce est impossible. Il ne laisse fusiller (et encore pas toujours) que les criminels vulgaires pris les armes à la main. Ceux qui se rendent ont la vie sauve. Ceux qui n'ont commis ni vols ni meurtres sont relâchés. Aussi les brigands, chassés d'abord des plaines, puis rejetés sur les hauteurs du Gargano, du Matese, de Nola, de Somma, du Taburno, de la Sila, se sont-ils rendus en foule, surtout les soldats débandés, les déserteurs, les réfractaires, dont trente mille pour le moins sont déjà partis pour l'Italie du Nord.

Voilà donc la réaction réprimée. Elle allait au hasard, sans plan, presque sans idée. On put croire cependant un jour qu'elle en voulait à Naples. Un coup de main sur la capitale était, en effet, la seule chose à tenter. Dans ce petit État surmonté d'une tête énorme, il suffit de commander au fort Saint-Elme et de résider au palais royal pour se dire maître du pays. Quelques mouvements simultanés vers la fin de juillet et aux premiers jours d'août, dans les provinces de Bari, de Foggia, de Salerne, les troubles de Gioja, de Viesti, d'Auletta, l'apparition de quelques petites bandes aux environs de Naples, des lettres anonymes au lieutenant qui le menaçaient d'un coup de poignard, une recrudescence de forfanterie chez les bourboniens et dans

les feuilles cléricales, des embarquements à Civita-Vecchia de zouaves pontificaux affublés de chemises rouges, les conciliabules de Rome et de Marseille, sans compter ceux de Naples et de Portici, leurs proclamations, leurs excitations, leurs menaces, tout cela fit craindre un grand coup qui manqua piteusement. Cialdini fit armer les forts pour rassurer Naples et non pour la bombarder, comme l'ont dit certaines feuilles rageuses; il ordonna des croisières sur le littoral, des battues nocturnes autour de la ville, un redoublement de vigilance et de vigueur, et il n'y eut ni débarquement de zouaves, ni coup de main sur Naples, ni même de démonstration pour François II. Dans les quelques hameaux soulevés, la réaction fut écrasée avant d'être connue.

Et, diminuées chaque jour par les revers et les défections, les bandes disparaissent. L'autorité régulière a le dessus; les débarquements tentés font sourire, et l'hiver qui vient va déblayer les hautes cimes et les grandes forêts.

VIII

Le brigandage étranger. — Une lettre de M. de Rotrou. — L'expédition de M. de Trazégnies. — Don José Borjès. — Instructions du général Clary. — Journal de Borjès. — Son expédition en Calabre et en Basilicate. — Ses démêlés avec le *général* Crocco. — Sa retraite miraculeuse. — Sa fin tragique. — Ce qui reste maintenant du brigandage (février 1862). — Le général La Marmora et la levée. — Conclusion.

Ces pages étaient déjà écrites au mois de septembre de l'an dernier, et j'espérais alors avoir achevé ma chronique du brigandage. Je comptais sans les étrangers. Après les bandits indigènes, nous avons eu des aventuriers de tous les pays du monde, envoyés de Rome, de Marseille, de Trieste, par les comités bourboniens. Cette fois, ce ne fut plus la cour de Rome et celle de Naples seulement qui se mirent du complot, mais tous les souverains dépossédés, peut-être même les puissances encore debout sur leurs trônes. Naples devint le point de mire de toute l'Europe légitimiste, qui espéra un moment, par les provinces méridionales, reprendre, qui sait? l'Italie, et, par l'Italie, l'Europe ou

Digitized by Google

la France au moins, qui, sous tous les régimes, est la tête et le cœur de la Révolution.

Le moment était bon pour tenter une grande entreprise. Immuable dans une résolution peut-être imposée par les circonstances, le gouvernement de Turin s'était obstiné à retirer petit à petit aux Napolitains tout ce qui leur restait de leur autonomie; il avait annoncé la levée et la dîme de guerre, et hâté par tous les moyens l'unification et l'assimilation que les Napolitains tâchaient d'ajourner indéfiniment. Il s'était dépopularisé, comme à plaisir, dans l'intérêt de la patrie commune et de l'Italie prochaine. Il avait aboli violemment le passé et sacrifié le présent aux incertitudes de l'avenir. Il venait enfin de frapper le grand coup avec une audace qui me fait trembler encore quand je pense aux angoisses de cette transition pleine de périls; il avait supprimé la lieutenance et changé Naples, la plus grande capitale de l'Italie, la tête d'un royaume encore tout palpitant. en préfecture subalterne. Il avait enfin rappelé Cialdini, le seul homme populaire, le seul vainqueur influent, le seul maître heureux qui fût venu du Nord et qui eût gouverné ces provinces depuis le départ de Garibaldi.

Le pays était mécontent; c'était donc le cas de lui apporter la guerre civile. Et aussitôt des épées bénites

fondirent de partout sur l'ancien royaume. Elles croyaient y trouver des armées debout ou en faire jaillir de terre. Certes l'insuccès éclatant de ces aventures, si heureusement entreprises, prouve que l'Italie doit être et que Dieu la veut. Les montagnes soulevées par la réaction accouchèrent des équipées de Borjés et de M. de Trazégnies.

Commençons par la dernière, qui fut la moins importante, et citons, avant tout, une lettre précieuse de M. de Rotrou [1], agent consulaire de France à Chieti, sur l'état des pays touchant aux frontières romaines. Ce document, adressé au consul général de France à Naples, M. Soulange-Bodin, l'un des amis les plus chauds et les plus intelligents de l'Italie, jette une vive lumière sur les coins de la scène où ont passé les brigands.

« Avezzano, 15 septembre.

» Monsieur le consul général,

» Le brigandage dans la partie des Abruzzes qui avoisine la frontière romaine est depuis quelque temps un peu moins actif. Mais nous n'avons l'espoir de le voir cesser que le jour

1. Je dois à M. de Rotrou bien des obligeantes communications qui ont déjà trouvé leur place au commencement de ce travail. Voyez le chapitre sur les premiers mouvements des Abruzzes.

où il ne recevra plus du dehors recrues, argent et direction. Chiavone a dans sa bande des gens de toute nation, Français, Suisses, Allemands, Napolitains, restes des troupes de François II et du pape, mêlés aux mauvais sujets des pays environnants.

» On dit qu'à la suite des divers engagements qui ont eu lieu pendant ces derniers jours, Chiavone est parti, suivant son habitude, pour Rome. On ne peut nier que les paysans ne soient, en général, bien disposés pour les brigands, et qu'ils ne leur rendent assez volontiers des services; mais ils sont peu disposés à suivre leur vie aventureuse; ils applaudissent à leurs exploits quand ils n'en sont pas les victimes; et, en définitive, s'ils leur fournissent des vivres, c'est encore plus par peur que par sympathie.

» La bourgeoisie n'a pas encore repris son assurance, et n'est pas très-persuadée que l'ancien régime ne reviendra pas.

» Nous n'avons encore senti dans nos provinces que le mal de la révolution, et le gouvernement n'a pu encore réaliser un bien sérieux. Ce qui se passe aujourd'hui est la conséquence obligée du système démoralisateur appliqué par Ferdinand II, pendant les douze dernières années, avec une persistance remarquable. Depuis 1848, il n'avait eu qu'une pensée, qu'un but: rendre le retour au régime constitutionnel impossible par l'asservissement complet de la classe moyenne; l'avilissement calculé de la bourgeoisie, la licence autorisée et encouragée de la basse classe, devaient

priver la première de toute confiance, de toute force et ressource en elle-même.

» Le retour sans transition au régime constitutionnel était d'autant plus périlleux, que l'on avait eu grand soin, depuis douze ans, de faire disparaître tout ce qui pouvait même de loin aider à son rétablissement. Le bas peuple, dressé à ne reconnaître que les droits du roi, ne voyait rien au-dessus de lui ; la loi, dans sa pensée, n'était que l'expression de la volonté du maître, ordinairement clémente pour lui, toujours inflexible pour le bourgeois.

» En 1860, lorsqu'on faisait un appel de désespoir à cette constitution, on expliquait en même temps aux classes inférieures que ce n'était que le résultat des violences de la bourgeoisie, qui voulait de nouveau s'emparer de la puissance royale pour aggraver les charges du peuple, et se venger sur elle de ses longues souffrances. Il était naturel que celle-ci fût prête à défendre, par tous les moyens possibles, celui qu'on lui présentait comme la sauvegarde de son indépendance et son protecteur contre la tyrannie et l'insatiable avidité des bourgeois, avec lesquels elle était en antagonisme perpétuel dans toutes les relations de la vie. Il n'y a donc pas à s'étonner que cette basse classe vît la révolution avec un grand mécontentement ; on doit, au contraire, être surpris qu'elle n'ait pas concouru d'une manière plus active à la défense d'une cause rendue commune entre elle et la royauté.

» Pendant que Ferdinand II laissait à la basse classe une

liberté presque illimitée, il adoptait pour la bourgeoisie un système qui devait infailliblement lui faire perdre toute son énergie et jusqu'à la conscience de ses devoirs civiques. Chacun était impitoyablement interné dans sa localité. C'est à grand'peine que, de temps en temps, on permettait aux citoyens les mieux notés de se rendre au chef-lieu de la province.

» Les magistrats communaux étaient pour la plupart choisis en dehors de la bourgeoisie, ou tout au moins parmi ceux de cette classe dont les opinions étaient aussi serviles que leur incapacité était notoire : les élections communales n'avaient plus lieu. On avait étouffé jusque dans la racine tout ce qui pouvait rappeler les institutions libérales.

» La lecture du journal officiel avait fini par être interdite dans les cafés. On refusait aux pères de famille l'autorisation d'envoyer leurs fils dans les grands centres pour y terminer leur éducation. Les familles de chaque localité avaient fini par ne plus se voir, pour ne pas exciter les soupçons d'une police toujours prête à s'alarmer. Les délits des bourgeois étaient punis comme des crimes, leur liberté sans cesse menacée. Il ne restait à cette classe, pour appliquer son intelligence, que le soin de ses mesquins intérêts personnels.

» Le cabinet de Turin ne savait pas ces vérités. Il jugea les provinces napolitaines par l'esprit de Naples, qui leur est diamétralement opposé. A Naples, la force vitale s'était concentrée dans la bourgeoisie ; en province, elle est dans le

peuple; c'était donc à lui qu'il fallait parler; il fallait lui expliquer que ce qu'il avait eu jusqu'à ce jour n'était pas la liberté, parce qu'elle était sans garanties; que c'étaient ces garanties qu'on venait lui donner en lui rendant sa part effective de droits dans la société; on devait lui faire comprendre l'abandon systématique dans lequel on l'avait laissé, le mal qui en était résulté pour ses propres intérêts, et frapper son imagination en adoptant les grandes mesures qui lui eussent prouvé qu'il entrait dans une ère de réparation et de justice.

» A tant de causes de malaise vint se joindre celui qui résulte des mauvaises récoltes en céréales; les blés ont été peu abondants, les maïs ont entièrement manqué, et ce sont ces derniers qui forment la base de la nourriture des paysans. Il faudrait qu'à tout prix on mît de suite en activité les grands travaux des voies ferrées et carrossables. Le manque de voies de communication dans nos pays est la source de maux incalculables. C'est encore le résultat du système de Ferdinand II. Si depuis un an on eût commencé des travaux, on eût gagné bien des sympathies dans les provinces.

» La contre-révolution, n'ayant toutefois pu réussir avec tous les éléments de succès dont elle disposait, ne se rendra pas maîtresse de la situation en prolongeant l'agitation.

» (*Signé*) Rotrou. »

Et, en effet, malgré ces causes de mécontentement,

Chiavone ne fit presque rien sur les terres napolitaines. Rapines, pillages, incendies, nous ne sortons jamais de là. Dans aucune de ces expéditions il ne put s'arrêter ni se maintenir dans le moindre village. Ses rares succès ne furent que des surprises suivies de fuites précipitées dans les États de Sa Sainteté.

Une seule de ces invasions mérite d'être notée ici, parce qu'elle fut commandée par un homme du monde. M. Alfred de Trazégnies, gentilhomme de Namur, allié aux Montalto, au général de Saint-Arnaud, à monseigneur de Mérode, séduit peut-être par les mensonges des cléricaux, crut plaire au ciel en jouant au Chiavone. Il partit de Rome dans une voiture qu'il laissa aux frontières, tomba à l'improviste, à Isoletta, sur un poste italien mal gardé, et dont les défenseurs ne purent échapper en partie qu'en faisant, de vive force, à travers les assaillants, une trouée sanglante. Ceux-ci se portèrent alors sur San-Giovanni-Incarico, qu'ils mirent au pillage, brûlant les habitations, violant les femmes, massacrant tout. Entraîné par l'exemple, M. de Trazégnies se porta, dit-on, à des fureurs et à des excès qu'il eût désavoués le lendemain. Les soldats italiens survenant, il fut surpris et arrêté dans une maison qu'il ravageait, brisant de sa main tous les meubles. On lui annonça qu'il serait fusillé; il ne le crut

que lorsqu'il tomba mort. Sur le lieu même de l'exécution, le dos tourné contre un mur, il prétendit qu'on n'oserait pas le frapper. Il se retourna pour parler aux soldats : une balle lui brisa le crâne.

Son corps fut rendu à une députation franco-belge, qui était venue de Rome pour le réclamer. Les députés durent déclarer par écrit qu'ils avaient reçu le cadavre de M. de Trazégnies, arrêté parmi les brigands de San-Giovanni-Incarico. Et ce fut ainsi qu'un gentilhomme, peut-être sincère et loyal, fut pris avec des malfaiteurs et puni comme eux pour avoir cru à des mensonges royalistes.

Quant à l'Espagnol Borjès, son histoire est encore plus navrante. Je ne veux pas la raconter, il l'a racontée lui-même. On a trouvé dans ses papiers les instructions que le général Clary, déjà nommé bien des fois, lui avait données à Marseille. On a trouvé mieux encore, son propre journal, écrit de sa main : c'est un témoignage qu'on ne récusera pas, et qui confirme pleinement tout ce que j'ai écrit sur le caractère des brigands et sur les dispositions du peuple.

José Borjès était un Catalan qui, dans les guerres civiles de son pays, s'était fait une renommée de bravoure, d'audace et de rigueur. Son passé ne regarde pas mon récit ; je l'abandonne aux biographes. Il im-

porte seulement de savoir qu'il fut engagé en France par les comités bourboniens.

Voici d'abord le texte des instructions qu'il reçut du général Clary. J'ai tenu dans mes mains une copie de ce document, copie trouvée dans les papiers mêmes de Borjès. Le document original, écrit en français et signé de la main du général bourbonien, est maintenant à Turin, aux archives du ministère des affaires étrangères.

Je copie textuellement, en conservant les fautes de français :

« Afin d'animer et de protéger les peuples des Deux-Siciles, trahis par le gouvernement piémontais, qui les a opprimés et *détrompés*;

» Pour seconder les efforts spontanés de ces peuples généreux qui redemandent leur légitime souverain et père;

» Pour empêcher l'effusion du sang en dirigeant le mouvement national;

» Pour empêcher les vengeances privées qui pourraient conduire à de funestes conséquences,

» M. le général Borjès ira dans les Calabres pour y proclamer l'autorité du roi légitime François II.

» En conséquence, il observera les instructions suivantes, qu'il modifiera, bien entendu, suivant les circonstances et d'après la prudence; car il est impossible de donner des rè-

gles fixes, mais seulement les principes généraux qui règlent sa conduite :

» 1° Après avoir réuni le plus grand nombre d'hommes qu'il pourra, en raison des moyens qui lui seront fournis, M. le général s'embarquera pour se rendre à un point de débarquement sur les côtes de Calabre qui peut offrir le moins de dangers et d'obstacles [1].

» 2° A peine aura-t-on gagné un point quelconque, et après avoir pris les précautions militaires les plus convenables, il y établira le pouvoir militaire du roi François II avec son drapeau. Il nommera le syndic, les adjoints, les décurions et la garde civique. Il choisira toujours les hommes d'un complet dévouement à la religion et au roi, en évitant soigneusement les individus qui, sous un semblant de dévouement, ne veulent qu'en profiter pour satisfaire leurs haines et leurs vengeances privées, chose qui, en tous les temps, a attiré une spéciale attention du gouvernement, à cause de la fierté de ces populations [2].

1. « Ce point pourrait être la marine de Bivona, au point nommé Santa-Venere. Ce point est très-près de Monteleone, centre des Calabres, dans une situation de facile défense, et qui a toujours été le quartier général de toutes les armées qui ont opéré en ce pays. Si Bivona n'était pas possible, on devrait chercher un autre point qui puisse conduire sur le mont Aspromonte et aux Piani della Corona. Le prince de Scilla fournira les renseignements sur les personnes et les lieux. » (*Note du général Clary.*)

1. « Malgré cette fierté, les Calabrais sont capables de la plus grande générosité, pourvu qu'ils aient affaire à des hommes qui respectent la religion et se gardent de violer l'hospitalité, la propriété et l'honneur des femmes. » (*Note du général Clary.*)

3° Le général proclamera le retour au drapeau de tous les soldats qui n'ont pas encore fini leur temps, et de ceux qui voudront servir volontairement leur bien-aimé souverain et père. Il aura soin de partager en deux sections les soldats : 1° ceux qui appartenaient aux deux bataillons de chasseurs; 2° ceux des régiments de ligne et autres corps.

» Leur nombre augmentant, il en formera les cadres des différentes armes : artillerie, sapeurs, infanterie de ligne, gendarmerie et cavalerie. Il aura soin de ne pas admettre d'anciens officiers, au sujet desquels il recevra des ordres particuliers. Il donnera le commandement des différents corps aux officiers étrangers qui l'accompagnent ; il choisira un officier capable et honnête qui sera commissaire de guerre, et successivement des officiers administratifs et sanitaires. Le général Clary enverra peu à peu des guides de Bourbon, qui, quoique armés de carabines, serviront d'officiers d'ordonnance et d'état-major. Les bataillons seront de quatre compagnies ; la force augmentant, ils seront portés à huit.

» L'organisation définitive de tous ces corps sera fixée par Sa Majesté le roi.

» Les bataillons prendront les noms suivants : 1° Roi-François ; 2° Marie-Sophie ; 3° Prince-Louis ; 4° Prince-Alphonse. Leur uniforme sera selon le modèle qu'enverra le général Clary.

» 4° A peine il aura une force suffisante, il commencera les opérations militaires.

» 5° Leur but étant la soumission des Calabres, ce but sera atteint en obtenant cette soumission. Le général Borjès fera connaître au général Clary tous ses mouvements, le pays qu'il aura occupé militairement, les nominations de fonctionnaires qu'il aura faites provisoirement, en réservant toujours à la sanction du roi l'approbation, modification ou changement.

« 6° Il ne nommera pas les *gouverneurs des provinces;* car Sa Majesté, par le moyen du général Clary, enverra les personnes qui devront occuper cette haute position.

» Le général s'empressera de reconstituer les tribunaux ordinaires, en excluant les individus qui, sans donner leur démission, ont passé au service de l'usurpateur.

» M. le général Borjès pourra faire verser à la caisse de son armée toutes les sommes dont il aura besoin, en rédigeant chaque fois des procès-verbaux réguliers; il se servira de préférence : 1° des caisses publiques; 2° des biens des corporations morales; 3° des propriétaires qui ont favorisé l'usurpateur.

» 7° Il fera une proclamation dont il enverra copie au général Clary, et promettra au nom du roi une amnistie générale pour tous les délits politiques. Pour les méfaits communs, ils seront déférés aux tribunaux. Il fera comprendre que chacun est libre de penser à sa façon, pourvu qu'il ne conspire point contre l'autorité du roi et contre sa dynastie. Une proclamation imprimée sera envoyée par le général Clary, pour être publiée à peine débarqué en Calabre.

» 8° Afin d'éviter la confusion et les ordres douteux, il reste bien établi, en principe, que le général Borjès et tous ceux qui dépendent de lui n'obéiront qu'aux ordres du général Clary, *quand même d'autres pourraient s'appuyer sur les ordres du roi*. Ces ordres ne viendront que par le moyen du général Clary. Les ordres que M. le général et ses subordonnés ne devront pas suivre, même venant du général Clary, sont seulement ceux qui tendraient à violer les droits de notre auguste souverain et de notre auguste souveraine et sa dynastie.

» En ces temps-ci, au premier succès brillant, le général Borjès se verra entouré de généraux et d'officiers qui voudront servir; il les éloignera tous, car Sa Majesté lui enverra les officiers qu'elle jugera dignes de revenir sous les drapeaux.

« 9° En Calabre, il doit exister plusieurs milliers de fusils de munition; M. le général Borjès les fera rendre immédiatement au dépôt de Monteleone, et punira sévèrement tout individu qui ne les livrerait pas dans un bref délai.

« La fonderie de Mongiana, les fabriques d'armes de Stilo et de la Sera seront de suite mises en activité.

» 10° M. le général Borjès fera les propositions pour les avancements et les décorations pour les individus qui se distingueront dans la campagne.

» 11° Il aura les plus grands égards pour les prisonniers, mais il ne leur donnera pas la liberté, et ne laissera pas les

officiers libres sur parole. Si un individu commet des insolences ou offense les prisonniers ennemis, il sera jugé par un conseil de guerre *subitaneo* et immédiatement fusillé.

» M. le général Borjès n'admettra pas d'excuses sous ce rapport; *cependant il se servira vis-à-vis des Piémontais du droit de représailles.*

» 12° Toute modification que l'urgence ou les diverses circonstances feront apporter aux présentes instructions, sera rapportée à M. le général Clary.

» Marseille, 5 juillet 1861.

» G. Clary.

» *P.-S.* Aussitôt que votre monde sera réuni à Marseille ou ailleurs, et prêt à être embarqué, d'après les relations et avec l'aide de nos amis de Marseille, vous ferez une dépêche télégraphique à Rome, si je m'y trouve encore, dans les termes suivants :

» M. Langlois, 2, via della Croce. — *Giuseppina gode sanità; si rimette, parte il giorno...*

» G. Clary. »

Ce document est suivi d'instructions particulières données par le prince de Scilla; je passe ces détails, trop personnels, pour épargner les noms propres. Je n'en relève qu'une phrase : le prince recommande son gardien Lampo-Lampo, *vieux galérien!*

Et j'arrive au journal de Borjès. Il est précédé d'une

lettre au général Clary, très-importante[1]. Elle révèle les premiers embarras de l'Espagnol, qui était parti de Marseille pour Malte dans l'intention de s'y embarquer avec une poignée d'Espagnols et de descendre en Calabre.

« Mon général,

» Après bien des peines et des entraves pour me procurer des armes et des munitions, je parvins enfin à avoir une vingtaine de fusils. Là, un autre embarras se présenta : ce fut la manière de sortir de Malte. On se doutait de quelque chose, je ne sais pas comment; mais il est certain que les journaux parlèrent de notre tentative avant même notre départ.

» Le 11 du courant, je m'embarquai sur une espèce de speronare avec mes officiers, et je partis à dix heures et demie du soir, en m'abandonnant à la merci de Dieu.

» Après une traversée de deux jours, me trouvant près de la plage de Brancaleone, surpris par un grand calme qui ne me permettait pas d'aller plus loin, je résolus de débarquer, et, à la tombée de la nuit du 13, je descendis sur le rivage, que je trouvai entièrement désert.

» Sans guide, je m'acheminai au hasard vers une lumière que je découvris au milieu de la campagne : c'était celle

1. Cette lettre est écrite en français, ainsi que le journal de Borjès.

d'un berger. Un hasard providentiel me fit mettre la main sur un honnête homme, qui nous conduisit à l'endroit nommé Falco, où nous bivouaquâmes à la belle étoile.

» Le jour suivant (14), à cinq heures et demie du matin, nous nous mîmes en marche, toujours conduits par ce berger, gagnant la petite ville de Precacore, où nous fûmes accueillis par le peu de monde que nous y trouvâmes et par le curé au cri de *Vive François II!* Ce premier succès me donna bon espoir, espoir qui fut bientôt détrompé.

» En attendant, une vingtaine de paysans s'engagèrent sous mes ordres, et, avec cette armée microscopique, je résolus d'avancer dans le pays. Deux endroits se présentaient tout près de Precacore : Sainte-Agathe et Caraffa. Je me décidai pour cette dernière ville, comme celle qu'on m'avait dite être la meilleure, quant aux sentiments. Je m'y acheminai vers les trois heures de la même journée; mais, en passant près de Sainte-Agathe, je fus assailli par une soixantaine de gardes mobilisés. Ils commencèrent contre nous une vive fusillade. Au premier coup de feu, les nouvelles recrues prirent la fuite, et je me trouvai seul avec mes officiers.

» Néanmoins, ayant gagné une bonne position, je fis bonne contenance et soutins le feu pendant une heure et demie.

» Quelque temps après qu'il eut cessé, je reçus un parlementaire au nom des propriétaires de Caraffa, qui m'engageaient à entrer dans leur ville; je m'y refusai et je fis

bien, car on m'avait préparé une autre embuscade où j'aurais dû succomber.

» Par les gens qui vinrent à moi au milieu de la fusillade, je vins à connaître qu'il y avait une bande tout près, dans le pays, commandée par un certain Mittica, et que les moines de Bianco pouvaient me donner des renseignements sur lui. Je ne perdis pas de temps, car j'avais su qu'on avait envoyé prévenir les Piémontais à Gerace.

» L'abbé du monastère de Bianco me dirigea vers Natile, où j'arrivai, après une marche affreuse, à trois heures et demie, le 15. Avant d'entrer dans le village, je fis appeler le notaire Sculli, à qui j'étais adressé. Celui-ci, après nous avoir bien accueillis, nous conduisit près de Cirella, à l'endroit nommé Scardarilla, où était le campement de Mittica, composé à peu près de cent vingt hommes, la plus grande partie armés. Je m'aperçus que Mittica se méfiait de nous en nous croyant des ennemis; et, en effet, il me le dit nettement, en ajoutant qu'il ne se mettrait sous mes ordres qu'après la première affaire que nous aurions eue. Je fus donc retenu comme prisonnier, ainsi que mes officiers, et cela pendant trois jours, ce qui fut un grand malheur. En attendant donc que je pusse commander, je dus obéir.

» Pendant ce temps, Mittica me fit savoir qu'il avait résolu d'attaquer la ville de Plati, où il y avait grand nombre de gardes nationaux et peu de Piémontais. En effet, pendant la nuit du 16 au 17, nous marchâmes vers cette ville.

Digitized by Google

On devait l'attaquer de trois côtés, mais d'un seul était l'attaque véritable, et ce côté-là se l'était réservé Mittica.

» A quatre heures vingt minutes, on donna le signal par un coup de feu. Le combat s'engagea par une vive fusillade. Si l'on avait profité du premier moment de confusion en tombant dans la ville, on l'aurait facilement emportée, du moins j'en aurais agi ainsi; mais, dans ce moment-là, je ne pouvais rien faire, je n'étais au combat qu'en simple amateur.

» La garnison, qui s'était augmentée la veille, sans que nous l'eussions su, de cent Piémontais, riposta vigoureusement, de sorte qu'il se rendit impossible de prendre la ville, et nous battîmes en retraite à dix heures et demie, sans avoir eu aucun mort ou blessé, pendant que l'ennemi eut plusieurs morts et blessés.

» De là, nous nous acheminâmes vers Cimina pour la désarmer; nous y pûmes recueillir peu de fusils. Dans ce moment, nous sûmes que quatre cents Piémontais débarqués la veille, ceux des alentours et les gardes mobilisés s'apprêtaient à nous assaillir. On décampa tout de suite en montant la montagne; il pleuvait à verse. Nous campâmes au sommet de la montagne.

» A six heures trois quarts du 18, nous nous acheminâmes vers les montagnes de Catanzaro; mais, après quelque temps, nous tombâmes dans une embuscade. C'étaient les ennemis qui avaient tâché de tourner la position. Nous rebroussons chemin et nous tombons dans une autre embuscade.

Enfin, après quelques coups de fusil, nous pûmes sortir du mauvais pas et entrer à onze heures du matin dans le Piano de Gerace. Je n'étais plus suivi que de mes officiers, de Mittica et d'une quarantaine des siens; le reste s'était débandé. Nous descendîmes la côte et marchâmes jusqu'à une heure de Giffona, où, ayant fait halte, nous cherchâmes un peu de pain. Nous dûmes nous contenter de rester à jeun, et nous partîmes à une heure du matin du 19; Mittica et le reste de ses gens nous abandonnèrent. On fit halte sur la montagne il Feudo; des gens armés et de la fusillade nous obligèrent de déloger et courir pendant quelque temps. Nous retrouvâmes enfin un endroit écarté. On reposa, et, à cinq heures trois quarts, nous partîmes pour les Cerri, où l'on arriva le jour après, à cinq heures du matin. Nous faisons halte à la Serra di Cucco, près du village Torre. Un ancien soldat du 3e chasseurs se présenta en demandant de m'accompagner; c'est le seul partisan que j'aie trouvé jusqu'à présent.

» Le 21 septembre, nous passâmes sur la montagne de la Nocella; et le 22, après une marche très-pénible, j'arrive à Serrastretta, en face de la Sila, que j'espère atteindre bientôt. »

Voici maintenant le journal lui-même, qui continue cette lettre, commençant à la date du 22 :

JOURNAL DE BORJÈS

22 septembre 1861.

Caracciolo, mû en partie par la fatigue et par les instances d'un nommé Maura, me signifia, à deux heures de l'après-midi, qu'il s'était décidé à s'en retourner à Rome. Je lui fis bien des objections pour le retenir, mais inutilement. Il copia l'itinéraire et, vers les six heures du soir, me demanda 200 francs et s'en alla avec celui qui doit avoir contribué à son départ[1].

Remarque. Les montagnes de la Nocella et de Serrastretta sont assez cultivées; cependant la dernière est pelée au midi, très-boisée de pins au nord et plantée de marronniers au couchant.

23 septembre.

De la montagne de Serrastretta, j'ai marché vers celle de Nino; mais, chemin faisant, je fis halte à une bergerie de

1. Ce Caracciolo, officier napolitain, se mit alors en marche, seul, pour aller à Naples. Il fut arrêté en chemin par la garde nationale. Il a confessé et déclaré, par une lettre devenue publique, qu'il s'était engagé dans la troupe de Borjès, espérant trouver en Calabre une armée de royalistes, mais que, n'y trouvant qu'une bande de brigands, il avait quitté, par dégoût, le chef espagnol. Quant à Mittica, dont le journal ne parle plus, il fut tué avec tous ses hommes par les patriotes calabrais et les soldats italiens.

Garropoli, où je fis tuer un mouton que nous mangeâmes. Les gens de la bergerie furent mauvais, et, par conséquent, ils lancèrent les troupes ennemies à mes trousses. Celles-ci fouillèrent les bois en nous cherchant; heureusement, ils laissèrent un coin de terre où nous nous sauvâmes comme par miracle. A quatre heures de l'après-midi, ils battirent en retraite à notre grande satisfaction, et nous, une fois que nous eûmes mangé quelques pommes de terre rôties sur la braise, nous nous mîmes en mouvement (il était six heures du soir) pour suivre la direction des montagnes de la Sila.

Remarque. — Les montagnes de Nino et de Garropoli sont très-cultivées, mais pas boisées. Il y a beaucoup de gibier et, en particulier, des perdrix rouges. Le bétail y est abondant aussi.

24 septembre.

De la montagne de Nino, je m'acheminai vers la vallée de l'Asino, que j'ai trouvée à cette époque-ci remplie de baraques habitées d'un monde immense; les habitants y récoltent des pommes de terre et y nourrissent leurs bestiaux. Cette plaine peut avoir, du couchant au levant, une heure et un quart de long et une heure de large. Au bout et au levant court un ruisseau dont le cours part du nord au midi. Sur sa rive gauche se présente une montée assez âpre; mais, au bout d'une demi-heure, la route s'élargit et la pente devient insensible, tant elle est

douce. Une fois que j'eus gagné l'éminence, la Providence voulut que j'entendisse un grelot; je fis halte, et, bien sûr qu'il y avait une bergerie sur notre droite, je quittai la route, et, alléché par la faim, je m'y adressai heureusement; et je dis heureusement, parce qu'en ce moment arrivèrent cent vingt garibaldiens qui se mirent en embuscade pour nous prendre lorsque nous arriverions aux défilés que nous devions traverser et que nous laissâmes ainsi sur notre gauche. Nous arrivâmes à la bergerie et on nous y reçut très-bien. On tua deux moutons; nous mangeâmes l'un d'abord et nous emportâmes l'autre ensuite pour le manger le lendemain. Après, nous fûmes nous coucher jusqu'au jour à une heure de là, et, à la pointe du jour, nous nous remîmes en marche, accompagnés d'un berger, pour gagner Espinarvo, et c'est ce qu'on appelle dans le pays le Carillone, où nous arrivâmes vers les sept heures et demie du matin.

25 septembre.

Une fois à la montagne d'Espinarvo, je m'y arrêtai pour y faire reposer mes officiers toute la journée. A notre arrivée, nous rencontrâmes un paysan de Taverna, qui s'en allait avec deux mulets chargés de bois de construction. Après l'avoir questionné longuement, je lui donnai de l'argent pour qu'il nous portât des provisions pour le lendemain; nous les attendîmes en vain. A la place du pain et du vin que j'avais payés bien cher, il nous envoya une colonne de Piémontais qui nous fit déguerpir assez vite; mais,

comme elle ne put pas nous voir, il ne nous arriva rien, si nous laissons de côté la fatigue que ce contre-temps nous causa. Nous marchâmes donc pour leur faire perdre notre trace ; à huit heures et demie du soir, nous nous rendîmes à une bergerie de la montagne de Pellatrea ; à onze heures, nous la quittâmes, munis d'un de ses bergers, et nous fûmes nous reposer à peu de distance de là.

Remarque. — Espinarvo est une montagne entremêlée de gras pâturages, et, par conséquent, de bœufs et d'autres bestiaux. Cette plaine est parsemée de pins et de sapins, qu'on appelle Carillone, et tout autour elle est ceinte par un bois très-sombre et fort épais. Le terrain en est admirablement bon et productif ; ces bois sont, il est vrai, très-froids, et à cette époque la gelée blanche se fait sentir assez rudement ; mais, si les arbres étaient abattus en partie et les terres défrichées, il est certain que la température en serait plus douce ; car les arbres sont tellement fournis, que le soleil n'y pénètre jamais, et c'est ce qui est la cause naturelle du froid qu'il y fait.

26 septembre.

A la pointe du jour, je me mis en marche, et, après avoir traversé la montagne, j'entrai au Ponte della Valle ; cette espèce de petite plaine, qui va du levant au couchant et qui peut avoir six heures de long sur dix minutes de large, abonde en bétail et est remplie de gens armés ; mais personne ne nous incommoda. Cependant, lorsque nous la quit-

tâmes pour gagner la montagne de Colle-Deserto, cinq hommes armés vinrent à nous, et demandèrent qui nous étions. Mais, comme nous leur répondîmes en amis, ils nous laissèrent en paix. Sur cela, nous gagnâmes la montagne à l'endroit où elle présente son flanc droit, et, lorsque nous fûmes au sommet, nous découvrîmes la vallée de Provale. Nous descendîmes tranquillement son déclin pour la traverser, et nous la traversâmes en effet. Mais, lorsque nous nous préparions à monter une autre montagne, le nom de laquelle est ignoré du guide, nous vîmes une maisonnette à trois cents pas de nous, et un factionnaire qui se promenait et qui ne fit pas même attention à nous.

Voyant quelques paysans qui apprêtaient du lin, je leur demandai ce que ce factionnaire signifiait, et à quoi ils répondirent : « C'est la sentinelle du détachement piémontais qui reste là. — Est-il bien nombreux ? leur demandai-je. — Deux cents hommes ; mais rassurez-vous ; ce matin, ils ont gagné la montagne vers laquelle vous vous acheminez. » Ces éclaircissements me conduisirent à faire une contremarche de quatre heures, croyant pouvoir laisser les ennemis derrière nous, et c'est ce que j'ai pu faire ; mais, étant en vue de la place de Nieto, je sus qu'il y avait là cinquante gardiens armés, et armés en gardes nationaux, ce qui nous força de rester dans le bois jusqu'à la tombée de la nuit. A cette heure, nous descendîmes, prîmes un guide et allâmes nous coucher sur la montagne appelée Corvo, où nous arrivâmes vers minuit.

Remarque. — La montagne de Pelletrea, que nous quittâmes le matin du 26, est fertile et assez bien cultivée ; elle a des pommes de terre, des légumes, des figues et d'autres beaux fruits. Les gens riches de Cotrone y envoient paître leurs troupeaux. Nous mangeâmes un mouton à la bergerie du capitaine de la garde nationale de cette ville. Il se nomme don Chirico Villangiere. S'il pouvait nous prendre, il nous ferait payer bien cher notre audace; cependant nous avons donné 40 francs au berger, et j'avoue qu'il paraît fort satisfait de cette aubaine. — Ponte della Valle est une plaine décrite en partie dans l'itinéraire du 25 septembre, mais il reste encore beaucoup à dire. Cette vallée est traversée dans toute sa longueur par une rivière qui l'arrose un peu trop. Ces eaux, manquant d'un canal un peu profond pour s'écouler, rendent ce petit pays marécageux ; s'il y avait des conduits pour le dessécher, il deviendrait le plus beau jardin du monde. Malgré cela, il donne du lin en quantité et des pâturages abondants. Les bestiaux qu'on y voit sont innombrables. Les cabanes de ceux qui apprêtent le lin se touchent partout, ce qui fait qu'on ne voit que du monde qui va et vient. La montagne de Colle-Deserto est très-boisée; mais, malgré cela, toute la partie méridionale est susceptible de donner du bon vin, si l'on s'adonnait à la culture de la vigne. — La vallée de Rovale, très-petite, réunit les mêmes conditions que la précédente, avec cette circonstance de plus qu'elle me paraît plus saine et qu'elle est moins humide. — La vallée de Nieto, qui peut

avoir une quinzaine de lieues de circonférence, est ce qu'il y a de plus ravissant au monde. Des jardins, des bergeries, des ruisseaux, des maisonnettes, de grandes habitations avec des ponts-levis, et, à de petites distances, des bosquets çà et là, font de ce site le séjour d'été le plus enchanteur que j'aie jamais vu. Je ne parle pas des femmes qui circulent avec des paniers remplis de fromages, de fruits ou de lait ; des hommes qui labourent ou qui bêchent ; des bergers qui, adossés au tronc des saules, chantent ou jouent de la flûte ou de la cornemuse. Bref, c'est une Arcadie où les pierres, si elles volaient, s'arrêteraient dans l'air pour voir, entendre et admirer. La montagne de Corvo est très-boisée et n'offre d'intéressant que les beaux pins qui revêtent ses flancs et couronnent son sommet. Cependant la partie qui est au midi, bien cultivée, payerait largement les fatigues de quiconque la travaillerait.

27 septembre.

Je me mis en mouvement pour gagner la montagne de Gallopane, et, vers les neuf heures du matin, nous y arrivâmes et nous mangeâmes un morceau de pain et des oignons que nous allâmes chercher à une maison située à la lisière du bois, et où nous rencontrâmes une garde nationale que nous ne reconnûmes pas pour telle. Cette circonstance, connue un peu plus tard, me décida à gagner le sommet, où j'arrivai vers midi. Une fois là, je fis faire halte à mes hommes, qui, exténués par la faim et la fatigue,

n'en pouvaient plus. Au bout d'un quart d'heure de repos, nous vîmes un jeune homme de vingt ans et d'une taille élancée, qui me parut très-suspect; cette idée me fit prendre la détermination de chercher un chemin qui conduisît au rebours de la montagne ; au bout de deux cents pas, le capitaine Rovella, qui marchait en éclaireur, me fit signe de m'arrêter, et me dit qu'il voyait quinze gardes nationaux qui venaient à notre rencontre. A cette nouvelle, je me mis en embuscade; mais, lorsqu'ils furent à une portée de fusil de nous, ils nous virent et s'arrêtèrent. Nous les attendîmes une demi-heure, et, voyant qu'ils ne bougeaient pas, je craignis une combinaison ; et, dès lors, je me décidai à changer de direction. Je suis donc, sans guide, et à travers bois, la partie nord, comme point à atteindre ce soir-là. Vers les cinq heures, j'étais exténué de fatigue et accablé par le besoin, et je me trouvais sur une petite montagne appelée la Castagna-di-Macchia. Plein d'angoisse et de perplexité, je ne savais plus où aller, ni que faire ; mais, comme la Providence veille toujours sur ses enfants, elle nous fit apparaître, priée sans doute par les mânes de la sainte reine, un berger qui nous accosta et nous dit qu'il nous donnerait à manger et nous logerait, ce qu'il fit en effet. Si, par malheur, le ciel nous avait refusé cette faveur, nous étions perdus. A peine avions-nous pénétré dans la maisonnette, et il faut observer que c'est la seule fois que nous ayons couché sous un toit depuis que nous avons débarqué, qu'un orage furieux éclata. La pluie tomba à verse

toute la nuit, et, au lieu de succomber sous le poids de la fatigue, de la faim et de la tempête, nous mangeâmes et dormîmes assez bien; sur quoi, nous remerciâmes Dieu de tout notre cœur pour cette insigne faveur.

Remarque. — La montagne de Gallopane est cultivée en partie ; elle pourrait l'être en entier. S'il en était ainsi, on ne peut calculer le monde qu'elle nourrirait, tant le terrain en est bon. Elle donnerait, sans beaucoup de peine, blé, pommes de terre, maïs et d'abondants pâturages. La Castagna-di-Macchia est une montagne remplie de marronniers; elle nourrit beaucoup de juments, de bœufs et de moutons. Le bas peuple est là, comme partout, très-bon.

28 septembre.

A huit heures et demie, j'ai quitté la maisonnette pour gagner un hangar qui se trouve à une heure un quart de là. Deux bergers nous y accompagnent, et, en nous quittant, ils nous promettent qu'ils iront chercher vingt hommes des nôtres pour nous les amener la nuit. Il est neuf heures du matin, et Dieu seul sait ce qui peut arriver d'ici à sept heures du soir !

Midi. — Rien de nouveau, relativement aux ennemis. Grand régal : on nous apporte des pommes de terre cuites à l'eau.

Huit heures du soir. — Les hommes qu'on m'avait promis

n'arrivent pas. Je crains que, s'ils ne sont pas imaginaires, ils ne se méfient de nous.

29 septembre.

Six heures du matin. — Un courrier de l'homme d'affaires du prince de Bisignano me prie de lui envoyer quelque chose qui puisse constater mon identité; je lui remets deux lettres de M. le général Clary, et j'attends avec impatience les résultats qu'elles produiront.

Six heures trois quarts. — On vient me dire que l'ennemi s'est mis en mouvement pour me surprendre. Cette nouvelle, conjointement avec la peur des paysans qui nous volent beaucoup, me force à décamper de mon hangar pour me diriger vers le bois de Muzzo, où le courrier qui est venu me trouver ce matin doit me rejoindre.

Sept heures quarante. — Nous arrivons au bois.

Neuf heures vingt. — Le courrier attendu arrive; mais je dois le suivre pour rejoindre l'homme d'affaires, qui m'attend à Castellone.

Dix heures et demie. — Je le rencontre avec une dizaine d'hommes ; il me salue très-poliment, et tout de suite après il donne des ordres pour réunir du monde ; cela étant terminé, nous nous dirigeâmes sur le territoire de Roce ; mais les hommes qui accompagnaient notre nouveau guide disparurent comme la fumée.

Remarque. — La Serra di Muzzo est revêtue de bois de con-

struction magnifique ; il y a de plus beaucoup de terres cultivées, fertilisées par plusieurs ruisseaux d'eau très-limpide. — *Territoire de Roce.* C'est un pays sain et d'une température fort douce ; il est couvert par des taillis très-touffus et très-épais. On voit çà et là quelques chênes à liége fort vigoureux. Je dois remarquer, en passant, que, si on s'adonnait à la culture de cet arbre, ces montagnes seraient dans l'avenir des bouquets d'or. Le pays est de plus parsemé de maisonnettes et de bergeries. L'agriculture est en bon état, mais elle est susceptible d'amélioration.

30 septembre.

Territoire de Roce, cinq heures du soir. — Un confident arrive et nous apprend que les ennemis ont entouré les bois de Macchia et de Muzzo pour nous surprendre; ils ont pris sept paysans qui nous accompagnaient hier soir. Ces malheureux, mus par la peur, ont indiqué notre direction aux ennemis, ce qui veut dire que nous serons forcés, malgré l'obscurité, de décamper. Les propriétaires de la Sila étant fort mauvais, nous serons forcés de prendre une direction opposée à ce point.

Dix heures du soir. — Nous nous arrêtons au bois de Ceprano, à une heure de distance du premier campement; seulement, au lieu d'être au midi, nous nous trouvons au nord.

Remarque. — Je me trouve sans chaussures et les pieds

abîmés, ainsi que beaucoup d'autres de mes officiers. Ne sachant pas comment faire pour sortir de cet état pitoyable, je m'adresse à quelques paysans. Voyant notre triste situation, ils partent chacun de leur côté et nous portent leurs propres souliers. J'en essaye une paire, elle ne me va pas; j'en prends une autre qui pèse trois kilos et je la garde. Les autres sont distribuées et payées fort cher.

1er octobre.

Six heures du matin. — Grande nouveauté; nous avons un peu de pain blanc, jambon, tomates, oignons et un petit verre de vin, chose fort rare ici.

Une heure après midi. — Sept gardes nationaux se présentent à la Serra del Pastore, en face de nous, pendant qu'une vingtaine parcourent la Serra del Capraro; ils restent une demi-heure et se retirent du côté de Roce, d'où ils sont sortis.

Dix heures du soir. — Les gardes nationaux se sont réunis à Roce. Aujourd'hui, ils ont volé cinq chèvres aux métairies du prince de Bisignano.

Remarque. — Les propriétaires de la Sila sont antiroyalistes, par la seule raison que, lorsque le roi serait sur le trône, ils ne pourraient plus commander despotiquement leurs vassaux. Je sais que Roce et Castiglione sont très-bons, et que, par conséquent, on peut y compter.

2 octobre.

Six heures du matin. — On emprisonne ceux qui prirent part au soulèvement du mois de mars dernier.

Sept heures du matin. — Les espions nous rapportent que ceux qui commandaient les forces que nous avons vues hier étaient les deux fils du baron de Mollo et du baron Costantino, et que la troupe qu'ils commandaient n'était que leurs propres gardiens.

Huit heures du matin. — On me dit qu'hier sont sorties toutes les forces de Cosenza pour tomber sur moi ; mais qu'ayant appris en route qu'une bande des nôtres avait battu un détachement ennemi, ces forces ont changé de direction pour leur tomber dessus. Je ne sais ce qu'il y a de vrai en tout ceci ; mais le fait est que, malgré tous mes agents, je n'ai pu découvrir une seule bande de royalistes en campagne. Les gardes nationaux de Roce ont envoyé ce matin une dépêche à Cosenza, mais j'ignore son contenu. Ce que je sais, c'est qu'il n'y a pas dans cette ville de forces disponibles; hier, ils étaient forcés de faire monter la garde par des paysans désarmés. Un général piémontais étant mort, on n'a trouvé qu'une cinquantaine de personnes pour l'accompagner au cimetière.

Cinq heures du soir. — Je ne sais encore rien des forces que l'homme d'affaires croyait pouvoir réunir ; je crains bien que tout cela ne soit qu'un bon désir, et pas plus. On

m'apprend que, le 22 du mois dernier, on a pris deux des nôtres, qu'on a conduits à Cosenza; on les fait porteurs de quelques décorations, et entre autres d'une de Sa Sainteté et d'un peu d'or, ce qui m'induit à penser qu'ils pourraient être les malheureux Caracciolo et Marra.

Cinq heures vingt minutes du soir. — Les gardes nationaux ont emprisonné, ce tantôt, toute la famille de l'homme d'affaires du prince de Bisignano.

Remarques. — J'ai trouvé partout un royalisme qui va jusqu'au fanatisme, mais malheureusement accompagné d'une peur qui le neutralise. Malgré cela, j'ai compris que, si on pouvait opérer un débarquement de deux mille hommes sur quatre points, c'est-à-dire cinq cents dans la province de Catanzaro, cinq cents dans la province de Reggio, cinq cents dans celle de Cosenza et autant dans les Abruzzes, c'en serait fait de la domination piémontaise, attendu que tous les peuples se lèveraient en masse comme un seul homme. Les riches, à peu d'exceptions près, sont mauvais partout[1], et, par conséquent, fort détestés de la masse générale. Ce sont les fils du baron de Mollo qui ont fait voler les chèvres dont il est question dans l'itinéraire. Elles ont été apprêtées et mangées chez le capitaine de la garde nationale de Roce.

1. J'appelle l'attention sur cet aveu. Sous la plume de Borjès, il prend une valeur considérable. Les classes aisées comme les classes lettrées sont donc libérales et italiennes dans les provinces. L'ignorance et la misère sont pour François II.

3 octobre.

Quatre heures et demie du soir. — Rien de nouveau sur les hommes qu'on m'avait promis.

Sept heures et demie du soir. — Malgré la résolution que j'avais prise de partir ce soir, je reste, obsédé par les prières de l'homme d'affaires, au même poste, pour y attendre huit hommes qui ont tué un garde national, et, disent-ils, un curé très-mauvais. — Quelle horreur!

4 octobre.

Les huit hommes que j'attendais ne sont pas venus. Les Piémontais ont désarmé, dit-on, quatre-vingts gardes nationaux, attendu qu'ils se sont refusés à marcher sur... (on ne comprend pas); maintenant, les mêmes individus demandent à se mettre sous mes ordres; mais, comprenant l'idée qu'eux et les Piémontais pourraient cacher, je les repousse.

Dix heures du matin. — On me parle de courriers qui doivent arriver, de rassemblements nombreux qui doivent avoir lieu en sens royaliste; mais, moi, je ne crois pas grand'-chose. Les gardes nationaux ont saccagé hier cinq maisons de campagne, dont deux appartiennent à M. Michele Capuano, et, parmi les choses qu'on a volées dans une de celles-ci, se trouvent quinze tomoli de figues, représentant une valeur de 70 ducats. Les forces ennemies nous croient

à la Sila, ce qui fait qu'elles battent aujourd'hui le pays en tous sens.

Dix heures du soir. — On me dit qu'une force des nôtres a débarqué à Rossano. Illusion que tout cela.

Remarque. — Je vois en feu, depuis mon campement, les casinos des barons Collici et Cozzolino, hommes très-mauvais comme politiques, puisque le second donna aux révolutionnaires 60,000 ducats. Du premier, on ignore la somme, mais on sait qu'il donna aussi.

5 octobre.

Six heures du matin. — Nous campons au bois de Pietra-Fevulla, au sud-est; nous découvrons le bois de Pignola, qui est peuplé de marronniers; celui-là de chênes et de liéges en abondance.

Neuf heures du soir. — Le chef de la bande Leonardo Baccaro arrive de son pays, Serra-Peducci, où j'avais envoyé le querir pour voir s'il y avait moyen de faire quelque chose en sens royaliste ; mais sa réponse, comme celle de beaucoup d'autres, est négative. Je lui en ai demandé la raison, et sa réponse a été celle de tous les autres. « Qu'il vienne, a-t-il dit, un peu de forces et tout le pays se lèvera comme un seul homme; sans cela, il ne faut rien espérer. » Et c'est ce que je crois comme eux. Ce monde-ci veut son autonomie et son roi ; mais la crainte qu'on brûlera leurs maisons et qu'on emprisonnera leurs femmes et leurs en-

fants les retient. S'ils connaissaient leur force, tout cela ne serait rien. C'est dommage, car ce peuple est le plus sobre et le plus souffrant du monde ; mais il est faible d'esprit autant qu'il est fort de corps. Si j'avais débarqué trois semaines plus tôt, j'aurais trouvé mille soixante-sept fantassins et deux cents chevaux au Carillone, et cela était suffisant pour leur faire voir ce qu'ils valaient, et, par conséquent, pour les moraliser. Malheureusement, à mon arrivée à ce dernier point, ils s'étaient, depuis dix-sept jours, débandés et présentés à l'ennemi, et quelques-uns s'étaient enrôlés dans les gardes nationaux mobilisés. Le temps qu'on me fit perdre à Marseille et à Malte a porté un rude coup à la bonne cause, d'une part, sans compter que, d'une autre, j'erre à l'aventure, et ce qui est plus grave, c'est que cette malheureuse circonstance me ravit une gloire qui aurait fait le bonheur de mes jours.

6 octobre.

Six heures et demie du matin. — Coup d'œil ravissant : du bois de Fiomello, où j'ai campé, je découvre le château fort de Cosenza et l'hôpital, Castiglione, Paterno, Castelfranco, Re..., San-Vincenzo, San-File, Montalto, San-Giacomo, Cavallerizza, Gelsetto, Monarvano et Cervecato ; je vois en face un bois de marronniers immense, et puis une vallée aussi fertile qu'admirable, parsemée de champs, de maisonnettes blanches comme les flocons de neige, de prés plus verts que le lierre, de bouquets d'arbres parsemés comme des boutons

de roses; des plantations d'oliviers bien alignées, des figuiers et d'autres arbres fruitiers font mon admiration, et je crois que cet ensemble de choses ferait celle de tout autre qui serait moins affectionné que moi aux productions d'une nature douée de tout ce qui peut la rendre belle aux yeux de quiconque a le don de penser.

Six heures du soir. — Je lève mon campement pour m'en aller au bois de la Petrina, situé au midi de la plaine de ce nom, à distance de ce point-ci, trois heures à peu près.

7 octobre.

Six heures du matin. — Trois paysans passent dans la lisière du bois où nous sommes; je les fais interroger, et il résulte de leurs réponses qu'ils vont porter leur argent à huit brigands qui se trouvent dans la vallée de Macchia.

Dix heures. — Les ennemis, au nombre d'une centaine, reconnaissent les bois du Piano d'Anzo, mais ils sont encore à un mille de nous; j'ignore s'ils nous lèveront, mais c'est probable.

Trois heures du soir. — Les Piémontais se sont retirés sans nous voir. Ce soir, nous attendons un bon repas. Luzze, Busignano, Astri, que nous voyons de notre petit campement, sont adossés à la montagne de Cucuzzelo et offrent une jolie perspective. Ces environs sont assez bien cultivés, et les bois que l'on découvre doivent être très-productifs,

surtout les marrons et le liége doivent s'y trouver en abondance.

8 octobre.

Hier à sept heures du soir, nous quittâmes le bois de la Petrina, et prîmes la direction des rivières Morone et Crati, où je devais prendre et où je pris en effet la route royale appelée la Strada-Nuova, après les avoir passées au gué. Nous marchâmes donc en suivant la direction de Canicella; une fois que nous fûmes là, nous prîmes à gauche, en laissant la grande route à droite. Nous grimpâmes sur la montagne de Campolona-Luongo, où nous nous reposâmes une demi-heure, en continuant après notre route vers la rivière de San-Mauro, que nous traversâmes très-tranquillement pour faire route vers la rivière d'Essero, que nous traversâmes à l'endroit qui sépare les propriétés de M. Longo et de M. le prince de Bisignano.

A cinq heures et demie, nous campions au bois de Farneto, exténués de fatigue, ce qui n'est pas surprenant, puisque nous avions fait une trentaine de milles cette nuit-là. Nous nous trouvons à la distance de trois milles de Rossano et à une distance égale de Firma; puis nous avons Altamonte, à quatre milles au midi, sans compter que, cette nuit, nous avons laissé sur notre droite Tarsi et Spezzano-Albanese.

Rossano, si on en excepte une vingtaine d'hommes, est très-bon; mais Firma et Luongo sont mauvais, comme le

sont tous les pays qu'on appelle albanais. Altamonte est fort bon.

J'ai appris aujourd'hui que toutes les forces révolutionnaires qui se trouvent dans ce pays-ci ont été huit jours en embuscade sur plusieurs points pour nous surprendre ; mais j'ai appris aussi que, rebutées par cette attente, elles sont rentrées hier juste à temps pour que j'eusse la route libre.

Remarques. — La rivière Morone, qui va du couchant au nord, est très-encaissée et rapide, ce qui rend son passage assez difficile. Ses eaux alimentent deux moulins et arrosent presque toute la plaine de la Petrina, ce qui la rend très-fertile. Les haricots, courges, melons, patates, maïs et d'autres légumes sont ses produits.

Si on ouvrait des passages aux eaux qui se déchaînent des montagnes qui se trouvent sur sa gauche, il est sûr que ce pays gagnerait beaucoup.

Une fois que nous eûmes traversé cette rivière, nous prîmes la nouvelle route, qui n'est pas encore finie dans cet endroit, et je ne vis rien de digne de remarque, excepté quelques bergeries et la mauvaise influence de l'air, surtout à cette époque-ci.

9 octobre.

Nous quittâmes hier, à sept heures du soir, le bois Farneto pour nous diriger vers les montagnes de Cermettano. En route nous traversâmes la plaine Conca de Cassano, endroit rempli de petits ruisseaux et par là très-incommode.

Cette nuit a été horrible; je n'ai jamais tant souffert physiquement et moralement : physiquement, par la fatigue et par les plaies que j'ai aux pieds; moralement, par les malheurs dont nous sommes tous atteints, grâce aux circonstances. En faisant route et en sautant sur ces innombrables ravins, assez profonds du reste, l'un y tombe, armes et bagages, et perd son fusil qu'il faut repêcher; l'autre sa baïonnette que l'on abandonne. Celui-ci, les pieds abîmés, se couche et demande la mort; celui-là se déchausse en croyant mieux marcher nu-pieds; l'autre met son fusil en bandoulière et prend deux bâtons pour s'appuyer. Je souffre comme eux, mais mon moral est entier. Je veux le leur communiquer, et à cet effet je leur rappelle les faits des grands hommes qui ont milité avant nous. Cette rassurance les enhardit et je leur fais faire des prodiges; celui qui ne peut plus marcher se traîne; et de la sorte, sans nous plaindre et sans pain ni eau, nous atteignîmes un bois d'oliviers où nous passâmes la journée du 9.

Dix heures du soir. — Nous gagnons la montagne Serra-Estania, en laissant Francavilla sur notre droite et Castrovillari sur notre gauche. La première compte six mille habitants et la seconde douze mille; dans l'une comme dans l'autre, l'esprit est très-bon. En arrivant au cœur de la montagne, nous avons trouvé un troupeau de chèvres et nous en avons fait tuer deux, qui n'étaient pas bonnes du tout, tant elles étaient maigres; mais, comme nous étions à jeun, elles ont passé comme des croquantes. Après ce repas, nous

avons marché une heure de plus et nous nous sommes couchés.

10 octobre.

Quatre heures et demie du matin. — Un jeune homme âgé de douze ans arrive monté sur une bourrique et je l'arrête. Je l'examine, et il résulte qu'il peut m'apporter du pain du couvent de la Madone-des-Carmes; j'y envoie pour cela avec lui un soldat.

Sept heures. — Je ne vois ni le jeune homme ni le soldat, quoiqu'il n'y ait d'ici au couvent qu'une heure pour aller et une heure pour revenir, ce qui commence à me rendre inquiet.

Sept heures dix minutes. — Le pain arrive, Dieu merci.

Huit heures vingt minutes. — Nous avons déjeuné et nous nous remettons en mouvement pour gagner le sommet de la montagne.

Dix heures. — Nous arrivons au point culminant et nous nous reposons pour ne pas nous découvrir.

Quatre heures du soir. — Nous nous remettons en mouvement pour gagner les montagnes d'Acqua-Forano ou Alberato-di-Pini, où nous comptions manger quelque chose, si toutefois cela était possible; mais notre attente fut vaine.

Observations générales. — J'ai remarqué que les montagnes que j'ai parcourues jusqu'à ce jour, 10 octobre, sont susceptibles de multiplier leurs richesses intrinsèques, et

voici, d'après mes observations faites à la hâte, comment :

1° Entourer de grandes routes, aboutissant à la mer et au pays, le flanc des montagnes.

2° Placer au sommet de celles-ci des postes de dix hommes, d'heure en heure, et ouvrir une communication de l'une à l'autre dans toute son étendue, c'est-à-dire sur le sommet de toutes les montagnes de cette province. Il résulterait : 1° qu'il n'y aurait plus de repaires pour les voleurs, qui sont insaisissables, et qui sont par cette raison le fléau, non-seulement des montagnes, mais encore des vallées et des plaines avoisinantes ; 2° que les beaux arbres de construction qui s'abîment faute d'issue, en trouveraient par ce moyen, et, comme le transport jusqu'à la mer coûterait peu de chose, tous ces bois deviendraient une mine d'or inépuisable, tant pour le pays en général que pour les caisses de l'État en particulier. Dans les grandes routes latérales, il faudrait placer indépendamment des cantonniers, de deux en deux heures, une brigade de gendarmes à pied, tant pour porter la correspondance que pour les surveiller.

Les postes, qui se trouveraient sur le sommet des montagnes, devraient se retirer au commencement de l'hiver pour se placer où la neige n'atteint pas, afin de ne pas laisser de repos ni de trêve aux voleurs jusqu'à leur totale disparition. Ces mesures, que l'on pourrait prendre sans faire de grands frais, procureraient l'augmentation de la population, de toute sorte de bétail, de foin, de blé, d'orge, d'avoine, de maïs, de patates, et puis on en pourrait tirer du

bois de chauffage de première qualité, que l'on pourrait emmagasiner partout où on le croirait nécessaire pour en faciliter la vente.

J'ai remarqué aussi que les montagnes qui ne sont pas boisées renferment beaucoup de minéraux de toute sorte, et, comme elles ne manquent pas d'eaux qui baignent leur pied, on pourrait ouvrir des mines qui donneraient un produit qu'on ne peut évaluer. Si, au contraire, les filons de celles-ci étaient rachitiques, ce que je ne crois pas, on pourrait profiter de ces eaux, soit pour travailler le fer, soit pour apprêter les laines et le lin.

BASILICATE

11 octobre 1861.

Une heure après minuit. — Nous arrivons à la Destra-della-Donna, où, perdus, nous nous mettons dans un hangar et nous nous couchons, malgré la proximité de Torre-Nuova. Cette nuit, nous avons passé quatre heures fort mauvaises; mais Dieu a voulu que nous arrivassions sans autre perte que celle d'un homme qui était un peu malade : il se nommait Pedro Santo-Leonato, fils de Rose.

Trois heures et demie du soir. — Nous nous mettons en marche et passons devant Torre-Nuova, peuple très-bon, et entre San-Costantino, Casale-Nuova, Noja et San-Giorgio. Costantino et Casale-Nuova sont très-mauvais, comme le sont toutes les populations gréco-albanaises.

12 octobre.

Six heures du matin. — Nous sommes arrivés à la montagne Silfera, aux confins de San-Giorgio, à deux heures du matin, c'est-à-dire après dix heures et demie de marche par un pays détestable, tant le sol en est rocailleux. Hier, nous avons été sans pain, et, par conséquent, nous avons dû faire route presque à jeun. Je commence à désespérer d'arriver à Rome; mes forces diminuent et mon malaise augmente. Peu de nourriture, et malsaine la plupart du temps, de l'eau pour seule boisson et beaucoup de fatigues en finissent avec le corps le plus robuste. Cependant je marcherai tant que je le pourrai; mais, si Dieu veut que je succombe, je remettrai ces brouillons à Capdeville pour qu'il les fasse parvenir au général Clary ou à Scilla; et, si Capdeville venait à succomber, il devrait les remettre au major Landet, afin que celui-ci en fît lui-même ce qu'il en aurait fait. Je tiens à ce que cet écrit parvienne à Sa Majesté, afin qu'elle sache que je meurs sans regretter la vie que je pourrais avoir l'honneur de perdre en servant la légitimité.

13 octobre.

Hier au soir, nous avons eu du pain et de la viande; le pain nous est venu de Colobrara; la viande, nous sommes allés la manger à la Serra di Finocchio, où nous sommes arrivés vers les sept heures du soir. Après le repas, nous nous couchâmes à couvert et sur la paille, ce qui nous procura

reste encore une partie à une portée de fusil qui nous cherchent dans les bois; mais, malgré cela, je commence à croire qu'ils ne nous verront pas.

Trois heures un quart. — La section que nous avions au-dessous de nous bat en retraite, en se dirigeant sur notre droite comme la prédédente.

Trois heures vingt minutes. — J'apprends que celui qui nous apporta le pain hier nous a vendus au capitaine des gardes nationaux, don Gioacchino Mele di Favale.

Trois heures trente-cinq minutes. — Le reste des ennemis se replie sur la réserve.

Trois heures quarante minutes. — Les ennemis se retirent en prenant la direction de la Rotondella et de Bellette.

Quatre heures quarante-cinq minutes. — Les ennemis s'arrêtent.

Quatre heures quarante-six minutes. — Les ennemis se remettent en marche.

Quatre heures cinquante minutes. — Je lève mon petit campement pour me diriger vers la rivière Sinna, que j'ai l'intention de passer un peu au-dessous de Favanola, si elle est guéable.

Neuf heures du soir. — Je passe la rivière au point indiqué plus haut, pour suivre la direction du bois de Columbrara; en route, je demande du pain partout, et, à minuit, j'en ai pour tous.

14 octobre.

Une heure du matin. — A un quart de lieue du bois, je fais faire halte et je repose mon monde jusqu'à la pointe du jour. A cette heure, je me mets en route pour m'embarquer, et je m'aperçois, une fois établi, que le sous-lieutenant don Benito Zafra a disparu, quoique je l'aie vu suivre notre campement. Cette circonstance, jointe au peu ou point de confiance que m'inspire Zafra, me force à changer de position et de direction.

Six heures du matin. — Au moment où j'allais partir, Zafra reparaît en disant qu'il s'était égaré, ce que je veux bien croire. Ceci me permet de garder ma position sans danger apparent, et je la garde.

Six heures et demie du soir. — Nous nous mettons en mouvement pour aller passer la rivière Acri; mais, vers minuit, un orage éclate et nous force de nous retirer au casino nommé Santanello, où nous arrivons vers une heure du matin, trempés jusqu'à la peau. Les paysans profitant de notre lassitude et de l'obscurité de la nuit pour s'évader, deux d'entre eux vont donner avis à la garde nationale de Sant'Angelo, point qui se trouvait sur notre droite et à quatre milles de distance de notre logement.

15 octobre.

Le matin, vers cinq heures et demie, les paysans se présentent crottés jusqu'aux genoux. Cette circonstance ré-

veille mes soupçons et me décide à me diriger vers la rivière indiquée plus haut et à emmener ceux qui m'ont vendu, pour me guider. Une fois que je l'eus traversée, je vis la garde nationale de Sant'Angelo qui venait à nous. Je menaçai alors les guides s'ils ne nous sauvaient pas, et cette menace leur a fait faire des miracles; ils nous ont conduits si bien, que bientôt après nous n'avons plus vu d'ennemis nulle part. Un peu plus tard, nous avons traversé la rivière de Rosauro, en laissant à notre gauche Albano, et nous nous sommes dirigés vers la taverne Canzinera, où nous avons mangé un morceau. De là, nous avons fait route, par une pluie battante, vers la rivière de la Salandra, que nous avons traversée vers les deux heures de l'après-midi; et, comme nous avions fait une vingtaine de milles, nous fîmes une halte pour nous reposer; mais, au bout d'une demi-heure, la pluie reprit et nous força à nous abriter dans une maison de campagne appartenant à don Donato Scorpione, capitaine de la garde nationale de Formina.

A six heures du soir, nous nous remîmes en mouvement pour atteindre le bois de la Salandra; mais, vers les sept heures, une forte pluie nous surprit, et, dès lors, les terres, qui sont très-grasses, commencèrent à se détremper et à nous empêcher de marcher; cependant, nous prîmes patience jusqu'à dix heures du soir, et, voyant que la pluie ne cessait pas et que la marche devenait impossible, nous nous arrêtâmes à la montagne Ferravente, dans la bergerie de Niccolo Provenzano; nous nous séchâmes un peu, et, après

avoir donné ordre au patron que personne ne bougeât de ces baraques sans ma permission, nous nous couchâmes.

Remarque. — Les paysans sont ici aussi royalistes qu'ailleurs, mais beaucoup plus lâches. La crainte d'être emprisonnés et l'envie d'avoir de l'argent leur fait faire toute sorte de bassesses. Le 12, on ne m'a pas rendu quatre piastres; le 13, on m'a volé trente francs qu'on devait employer à l'achat de souliers et d'autres choses très-nécessaires. Ce même jour, ou plutôt la nuit, on est allé me dénoncer à la garde nationale de Sant'Angelo, et, cette nuit, on a fait la même chose, seulement je ne sais pas où.

16 octobre.

Six heures du matin. — Le patron et deux de ses bergers viennent de disparaître furtivement et je devine pourquoi. Ceci me décide à me sauver au plus vite vers le bois de la Salandra, malgré la pluie qui nous inonde. J'emmène un enfant qui peut avoir douze ans, pour le garder en otage toute la journée.

Sept heures. — Nous nous arrêtons pour manger un morceau de pain.

Sept heures et demie. — Nous nous remettons en marche.

Huit heures dix minutes. — Voyant que je dois me découvrir si je vais plus loin, je m'arrête pour attendre les événements, ou l'heure propice pour nous mettre en route.

Deux heures du soir. — L'humidité, le froid et la faim me forcent à décamper.

Trois heures et demie. — Nous découvrons une baraque où nous trouvons une demi-ration de pain que je fais répartir et me remets en route.

Quatre heures et demie. — J'arrive dans une petite maisonnette où j'ai trouvé du bétail. Je fais tuer deux moutons; nous mangeons l'un et nous gardons l'autre pour demain.

Huit heures. — Je me remets en route pour traverser la rivière Grottola.

Neuf heures. — Nous finissons de passer la rivière, et cinq hommes armés se jettent sur nous en nous disant de nous arrêter. Nous leur tombons dessus; ils fuient à toutes jambes et passent en sens contraire la rivière, que je laisse à dos sans faire feu. Immédiatement après, nous prîmes la route de Grassano, où il y a une garnison piémontaise, pour éviter de faire un grand détour.

Onze heures. — Nous longeons la partie nord extérieure de la ville, en attendant un *Qui vive?* qui ne vient pas. Nous avons passé tout près de l'église et sans accident.

Remarques. — Le bois de la Salandra est magnifique; on aurait besoin d'une quinzaine d'heures pour en faire le tour. Le terrain en est fort bon, et par là susceptible de produire toute sorte de choses, même des figues et des olives; mais on n'y a essayé la culture sur rien. Les arbres

qui abondent le plus dans sa grande enceinte sont les chênes. Je pourrais parler de bien d'autres arbres si j'en avais le temps; mais je crois que ceux-là suffiront pour donner une idée de la belle végétation de cet endroit. Les siècles qui ont passé sur les têtes touffues de ces rois des forêts n'ont laissé aucune trace sur leur fraîcheur. Ils sont ce qu'ils pouvaient être il y a cent ans, et je crois qu'un siècle de plus ne changera pas leur aspect, si le feu ou la cognée ne s'en mêlent. Une tige colossale et entière, des branches proportionnées à leur élévation et à leur grosseur, un feuillage épais et frais comme les eaux des fontaines qui coulent souvent à leur pied, font le complément de ce portrait dessiné à grands traits. Cependant je dois dire quelque chose des feuilles de ces arbres; j'en ai pris en plusieurs endroits qui avaient quatre pouces de long sur trois de large. La partie supérieure a une forme ovale, sans que pour cela elle laisse d'être très-gracieusement dentelée tout autour.

17 octobre.

Quatre heures du matin. — Nous arrivons à la montagne Piano-della-Corte, et nous nous mettons dans une baraque de don Joseph Santore, capitaine de la garde nationale de Tricarico, où je me décide à passer la journée, quoique j'aie à ma droite et au midi Monte-Solero, ville de six mille âmes, et Tricarico sur ma gauche, et, par conséquent, au nord.

Trois heures et demie du soir. — Je me remets en marche pour atteindre la province d'Avellino, où nous arriverons dans deux ou trois jours, si le temps se remet et si les circonstances le permettent.

Remarques. — Nous avons traversé une plaine fort grande et fort riche, mais j'ai remarqué que l'agriculture s'y trouve très-arriérée. Cependant, comme la terre est bonne, elle produit beaucoup de blé et beaucoup de fruits, presque sans culture. Que serait-ce s'il y avait à Naples un bon ministre qui eût donné de l'impulsion au travail, et un autre qui eût réglé d'une main ferme les affaires de la justice, que je trouve très-négligées partout? Une loi, si elle n'existe pas, prohibant le mariage à la jeunesse avant qu'elle ait servi et obtenu un congé, est nécessaire, à mon avis.

18 octobre.

Deux heures et demie du soir. — Je me remets en mouvement sans guide, comme hier, pour suivre, bien qu'à tâtons, la direction du côté de Naples.

Trois heures et demie. — Zafra me signifie qu'il veut partir avec le soldat Martin, et j'y consens. L'intempérie du temps, la faim, la fatigue et la couchette à la belle étoile ne peuvent pas convenir à des hommes relâchés dans les mœurs, et, par conséquent, sans moral. J'aurais pu les fusiller, mais cela n'aurait pas été les punir. Lorsque je le pourrai, je ferai connaître leur lâcheté partout, et

surtout en Espagne, pour les faire mépriser partout et toujours.

Trois heures trois quarts. — Je me dirige, faisant un grand détour pour éviter un village, vers le fameux bois de Barile, et de là vers le bois de Manguesci-Pichitello, où je compte manger quelque chose.

Cinq heures et demie. — Nous errons dans le bois de Barile sans trouver une issue, et, par conséquent, sans savoir où nous allons.

Cinq heures trois quarts. — Nous entendons une clochette et nous la suivons; peu de temps se passe et nous rencontrons une baraque et trois hommes qui gardent des juments. Nous en prenons deux qui nous guident au bois Manguesci, où nous mangeons un mouton et un agneau avec du pain que nous rencontrâmes par miracle.

Onze heures du soir. — Nous nous mettons en route pour prendre position dans le bois de Monte-Morcone; chemin faisant, nous laissons à notre gauche Barile, Gensano et Forenza.

19 octobre.

Bois de Lagopesole. Deux heures et demie du matin. — Nous arrivâmes au bois indiqué ci-dessus, mais non sans peine. La pluie nous incommode beaucoup, et les détours que nous sommes forcés de faire nous font perdre un temps immense : nous avons mis plus de huit heures pour faire

quatre milles. La pluie continue à tenir toute la journée; nous sommes sans pain, mais je fais des démarches pour en obtenir.

Dix heures du matin. — Nous avons un peu de pain et quelques piments.

Trois heures du soir. — Quelques soldats des nôtres arrivent et me disent qu'à huit milles d'ici se trouvent mille hommes aux ordres de Donatello Crocco. Je me décide à lui envoyer M. Capdeville avec une lettre, escorté par deux soldats, pour voir si nous pouvons nous entendre, ce dont je doute beaucoup, vu que j'observe le plus grand désordre. Quel dommage que je n'aie pas trois cents hommes pour appuyer mon commandement! Oh! alors, les affaires prendraient une tournure bien favorable à la cause de Sa Majesté!

Quatre heures du soir. — Nous changeons de place, mais nous restons dans le même bois.

Trois heures. — J'apprends que les forces piémontaises des environs sont très-petites, bien qu'on ne sache pas dire au juste leur nombre, et qu'elles ont avec elles deux pièces de montagne.

20 octobre.

Six heures du matin. — Rien de nouveau, si ce n'est que la nuit a été très-froide.

Dix heures. — On me dit que l'on fait ici ce qu'on fait

d'ordinaire partout où j'ai passé : on emprisonne les royalistes à tort et à travers.

21 octobre.

Sept heures du matin. — Les deux soldats qui ont escorté Capdevila [1] sont de retour sans lui ni une de ses lettres (silence qui n'est pas bien de sa part), en nous disant que nous devons aller rejoindre la force, — et c'est ce que nous ferons après avoir mangé.

Dix heures du matin. — Nous nous mettons en mouvement pour aller rejoindre la force et Capdevila, qui n'est pas venu et qui se trouve au bois de la Capersola (Lagopesole).

Une heure dix minutes du soir. — Nous faisons une halte pour nous reposer.

Trois heures et demie. — Nous nous réunissons à une petite force, mais nous en attendons de plus grandes. Celles-ci doivent arriver avec le chef de bande.

22 octobre.

Six heures du matin. — Le chef de la bande est arrivé cette nuit, mais je ne l'ai pas encore vu. Il est allé coucher avec

1. Ce Capdevila était un Espagnol qui avait servi sous Borjès, dans les guérillas de son pays. En Basilicate, blessé au pied, il fut forcé de rester en arrière et de se cacher dans le bois de Lagopesole, où il ne fut pris que le 9 janvier 1862. — Toute la fin de ce journal est inédite et copiée exactement sur le manuscrit français de Borjès : je n'ai corrigé que l'orthographe.

sa femme qu'il tient dans un des coins de ce bois, au grand scandale de quelques-uns.

Huit heures et demie. — Le chef de bande arrive. Je lui fais voir mes instructions, et, malgré cela, il se sert de faux-fuyants. Je crains que je n'en *tirerai* pas parti ; cependant tout n'est pas désespéré : il me dit que nous devons attendre l'arrivée d'un général français qui se trouve à Potenza et qui doit arriver demain soir, pour voir ce qu'il dit avant de nous décider à rien de définitif.

Deux heures du soir. — Le chef de bande part sans me dire où il va. Il se fait donner le titre de général.

J'oubliais que je lui ai proposé de prendre cinq cents hommes d'infanterie et cent chevaux, en l'assurant qu'avec cette force je me sens capable de tenir la campagne. A cela il me dit que les fusils de chasse sont inutiles pour se présenter en face de l'ennemi. Mais je lui combats ces arguments, bien qu'inutilement.

23 octobre.

Huit heures du matin. — M. de Langlois arrive avec trois autres officiers : il se donne comme général et agit en imbécile. Je le laisse faire pour voir si sa naissance le rappellera à son devoir ; — mais, voyant que plus je me tais, plus il s'encourage, je l'appelle et le somme d'exhiber ses instructions ; il me dit qu'il n'en a pas d'écrites, et dès lors il baisse pavillon.

Carmine Crocco, chef de la bande, est très-attentif, pour

le moment, mais il ne s'empresse guère de réunir ses forces pour les organiser.

Quel dommage que je n'aie pas cinq cents hommes pour me faire obéir promptement!

24 octobre.

Six heures du matin. — Rien de nouveau pour le moment. Nous passons la journée au même point.

25 octobre.

Six heures un quart du matin. — Trois coups de fusil nous annoncent l'apparition de l'ennemi.

Sept heures. — Nous nous rencontrons avec l'ennemi à cent pas de distance. Une vive fusillade s'engage entre une quarantaine de bersagliers et une vingtaine de nous.

Je soutiens les efforts des ennemis pendant une heure.

Huit heures. — Les ennemis nous ont entourés ; nous laissons ceux qui nous attaquent de front et nous nous jetons sur ceux qui nous attaquent par derrière.

Huit heures et demie. — Grande perte. Mon bras droit, le major L. Caudet (Landet?), est atteint à la tête par deux balles et reste *sur les camps*. Quatre cents piastres qu'il avait sur lui et son fusil restent au pouvoir des ennemis. Ceux-ci lui ôtent tout, moins le caleçon et la chemise. Au même moment, on blesse gravement un des quatre Calabrais qui m'ont accompagné, nommé Domenico Antonio il Rustico, et la balle qu'il a reçue empêche *que je ne sois pas blessé* (*sic*).

Deux heures et demie du soir. — L'ennemi se tient en embuscade dans le bois, pendant que j'envoie le Calabrais au médecin.

J'ai décoré deux individus de la bande *de nous,* pour la bonne conduite qu'ils ont tenue le matin, mais je n'ai pas leurs noms.

Le capitaine de cavalerie Salinas me manque à cette heure, mais j'ignore s'il est mort.

26 octobre.

Six heures du matin. — Nous occupons le même bois. Le capitaine Salinas manque toujours. Ma conviction est qu'il est mort.

Huit heures. — Crocco, qui est très-rusé, gagne du temps et ne tient pas la promesse d'organiser qu'il m'avait faite. Je ne peux pas comprendre cet homme, qui, à vrai dire, amasse beaucoup d'argent; il cherche l'or avec avidité.

Neuf heures. — De Langlois m'apprend que Crocco a reçu une lettre d'un chanoine qui lui promet pardon complet, s'il se présente avec sa bande. Je crains, vu leur silence, sur une affaire si grave, vis-à-vis de moi, que, rempli d'argent et vaincu par sa concubine, qu'il traîne avec nous, il ne fasse *pas* quelque chose d'ignoble.

L'affaire d'hier ne diminue pas mes soupçons. Lorsque nous avons vu que l'ennemi venait à nous, il a pris les devants; — mais, en arrivant à une certaine distance, il a

Du même bois, 28 octobre.

Sept heures du matin. — Nous formons le monde pour savoir combien nous sommes et *lui* donner une organisation.

Sept heures et demie. — Le chef donne contre-ordre et dit qu'il ne veut pas; que nous pouvons former deux compagnies, en attendant qu'il se réunisse cent trente hommes qu'il dit attendre, mais inutilement.

Dix heures et demie. — De Langlois, homme que je crois fort intrigant, me dit qu'hier au soir il a eu une conférence de plus de deux heures avec Crocco, et que celui-ci lui a dit : « Si j'admets une organisation, je ne serai plus rien, tandis qu'en restant dans ces bois, je suis tout-puissant, parce que personne ne les connaît mieux que moi, ce qui n'arrivera pas si je tiens la campagne. Du reste, les soldats m'ont nommé général, et, moi, j'ai fait des colonels, des majors et autres qui, comme moi, ne seraient rien si je cédais. Du reste, je n'ai été que caporal, ce qui veut dire que je n'entends rien au militaire, » d'où il sent qu'il n'aurait plus de prépondérance le jour où l'on agira militairement.

29 octobre, du même point qu'hier.

Sept heures du matin. — De Langlois me rapporte ceci : « Hier au soir, j'ai eu une conversation avec le neveu de Bosco [1], seul homme à qui Crocco *fait* ses confidences. » Je

1. Voir la note à la page 230.

lui ai dit : « De Langlois, qu'est-ce que Crocco veut? — Il prétend, et m'a chargé de vous le dire, qu'il lui soit donné un brevet de général signé de Sa Majesté, et d'autres promesses pour l'avenir qu'il ne *nomme* pas, une somme conséquente d'argent, et je ne sais plus quoi encore. » De Langlois lui aurait répondu que l'on ne peut pas se compromettre à lui assurer de pareilles choses, mais que la manière de se faire régulariser était certainement celle de se donner des chefs. Crocco et tous les siens ont volé beaucoup, et, par conséquent, ils ont un argent immense, qu'ils veulent conserver et augmenter. S'ils voient que l'on adhère à leurs vues, ils consentiront à travailler pour la cause de Sa Majesté; *mais, dans le cas contraire, ils ne travailleront que pour eux,* comme ils l'ont fait jusqu'ici.

Midi. — J'apprends que quatre gardes nationaux de Livacanti (?) ont fusillé hier la femme nommée Marie-Thérèse de Genoa, pour avoir son beau-frère avec nous.

Neuf heures du soir. — Il arrive en ce moment quelques maraudeurs qui se sont trouvés avec un garde national qui, *vilainement,* a fait feu sur eux; ils lui sont tombés dessus, et, après avoir envoyé cinq coups de feu, ils l'ont tué et désarmé.

30 octobre.

Neuf heures du matin. — Même point qu'hier ; mais, en ce moment, nous avons une alarme, et la troupe de Crocco se sauve comme un troupeau de moutons; je reste avec mes

officiers à regarder et à me moquer d'eux, pour leur faire venir le rouge à la figure, et par là les forcer à faire bonne contenance; mais ma peine est inutile.

Dix heures et demie. — Nous changeons à une heure de distance de l'endroit que nous avons laissé, mais dans le même bois.

Cinq heures du soir. — De Langlois vient me dire que le père de Crocco se trouve en relations avec le général La Chiesa et que celui-ci a écrit une lettre à Crocco, l'invitant à se présenter avec sa bande. Celui-ci aurait répondu, d'après de Langlois, que c'est lui, le général La Chiesa, qui devrait se présenter à nous. La Chiesa aurait répondu : « Si l'on veut me donner six mille ducats et trente piastres par mois, je leur livre la province. Or, comme je vois que la réaction est faite, ce que j'ai de mieux à faire, c'est d'en tirer le meilleur parti possible (!!!). » Je n'ai pas, il est vrai, les ducats en question; malgré cela, j'ai dit à de Langlois qu'aussitôt que La Chiesa nous aurait livré une grande ville, je lui remettrais les six mille ducats. J'ai fait observer à de Langlois que je révoquais en doute tout ce qu'il me disait, et que Crocco ne m'avait rien dit sur cela. « Crocco y croit, m'a-t-il dit; mais il ne vous en parle pas, parce qu'il veut faire ceci sans vous en parler. » De Langlois m'a dit encore que Crocco voudrait conserver le commandement apparent de général. « C'est bien, ai-je dit, qu'il fasse triompher la cause et j'y consens; mais je sais qu'il pense une chose et

qu'il se pourrait bien qu'il lui en arrivât une autre. Les soldats et le pays nous admirent depuis l'affaire du 25, et je crois que, le jour où il me conviendra d'élever la voix, Crocco ne sera plus rien. » Quoi qu'il en soit, je me décide à rester jusqu'au dénoûment de toutes ces intrigues, pour voir si elles offriront quelque chose dont je puisse tirer parti. Si j'avais quelques centaines de mille francs, trois cents hommes et un certain nombre d'officiers, il est très-probable que je deviendrais le maître de la situation.

31 octobre.

Sept heures et demie du matin. — Crocco me lit une lettre d'un chef de bande, et dans laquelle il met cinq cents hommes à ma disposition. S'il ne change pas d'avis, nous irons la rejoindre cette nuit sans faute, et nous formerons demain même le 1er bataillon.

1er novembre.

Hier, nous nous sommes mis en marche pour aller au bois l'Ariusa (?) de Potenza; chemin faisant, nous avons longé la Serra Tocopo-Palese (?), qui va du nord au midi; à son déclin, nous avons trouvé la rivière de la Serra del Ponto, et nous sommes arrivés vers les deux heures du matin au point sus-indiqué.

2 novembre.

Une heure du soir. — Rien de nouveau, si nous laissons à part que nous sommes sans rations. On nous dit que plus

tard nous en aurons; mais je désespère en voyant l'heure si avancée et le soldat mourant de faim.

3 novembre.

Rien de nouveau.

Onze heures. — Nous sortons du bois et nous allons à Trivigno, qui est distant de quatre milles (c'est une commune de 2,500 âmes).

Une heure et demie du soir. — Nous arrivons au lieu indiqué, et on nous reçoit à coups de fusil.

Trois heures et demie. — Après un combat de plus de deux heures, la ville est emportée; mais je dois dire avec regret que le désordre le plus complet règne parmi les nôtres, et principalement par les chefs eux-mêmes. *Vols, meurtres et autres choses blâmables, ont été la suite de* CET ASSAUT. Mon autorité est nulle.

4 novembre.

Six heures et demie du matin. — Nous sortons de Trivigno et nous nous dirigeons vers Castel-Mezzano, où nous arrivons à onze heures et demie. Nous y ferons une halte de deux heures.

Trois heures du soir. — Nous nous mettons en marche en nous dirigeant vers le bois de Cognati, où nous arrivons à sept heures du soir. J'apprends à huit heures et demie que Crocco, de Langlois et Serravale ont fait à Trivigno les plus grandes *coactions*; l'aristocratie de l'endroit se trouvait ca-

chée chez le syndic, et les susnommés, qui se sont logés là, l'ont rançonnée ignoblement; *de plus, on parcourait la ville et on menaçait de brûler les maisons des particuliers, si on ne leur donnait de l'argent.* Cependant, de Langlois étant questionné par moi sur les sommes réunies dans cet endroit, il m'a répondu que le syndic lui avait remis deux cent quatre-vingts ducats seulement, et que c'était tout ce qu'on avait pu recueillir.

5 novembre.

Six heures et demie. — On donne l'ordre de former (de nous reformer) pour nous diriger je ne sais pas où.

Onze heures. — Nous rencontrons huit gardes nationaux que nous chassons devant nous jusqu'à Caliciano (Calciano). Là, nous nous arrêtons, *et on saccage tout, aussi bien aux royalistes qu'aux libéraux,* d'une manière horrible. On a même assassiné une femme; et même, d'après ce que l'on me dit, trois ou quatre paysans.

Cinq heures et demie. — Nous arrivons à Garaussa (Garaguso), où le curé, conjointement avec quelques autres personnes, est sorti avec le Christ en nous demandant une paix que je lui accorde volontiers. Dieu veuille que les autres fassent la même chose [1]!

Je ne raconte rien de la scène qui s'est passée lorsque j'é-

1. Ces lignes sont écrites à l'encre dans le manuscrit de Borjès. Le reste est au crayon.

tais parti moi-même par l'indignation que m'avait causé le désordre.

6 novembre.

Dix heures du matin. — Nous nous mettons en marche pour aller attaquer la Salandra, où il y a une garnison d'une centaine de garibaldiens et un détachement de Piémontais. Aussitôt qu'ils nous ont aperçus, ils ont pris position sur une hauteur qui se trouve à la partie nord, inexpugnable. Lorsque je me suis trouvé à une demi-portée de fusil, j'ai expédié le major François Foms, à la tête d'une demi-compagnie, qui, malgré l'escarpement du pays et le feu qu'il essuyait, a pris possession du point qu'occupaient les ennemis. Ceux-ci, refoulés, ont occupé les maisons et ont essayé une plus vigoureuse résistance; mais, s'étant aperçus que j'allais les prendre à revers avec ma colonne, ils ont abandonné la ville au pas de course. Lorsque je les ai vus, je suis tombé dessus. Nous en avons tué douze, pris leur drapeau et fait des prisonniers. De notre côté, nous avons eu le chef Serravale blessé à la tête, et cette blessure n'offre pas de gravité. *La ville a été saccagée* (Salandra est un village de 2,000 âmes).

7 novembre.

Serra di Cucariello, commune de Salandra, deux heures et demie du soir. — Le signor Angelo Serravalle se meurt en ce moment-ci. On me prie d'écrire à Sa Majesté de faire bâtir un château dans cet endroit.

8 novembre.

Trois heures du matin. — Nous formons la troupe, et, avant de partir, Crocco fusille dans un salon de la ville (de la maison de ville) don Pian Spazziano, et puis nous avons fait route vers Craco, où nous sommes arrivés à trois heures du soir. La population tout entière est venue nous recevoir; *malgré cela, il y a eu désordre.*

9 novembre.

Six heures et demie du matin. — Nous sortons de Craco, et nous faisons route pour aller à Aliano (tous villages de 1,000 à 2,000 âmes); mais, vers deux heures de l'après-midi, et sur la plaine Cupe (?) et sur la rivière la Aimella (?), nous avons rencontré une quarantaine de gardes nationaux que nous avons attaqués avec vivacité. En nous voyant, ils se sont sauvés précipitamment vers un bois voisin; mais, malgré cela, la cavalerie les a atteints et en a tué quatre et fait un prisonnier, que j'ai fait relâcher, car il n'avait pas fait usage de son fusil.

Sept heures du soir. — Nous arrivons à Aliano, où la population nous reçoit, le prêtre et la croix en tête, aux cris de « Vive François II! » *mais cela n'empêche pas que le plus grand désordre règne pendant la nuit.* Ceci serait étonnant si *le chef de la bande et ses satellites n'étaient pas les premiers voleurs que j'aie jamais connus.*

10 novembre.

Neuf heures du matin. — Mes avant-postes me préviennent qu'une force ennemie paraît sur l'Acinella; je sors immédiatement pour la reconnaître, et je m'aperçois qu'elle est d'un total de cinq cent cinquante à six cents hommes. Je fais former mon monde, qui ne dépasse pas quatre cents hommes, en face d'eux, et j'attends les dispositions de l'ennemi pour prendre les miennes. Bientôt je m'aperçus que le chef piémontais était un ennemi qui ne connaissait pas son métier. Voyant son inexpérience, je m'adresse aux soldats en leur promettant la victoire s'ils veulent me croire; ils me le promettent, et je me mets en mouvement. Lorsque j'eus gagné la chapelle qui est à une portée de fusil et au couchant du village, j'envoie la 1re compagnie, aux ordres du capitaine François Foms, en le prévenant qu'il ait à déployer en tirailleurs la moitié de sa force et suivre avec le reste pour protéger les tirailleurs, en suivant toujours la route qui va d'Aliano à la rivière. En même temps, j'ordonne au lieutenant-colonel de cavalerie commandant la 2e compagnie qu'il marche sur une crête que le terrain forme à droite et qu'il prenne l'ennemi en flanc; ce qu'il exécute avec une grande précision, pendant que la 1re compagnie l'attaquait vigoureusement sur son front. Comme l'emplacement du lit de la rivière est très-large, j'ai placé la cavalerie à l'arrière-garde de la 1re compagnie, en lui ordonnant de passer la rivière et d'aller se placer dans

une île plantée d'oliviers pour prendre l'ennemi à dos.

Pour moi, j'ai pris le reste de l'infanterie et j'ai marché en colonne au centre de deux ailes, pour les protéger en cas d'échec; mais l'impulsion des deux compagnies a été tellement vive, que l'ennemi n'a pas pu soutenir le premier choc. J'attendis que la cavalerie donnât pour leur faire mettre bas les armes. Vaine espérance: je regarde, et je la vois à ma droite, pied à terre et dans un ravin, qui s'amusait à faire feu au lieu de faire ce que j'avais ordonné. Cette circonstance a *mis* (rendu) l'action douteuse; mais, comme je l'ai fait avancer à coups de sabre, et j'ai marché rapidement avec la réserve, vers le centre de la rivière, j'ai eu encore une fois la supériorité sur l'ennemi, qui s'est reformé au pied d'un moulin. Le voyant fortement *possessionné*, j'ai détaché une section de compagnie de ma réserve pour le prendre à revers pendant que la 1re compagnie l'attaquerait de front, et la 2e sur le flanc gauche. Cette manœuvre a suffi pour le déloger de sa formidable position; mais, comme la hauteur des montagnes qui va du moulin à Steggiano (Stigliano?) est hérissée de monticules qui se défendent d'eux-mêmes, l'ennemi s'est reformé et a pris l'offensive en nous chargeant à la baïonnette. La seconde compagnie a soutenu la mêlée pendant dix minutes sur la droite, et la première en a fait autant sur la gauche. Pendant ce temps, j'ai pu arriver avec ma réserve, et dès lors la déroute de l'ennemi a été complète. Il s'est éparpillé dans les bois, à la débandade; mais nous en avons tué

une quarantaine (?), parmi eux un lieutenant, qui est mort héroïquement, lorsqu'ils nous ont chargé à la baïonnette, et nous avons fait cinq prisonniers, qui se sont engagés dans nos rangs. Exténués de fatigue, nous avons fait halte à un mille d'Astagnano [1], en laissant nos ennemis en paix.

Nos pertes sont nulles, ce qui est plutôt un miracle que le fait du hasard. Le lieutenant-colonel Augustin Lafond a reçu un coup de bouche de canon au-dessus du sourcil de l'œil gauche; mais ce n'est rien; un autre soldat a eu le côté de la tête effleuré d'une balle, et voilà tout.

Au bout d'une heure de repos, un courrier d'Astagnano vient nous dire que la population nous attend et nous prie d'y aller. En conséquence, je fais mettre la troupe sous les armes et je me mets en mouvement. A peine avions-nous défilé, j'aperçus des croix et des prêtres qui venaient à nous, et un peuple immense pavoisant la route avec des drapeaux blancs et criant : *Vive François II!* Au milieu de cet enthousiasme, nous sommes entrés triomphalement dans la ville, en donnant ordre aux soldats, que nous avions payés avant de les loger, de garder le plus grand ordre; *mais, comme ils ont l'habitude du mal, ils ont commencé à faire comme toujours;* ce qui nous a forcé à en fusiller deux sur-le-champ, mesure qui a remis tout en ordre subitement.

1. Probablement Stigliano, la commune la plus importante qu'ils aient occupée : 5,000 âmes.

11 novembre.

Astagnano. — Nous avons passé la journée tranquillement, ou plutôt en travaillant; il s'est présenté trois cents hommes de divers pays, de sorte qu'avec ces recrues, nous comptons sept cents hommes assez bien armés.

12 novembre.

Neuf heures du matin. — Nous partons d'Astagnano pour aller désarmer les nationaux de Cirigliano et ceux d'Orgoglio (Gorgoglione?). Au premier endroit, nous y sommes restés deux heures, ou pour mieux dire, nous en sommes sortis à une heure et demie du soir pour aller au second ; mais, lorsque nous avons été au pied de la montée, on vint nous dire que l'ennemi était à un mille. Voyant ma position fort compromise, j'envoyai le major Foms (ou Forne, ou Forns?), commandant la 1re compagnie, au village, et moi, avec le reste de la force, je pris position sur les hauteurs qui s'unissaient (?) sur ma gauche. Une fois que je fus en mesure de me défendre, j'attendis les événements, déployé en bataille. Au bout d'un quart d'heure, j'aperçus la tête de la colonne ennemie, forte de douze cents hommes, qui se jetait sur la route qui sépare les deux susdits villages; mais c'était trop tard. Comprenant la force de ma position, j'ai présenté la bataille à l'ennemi ; il a manœuvré jusqu'à la tombée de la nuit sans rien entreprendre. Sur quoi nous

nous mîmes en marche pour aller au bois de Montepiano de Pietra-Portassa (Pietrapertosa).

13 novembre.

Six heures du matin. — Nous partons du bois en faisant route vers Accettura; en arrivant à la hauteur de cet endroit, j'ai fait, malgré la volonté de Crocco, camper la troupe pour prévenir une surprise et le désordre, en ordonnant que l'on nous apporte du pain et du vin, ce à quoi on s'est prêté volontiers. Pendant que l'on distribuait les rations, le clergé, revêtu de ses ornements, croix en tête, s'est présenté pour me complimenter et me prier d'aller entendre une messe avec mes officiers. Je les ai remerciés en leur disant que, quoique je désirasse beaucoup accepter cette proposition, je ne le pouvais pas. Cependant je leur ai dit que ce qui était différé n'était pas perdu. Sur cela, on vint me dire que l'ennemi venait à nous. J'ai fait former la troupe et j'ai congédié le clergé.

Neuf heures et demie. — Les avant-postes découvrent l'ennemi, et je me mets en mouvement pour prendre position à Arausi (Garaguso?), où nous sommes arrivés vers midi.

Deux heures du soir. — L'ennemi est en vue. Je fais sonner la générale et lui présente la bataille; mais l'ennemi prend la défensive.

Six heures du soir. — Je me replie au bois appelé la Macchia-del-Cierro, où nous campons pour y passer la nuit.

Digitized by Google

14 novembre.

Six heures du matin. — Nous nous mettons en marche vers Grassano, où nous arrivons vers dix heures du matin. Nous logeons la troupe, et nos chefs s'en vont *voler* où bon leur semble.

Deux heures du soir. — L'ennemi s'approche et je lui présente la bataille, qu'il se garde bien d'accepter, malgré qu'il ait la moitié plus de forces que moi. Cependant on tire quelques coups de fusil de part et d'autre pendant le reste de la journée.

Huit heures du soir. — Voyant que l'ennemi ne se décide à rien, je laisse des avant-postes et me retire avec tout le reste de mes forces à la ville pour y passer la nuit.

15 novembre.

Sept heures et demie du matin. — L'ennemi reste sur les mêmes positions d'hier.

Huit heures. — Je retire mes avant-postes pour m'en aller vers San-Chirico, où nous sommes arrivés vers les onze heures. J'ai fait mettre un officier chez le capitaine des gardes nationales pour empêcher qu'on ne l'incommode, et je crois qu'il en a été très-content. Dans cet endroit, il y a eu un peu d'ordre, ce qui me fait un grand plaisir.

Trois heures du soir. — Nous nous mettons en marche pour attaquer le village Loagle (?); mais, en arrivant à un mille, nous campons et attendons le jour.

16 novembre.

Six heures du matin. — Je reconnais la position et je la trouve très-forte. Malgré cela, je fais prendre les devants à la 4e compagnie pour attaquer la gauche du village. J'envoie la 3e sur la droite et la 1re sur le centre. Le reste de l'infanterie reste avec moi sur la hauteur qui est à droite de la nouvelle route et en face du village.

Je destine une partie de la soi-disant cavalerie à gauche et une partie à droite, et celle-ci pour empêcher que l'ennemi ne puisse se retirer à Potenza. Lorsque l'infanterie est au pont qui se trouve au pied de la montée, l'ennemi fait une forte décharge et blesse un homme de la 1re compagnie; mais la troupe monte à l'assaut. L'ennemi, en vue de notre décision, se replie en partie et s'enferme dans un grand palais et, en partie, se sauve pour tomber entre les mains des nôtres, qui le massacrent.

Le capitaine de la 1re compagnie attaque le palais et l'incendie avec de la paille et des piments *enragés* (?); l'ennemi commence à sauter par un balcon; mais voilà que quelqu'un, je ne sais pas qui, se permet de faire sonner la générale. Le monde se forme et l'opération reste inachevée. Deux de nos blessés sont restés dans le village; nous avons deux morts et quelques blessés.

Lorsque l'alarme eut cessé, nous nous mîmes en marche pour aller attaquer Pietragalla, où nous arrivâmes vers les

trois heures du soir. Une fois que j'eus reconnu la position, j'envoyai la 3e et la 4e compagnie sur la droite de la ville; la 5e et la 6e, avec une partie de la cavalerie, vers la gauche, et la 1re et la 2e vers le centre. L'ennemi, fortement *positionné* derrière une muraille, ouvrit un feu très-vif; mais le major don Pasquale Marginet, lieutenant de la 2e compagnie, s'élance comme un éclair, suivi de quelques soldats, et s'empare des premières maisons de la ville.

Le capitaine le suivit avec le reste de la compagnie; et la ville, à part le château ducal, où les ennemis s'enfermèrent, fut emportée en un clin d'œil. Nous avons eu quatre morts et cinq blessés, ou plutôt nous avons eu neuf blessés entre les deux points que nous avons attaqués; et, parmi eux, le sous-lieutenant Laureano Carenas. L'affaire terminée, nous nous sommes logés pour n'être pas témoins d'un désordre contre lequel je ne puis rien, grâce au manque d'une force pour faire respecter mon autorité. *Je crains que Crocco, qui a beaucoup volé, ne nous fasse quelque trahison*[1]...

1. Il y a ici évidemment une lacune. On se demande pourquoi Borjès et sa bande quittèrent si tôt Pietragalla, si lestement enlevée, à son avis. Les documents italiens permettent de répondre à cette question. On sait que l'héroïque résistance des habitants de Pietragalla, enfermés dans le château, mit la bande en fuite et la força de se jeter dans les bois, après lui avoir tué quarante hommes. Et ce qu'il y a de plus remarquable en cette affaire, c'est que la garde nationale *seule*, sans le secours d'aucune troupe, suffit pour chasser Borjès et les bandits de Crocco.

17 novembre.

Dix heures du matin. — Nous formons (nous nous reformons) pour aller nous camper dans le bois de Lagopesole, où nous arrivons à quatre heures du soir. Crocco nous quitte, sous prétexte d'aller chercher du pain; mais je crains que ce ne soit pour cacher l'argent et les bijoux qu'il a volés pendant cette expédition.

18 novembre.

Une heure après midi. — Nous sommes au même bois sans Crocco et sans pain. La conduite du chef a fait qu'*en trois jours nous avons perdu la moitié de la force, ou près de trois cent cinquante hommes.*

Quatre heures du soir. — Nous décampons pour aller nous camper à un mille plus loin. — Crocco n'est pas venu.

19 novembre.

Huit heures du matin. — Crocco est arrivé; mais il ne s'est pas présenté à moi encore.

Midi. — Crocco fait sonner l'appel après avoir tiré plusieurs coups de fusil. Je monte sur la colline et demande ce que cela signifie. Crocco me répond que nous devons aller attaquer et prendre Avigliano, ville de 18,000 âmes. Je lui dis que cela ne se pouvait pas, vu que les nationaux de cet endroit nous étaient de beaucoup supérieurs en force numérique. Il m'objecta qu'il fallait aller quelque part. Je

lui répondis que nous attendions avec impatience. Il me répondit que cela lui plaisait et qu'il m'y conduirait. Sur ce, il disparut et alla se consulter avec ceux qu'il n'aurait jamais dû voir ni entendre, et vint me dire que nous pouvions nous mettre en marche; et c'est ce que nous fîmes.

Lorsque nous eûmes marché quelque temps, je demandai à un homme du pays quelle était la route que nous suivions. « Celle, dit-il, d'Avigliano. » Je n'ai rien dit à personne, mais j'ai bien pensé que cet homme sans foi nous avait joué un mauvais tour. Il ne s'était pas passé un quart d'heure, lorsque le major de cavalerie vint me dire : « Mon général, nous prendrons une jolie ville. — Nous allons donc à Avigliano? lui dis-je. — Oui, monsieur. — Eh bien, je proteste contre cette entreprise. »

Trois heures du soir. — Nous arrivons à Avigliano. Crocco me dit de prendre mes dispositions pour l'assaillir et le prendre. Je lui réponds que, puisqu'il fait le contraire de ce que nous avions dit, il pouvait prendre telles dispositions qu'il lui plairait, puisque je ne voulais pas prendre sur moi une entreprise qui ne pouvait pas réussir. Alors il a fait attaquer la place avec toute la force et sans laisser une réserve. Une fois le feu ouvert, il s'est retiré sur les hauteurs et *j'ai* resté pour voir ce qui se passe.

La redoute qui se trouve au flanc de la ville et au nord fut prise de prime abord par la 1re compagnie, soutenue par la seconde; mais on n'a jamais pu enlever une chapelle qui se trouve sur la même ligne et protége les abords du

centre de la ville. La droite a été attaquée par le reste de la force; mais elle a été tenue en échec par une muraille qui barricade la partie du couchant de la ville. Bref, la nuit est arrivée et, avec elle, un brouillard et une pluie insupportable, tant elle était froide. Alors Crocco a fait sonner la retraite et nous nous sommes retirés à un petit hameau, nommé Paolo-Duce, — où nous avons passé, gelés et trempés jusqu'à la peau, une nuit assez mauvaise, avec plus de raisons que dans un autre endroit... (encore plus mauvaise que partout ailleurs?) puisque nous l'avons passée à jeun. Cette circonstance, jointe aux désordres précédents, nous a encore fait diminuer la force, qui était déjà assez petite. Pendant la nuit, je n'ai jamais pu savoir où était Crocco.

20 novembre.

Cinq heures du matin. — Je fais sonner le réveil.

Six heures et demie. — Je fais sonner l'appel. Ninco-Nanco se présente et me dit qu'il va me servir de guide, comme il le fait, en effet. Au bout d'une demi-heure de marche, on me dit que Crocco se trouve à une petite maison de campagne qui se trouve à deux cents pas, et à gauche de la route que nous suivons. En ce même moment (huit heures), il me fait avertir de faire halte. Je m'arrête et l'attends, mais inutilement.

Neuf heures du matin. — Ninco-Nanco, Donato et un autre des officiers viennent me dire que Crocco nous a quittés.

Je réunis tous les officiers pour leur demander ce qu'ils veulent faire, en les assurant que j'étais décidé à aller jusqu'au bout s'ils voulaient persister. Bosco prend la parole [1] et s'exprime très-bien; mais un autre officier de la bande dit que les soldats ne suivront pas, s'ils sont commandés par des officiers espagnols; que, d'autre part, j'étais destiné pour commander en Basilicate, ce qui m'a expliqué toutes les intrigues de celui-ci (?). Cependant j'ai fait donner la démission à tous mes officiers, pour prouver à ceux de la bande que nous servions par dévouement et non par intérêt. De Langlois, pendant cette réunion, s'est tenu à l'écart, mais en écoutant le résultat. Comprenant qu'il était l'âme de tout cela, j'ai dit aux officiers de la bande de délibérer entre eux, leur promettant que j'adhérerais à leur décision.

La décision terminée, ils ont placé les officiers de la bande à la tête des compagnies, et de Langlois s'est mis à la tête, sans que l'on m'ait fait part de ce que l'on avait résolu, bien que je pusse le deviner très-bien, puisque de Langlois fait donner ordres d'officier, l'appel et autres choses, sans me dire pourquoi et sans me demander la permission. Bref, on m'a destitué assez maladroitement.

21 novembre.

Hier au soir, de Langlois m'envoya son adjudant, me priant de sa part d'être prêt à partir aujourd'hui à la pointe

1. Ce Bosco, déjà nommé, se faisait passer pour le neveu du général de François II. Mais le vrai Bosco renie cette parenté crottée.

du jour. Cependant il est huit heures et nous sommes encore au bois de Lagopesole.

Huit heures et demie du matin. — Nous nous mettons en marche, je ne sais pour aller où.

Neuf heures et demie. — Nous faisons halte dans une clairière, où nous découvrons Rionero.

Dix heures quarante-cinq minutes. — Nous nous remettons en marche pour nous en aller à Santa-Laria (?), où nous arrivons à une heure quarante-cinq minutes.

22 novembre.

Nous nous mettons en marche à six heures et demie du matin pour aller à Bella, où nous arrivons à midi. De Langlois s'arrête et forme sa troupe; moi qui me trouve à l'arrière-garde, je m'arrête aussi. De Langlois vient me trouver pour me demander si je comptais prendre le commandement pour attaquer la ville. Je lui réponds que celui qui s'arroge toutes les choses, doit donner direction à celle-ci. Ne sachant que dire, il s'en est allé et a pris ses dispositions, pour me prouver sans doute qu'il n'a jamais été militaire. Or, il y a quatre heures qu'on attaque cette position sans qu'on ait pu s'en emparer, et cependant un quart d'heure suffisait pour l'emporter.

Quatre heures et demie du soir. — La ville est entamée de deux côtés, puisque je vois brûler trois maisons; mais le feu de l'ennemi ne ralentit pas le moins du monde.

Six heures du soir. — Nous avons une rue à peu près de la partie sud de la ville; le centre et une grande *part* de la partie nord restent au pouvoir des *révolutionnaires. Ce qui est en notre pouvoir commence à brûler d'une manière affreuse.*

23 novembre.

Six heures et demie du matin. — Nous sortons de la ville, ou plutôt du tiers dont nous nous sommes emparés; un lieutenant y reste mortellement blessé. Nous allons former (nous reformer) au levant et à une portée de fusil des ennemis.

Huit heures et demie. — Nous nous mettons en marche pour aller rejoindre les forces éparses qui se trouvent au midi de la ville.

Dix heures. — Crocco, qui a reparu hier, brûle les maisons de campagne qui se trouvent au couchant de la ville.

Onze heures. — Nous nous mettons en marche pour aller vers Muro.

Midi. — Quelques coups de fusil retentissent à l'avant-garde. L'infanterie crie : « Alarme (aux armes)! la cavalerie en avant! » Bientôt je m'aperçus qu'on distribuait les compagnies en diverses directions et fort mal à propos.

Une heure du soir. — J'arrive au sommet de la Serra et je vois tout notre monde en dispersion. Quelques coups de fusil s'engagent aux abords d'une taverne; j'y vais pour voir

ce que c'était; à moitié chemin, je rencontre Crocco et Ninco-Nanco qui se sauvent à toutes brides. Malgré cela, je marche en avant, bien que je n'eusse aucun commandement, pour savoir le nombre des ennemis qui nous attaquaient. En ce moment-là, je vois de Langlois qui se met à couvert, seul, des balles ennemies. Je lui demande où sont les capitaines des compagnies et il ne me répond pas. Je suis mon chemin en avant avec les officiers qui me restent et quelques soldats italiens, et je découvre l'ennemi, qui tue, d'un coup de feu, un de ces derniers. Je le reconnais (l'ennemi) et je m'aperçois que sa gauche se sauve; la droite, appuyée sur un bosquet de chênes, soutient son poste. Nos soldats, se voyant sans officiers, se débandent, abandonnant les blessés, le fruit de *leurs rapines* (*sic*), les bagages et quelques fusils, et se sauvent à toutes jambes devant les gardes nationaux qui étaient venus de Balvano. Au milieu de ce début fort douteux (ou coûteux?), nous nous sommes sauvés vers une petite rivière qui coule au pied d'une montagne, au couchant, et, une fois que nous l'eûmes traversée, de Langlois a fait reformer son monde, ce qui ne lui a pas été bien difficile, attendu que l'ennemi n'a pas osé nous suivre. *Ensuite après*, nous avons fait route en suivant le cours de la rivière, qui va du nord au midi (probablement le Fiume di Muro); et, après une heure de marche, nous avons rencontré une compagnie de quarante-sept hommes, admirablement bien formée et disciplinée. Cette force a pris les devants et nous avons suivi, derrière elle, la direction de

Balvano, où nous sommes arrivés à neuf heures du soir. La ville était toute illuminée, et, à notre entrée, on nous assourdissait fort agréablement en criant : *Viva Francesco II*[1] !

L'évêque, quelques prêtres et la garde nationale (ou du moins ce qu'il en restait à Balvano) se sont enfermés au château, qui se trouve au midi et dans une position inexpugnable. Les *nationales* nous ont fait dire qu'ils seraient bien heureux qu'on respectât les propriétés, et qu'ils ne feraient pas feu quand même les nôtres tireraient sur eux. Le capitaine (de la garde nationale) est sorti et s'est abouché avec Crocco. Don Giovanni et de Langlois ont été au château, mais j'ignore ce qu'on a dit et ce qu'on a fait. Ce que je sais, et ce qui me fait le plus de plaisir à écrire, c'est que l'ordre le plus complet a régné dans la ville pendant la nuit.

24 novembre.

Balvano. Sept heures et demie du matin. — Nous montons la montagne du levant, et, quand nous sommes à mi-chemin, nous contre-marchons et nous dirigeons à Ricigliano (principauté Citérieure), où nous arrivons à une heure du matin et où l'on nous reçoit avec des branches d'olivier à la main.

1. Notez bien que les gardes nationaux, c'est-à-dire les forces libérales de Balvano, étaient allés à Muro, où ils avaient battu la bande de Crocco, qui, chassée par eux, s'en vint prendre leur village abandonné. Ce n'est pas l'épisode le moins curieux de cette campagne.

Onze heures du soir. — Les désordres les plus inouïs se passent dans cette ville; je n'ose pas donner les détails, tant ils sont horribles en tous sens.

25 novembre.

Six heures et demie du matin. — On forme (on se reforme); mais, comme il faut longtemps pour cela, je ne sais si c'est pour marcher ou pourquoi.

Huit heures et demie. — Crocco fait dire d'avancer l'avant-garde parce que l'ennemi est sur nos traces.

Neuf heures. — J'entends une fusillade assez vive.

Neuf heures cinq minutes. — Le feu ralentit et les *nationales* se retirent. Les Piémontais, au nombre de cent hommes, ont pris une forte position et ne bougent pas.

Midi quarante-cinq minutes. — Nous nous réunissons et suivons la marche pour aller dans quelques baraques qui se trouvent à cinq milles de chemin, et où nous couchons fort mal et ayant un froid horrible.

26 novembre.

Sept heures et demie du matin. — Nous nous mettons en marche à travers des montagnes très-élevées et très-froides. A midi, nous descendons la montagne et nous rencontrons une force de quarante hommes. Elle se prépare au combat, mais sans avoir le courage de résister au premier choc; une charge de cavalerie a suffi pour les faire enfermer à Castello-Grande.

Deux heures et demie du soir. — Nous suivons notre chemin, en nous dirigeant à Pescopagano, où nous arrivons à trois heures quarante-cinq minutes du soir. La ville investie, une vive fusillade s'engage, mais nos soldats oscillent. Le lieutenant-colonel Lafond et le major Foms disent alors, en s'adressant à la troupe : « Nous n'avons pas de commandement; cependant, si vous voulez nous suivre, nous prendrons la ville. » Sur la réponse affirmative de ces derniers, ils s'élancèrent et la position fut emportée en un quart d'heure.

27 novembre.

(Il y a ici, dans le manuscrit, cinq lignes effacées.)

Cinq heures du matin. — J'envoie le capitaine de cavalerie Martinez à Crocco, pour lui faire dire qu'il était temps de sonner le réveil, mais il n'a pas fait attention à ma prière.

Six heures. — Voyant qu'on ne sonnait pas l'appel, je vais trouver Crocco. En ce moment-là, il se trouvait dans la rue en causant avec quelques-uns des siens. J'arrive et le salue, et, tout de suite après, je lui dis qu'il fallait sortir de la ville, sans quoi *que* nous perdrions un monde fou. En ce moment-là, le trompette arrive et je lui commande de sonner l'appel à la course, et Crocco le lui défend. Je le prie de faire sonner l'appel ordinaire, et il ne le veut pas non plus. Il réfléchit un moment et, tout de suite après, il s'en va, — et moi, prévoyant le danger qui nous menaçait, je m'en vais aussi. — Le résultat de tout cela a amené la perte de vingt-

cinq hommes, d'après les uns, et de quarante, d'après les autres [1]. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il s'est perdu beaucoup d'infanterie et même quelques chevaux.

Le manque de paye, le désordre et l'apparition d'une bande assez conséquente feront que la bande entière se perde.

Quatre heures du soir. — La force ennemie dont j'ai parlé plus haut est toujours en présence, mais elle n'ose pas nous attaquer.

Cinq heures. — Nous entrons dans le bois de Monticchio, où nous campons à jeun et sans pain.

28 novembre.

Sept heures du matin. — Nous faisons une halte au centre du bois, sans avoir de pain. La bande se débande.

Midi et demi. — On se prépare à marcher, mais je ne sais pas vers où. Si la direction qu'ils prendront ne me plaît pas, je ferai route vers Rome.

Trois heures du soir. — Une scène navrante. Crocco réunit *ses anciens chefs de voleurs* et leur donne ses anciens acolytes. Les autres soldats *sont désarmés violemment.* Ils leur prennent surtout leurs fusils rayés et d'autres à percussion. Les soldats fuient les uns, et pleurent les autres. — Ils de-

1. Grâce aux gardes nationaux de Pescopagano, dont la conduite fut admirable. Depuis cette déroute, on peut dire que la bande de Crocco n'exista plus.

mandent à servir pour du pain. « Plus de paye ! » disent-ils. Mais *ces assassins* sont inexorables. Ils les donnent à des capitaines de leur façon, et les congédient ayant deux jours de jeûne dans le corps.

Tout cela était prévu, mais on me le cachait très-soigneusement. Quelques-uns des soldats venaient à moi en pleurant, me prenaient la main et me la baisaient en me disant : « Revenez avec une petite force et vous nous trouverez toujours prêts à vous suivre ! »

De mon côté, je chargeais Crocco de sauver cette troupe et je consolais, en pleurant comme eux, tous les soldats autant qu'il était *à* moi de le faire.

29 novembre.

Nous avons marché toute la nuit.

30 novembre.

Nous avons marché beaucoup et, rendus de fatigue, nous faisons une halte.

1er décembre.

. . . . . .

Ainsi finit le journal de Borjès. Le reste du manuscrit ne contient plus que des noms de lieux et des pages blanches, plus le brouillon d'une lettre adressée, le 26 octobre, au général Clary, et lui racontant, sans autres détails, le combat de la veille, — enfin quelques comptes sans intérêt.

Je n'ajoute aucun commentaire à ce terrible document, dont l'authenticité ne peut être infirmée. Le manuscrit original est à Turin, aux archives des affaires étrangères. Libre à tous de le consulter.

Comment faire maintenant pour raconter la retraite de Borjès, qui espéra un instant regagner les États du pape? C'était une entreprise plus difficile encore que la restauration de François II. Il n'hésita pas devant cette effrayante aventure. Il est impossible désormais de le suivre; on perd sa trace, on ne sait où il a passé. On ne le retrouve que dans la Terre de Labour, presque aux frontières. Le 4 décembre, on le vit dans la plaine de Cinque-Miglia; il se dirigeait vers Pescasseroli. Il pouvait suivre deux chemins pour atteindre les États romains, la montagne ou la plaine, le val de Rovelo ou la grande route d'Avezzano. Forcé par les neiges, il suivit la grande route.

A deux milles d'Avezzano, il fit un détour et prit par Cappelle et Scurgola. Il dut traverser ce dernier village à dix heures du soir et passer devant le poste de la garde nationale.

— Qui vive? cria la sentinelle.

— Bons amis! répondit Borjès.

Et il passa sans encombre avec ses hommes.

Il put même arriver jusqu'au delà de Tagliacozzo

sans être arrêté. Sur le conseil de son guide, il répondit au garde national en faction hors de cette commune :

— Nous sommes des *castagnari* (marchands de marrons) qui allons à Santa-Maria.

Borjès se crut sauvé, n'étant plus qu'à cinq heures des frontières. Il fit halte, accordant à ses hommes exténués quelques heures de repos.

Il me reste à raconter sa fin tragique. On a vu que, par des miracles d'audace et de bonheur, il était arrivé à traverser, dans toute sa longueur, le continent de l'ancien royaume des Deux-Siciles, à travers des populations ennemies, des milliers de gardes nationaux, de gardes mobiles, de carabiniers et de soldats poussés partout contre lui, embusqués sur son chemin, battant les bois, occupant les hauteurs, gardant les villages où il devait passer : tous debout, l'arme au bras, l'œil au guet, vigilants, irrités et braves. Il avait ainsi franchi je ne sais combien de provinces, souffrant et bravant toutes les privations, dormant la nuit dans la boue et dans la neige; il s'était jeté dans les Abruzzes; il touchait presque aux frontières, où il eût été libre sous la protection paternelle de Pie IX. Encore quelques heures de marche et il n'eût eu plus rien à craindre. Il fut pris et tué à l'entrée de la terre promise, dans le dernier village italien.

On a des détails complets sur cette capture : ils sont consignés dans le rapport du brave officier qui l'a faite, le major Franchini. Voici ce document, adressé au général La Marmora; je n'ai pas à y changer une ligne :

« Tagliacozzo, 9 décembre.

» Le 7, à onze heures et demie du soir, une lettre de M. le sous-préfet de l'arrondissement m'avertit que Borjès, avec vingt-deux de ses compagnons à cheval, était passé par Pateano, se dirigeant vers Scurgola. Le 8, à trois heures et demie du matin, une autre lettre de M. le commandant des carabiniers royaux de Cappelle me faisait savoir que, la veille à sept heures du soir, les mêmes hommes avaient traversé le pays, et que tout faisait croire qu'ils auraient pris le chemin de Scurgola et de Santa-Maria-al-Tufo.

» A la suite de ces nouvelles, j'envoyai sur-le-champ une forte patrouille commandée par un sergent vers la Scurgola, avec l'espérance de les rencontrer, et une autre à Santa-Maria, commandée par un caporal, pour savoir si les brigands y étaient arrivés. Mais ceux-ci, avant les avis reçus, avaient déjà dépassé Tagliacozzo et traversé tranquillement Santa-Maria, se dirigeant sur la Lupa, grosse *cascina* (ferme) de M. Mastroddi.

» Assuré du passage des brigands, je pris avec moi une trentaine de bersagliers, les premiers qui me tombèrent sous la main, et M. le lieutenant Staderini, qui était de

piquet, et, à deux heures avant le jour, je me mis à poursuivre les malfaiteurs.

» Arrivé à Santa-Maria, j'y trouvai la patrouille que j'avais expédiée, et de celle-ci et des paysans j'eus des données certaines sur le passage des brigands. Aidé par la neige, après une courte halte, je me mis promptement sur leurs traces vers la Lupa.

» Il était environ dix heures du matin lorsque j'arrivai à la cascina Mastroddi; mais rien ne m'indiquait qu'elle fût occupée par les brigands, quand tout à coup, à une cinquantaine de mètres de l'endroit, je vis du côté opposé fuir un homme armé. Je me mets à la course, je le rejoins et lui barre le passage. Les bersagliers se lancent en courant derrière moi; mais le malfaiteur, voyant sa fuite coupée, me met le canon de sa carabine sur la poitrine et tire : le coup ne part pas. Je le mire de mon côté avec mon pistolet, j'ai le même sort. Mais un coup que je lui portai à la tête ne manqua pas et l'étendit à terre. Mes bersagliers se groupent autour de moi, et, à coups de baïonnette, ils tuent tous ceux qu'ils trouvent dehors, cinq brigands. D'autres entourent la cascina; mais les brigands, sur leurs gardes, font feu des fenêtres et me tuent cinq bersagliers.

» Il s'engage un vif combat, mais les brigands se défendent avec acharnement. Enfin, après une demi-heure de feu, je les somme de se rendre, menaçant de brûler la maison. Ils refusent obstinément. Alors, voulant épargner le plus possible la vie de mes braves bersagliers, j'ordonnai

qu'on mit le feu à la cascina. Les brigands se rendirent à discrétion.

» Vingt-trois carabines, trois sabres, dix-sept chevaux, de très-nombreux papiers intéressants tombèrent en mon pouvoir, trois drapeaux tricolores avec la croix de Savoie, sans doute pour tromper les gens, et, de plus, le général Borjès en personne, et ses autres compagnons dont la liste est ci-jointe. Je les emmenai tous avec moi à Tagliacozzo (outre les cinq morts), et je les fis fusiller à quatre heures après-midi, pour servir d'exemple aux ennemis du gouvernement du roi et de la résurrection de la patrie.

» Quelques gardes nationaux de Santa-Maria, avec leur capitaine qui m'avait suivi, se sont comportés honorablement. Je me réserve de faire à M. le préfet de la province des propositions pour les récompenses à leur décerner.

» Le lieutenant Staderini s'est conduit en homme d'honneur et m'a secondé avec intelligence, sang-froid et beaucoup de courage.

» Tous les bersagliers se sont grandement distingués.

» Je remets à Votre Seigneurie très-illustre la liste des candidats pour les récompenses, ainsi que tous les papiers, correspondances très-intéressantes du général Borjès et de ses compagnons, persuadé que le gouvernement pourra en tirer le plus grand profit.

» *Le major commandant le bataillon,*

» FRANCHINI. »

Voici maintenant quelques détails sur la mort de Borjès. Quand il fut pris à la ferme Mastroddi, il ne voulut rendre son épée qu'à Franchini, et l'aborda en lui disant:

— Bien, jeune major!

Les prisonniers furent liés deux à deux et conduits à Tagliacozzo. Pendant le trajet, Borjès parla peu et fuma des cigarettes. Il dit à plusieurs reprises :

— Belle troupe, les bersagliers!

Puis, au lieutenant Staderini :

— J'allais dire au roi François II qu'il n'y a que des misérables et des scélérats pour le défendre, que Crocco est un sacripant et Langlois une brute.

Il manifesta aussi son regret d'avoir été arrêté si près des États romains.

Franchini fit tout ce qu'il put pour obtenir des révélations; les Espagnols furent muets et gardèrent une fière contenance.

— Toutes les tortures ne m'arracheront pas un mot, dit Borjès (qu'on ne songeait nullement à torturer).

Et il ajouta :

— Remerciez Dieu que je sois parti ce matin une heure trop tard; j'aurais gagné les États romains et je serais venu avec de nouvelles bandes pour démembrer le royaume de Victor-Emmanuel.

Je garantis ces paroles : elles résultent d'un second rapport (inédit) du major Franchini.

A Tagliacozzo, Borjès et ses compagnons furent conduits dans un corps de garde où ils donnèrent leurs noms. Un Espagnol, Pietro Martinez, demanda de l'encre et du papier, où il n'écrivit que ces trois lignes : « Nous sommes tous résignés à être fusillés; nous nous retrouverons dans la vallée de Josaphat; priez pour nous ! » Tous se confessèrent dans une chapelle et furent conduits après sur le lieu de l'exécution.

— Notre dernière heure est venue, s'écria Borjès; mourons en braves !

Il embrassa ses compatriotes et pria les bersagliers de bien viser; puis il se mit à genoux avec ses compagnons et entonna une litanie espagnole. Les autres lui répondaient en chœur. Le cantique fut coupé par les balles. Dix Espagnols tombèrent; après quoi, vint le tour des Napolitains, parmi lesquels, dit-on, un dernier étranger, qui, avant le feu, s'écria très-haut :

— Je demande pardon à tout le monde !

Telle fut la fin de Borjès et de tous ses compagnons. Un seul d'entre eux, Augustin Capdevila, malade, était resté en arrière; Borjès lui avait donné seize louis avant de le quitter. Ce malheureux resta caché encore un mois dans une grotte en Basilicate, où la garde

nationale est allée le prendre. Ses dépositions confirment pleinement tout ce que j'ai dit dans ce travail. Les Espagnols ont tous confessé que, séduits par les mensonges des journaux et des comités, ils avaient compté trouver des armées debout, et n'avaient rencontré que des brigands en fuite. Ils se disaient trahis par le général Clary.

On a blâmé l'exécution de Borjès; M. Victor Hugo s'est écrié : « Le gouvernement italien fusille les royalistes ! » Mais que pouvait faire le gouvernement italien? A quel signe reconnaître l'honnête homme du brigand? De quel droit justifier l'un des meurtres et des vols commis avec l'autre? On avait vu Borjès avec Crocco dans toutes les sanglantes priapées de la Basilicate. D'ailleurs, la loi était inflexible : « Seront fusillés tous ceux qui auront été pris les armes à la main. » Cette loi avait été faite pour des bandits, parce qu'il n'y eut jamais que des bandits dans ces parodies de guerre civile. Pas un Italien de cœur, pas un officier du roi déchu, pas un homme à qui les chefs de la réaction eussent voulu serrer la main ne s'était joint aux bandes de Crocco ni de Mittica. Qu'était donc venu faire Borjès — un Espagnol — dans ces ignobles scènes de coupe-gorge? Fallait-il être indulgent avec lui parce qu'il était Espagnol?

Les Napolitains se seraient insurgés violemment contre cette injustice. Cela est si vrai, que, lorsque, plus tard, à la prière du prince de Scilla, le général La Marmora consentit à l'exhumation du corps de Borjès, qui fut transporté à Rome, il n'y eut qu'un cri d'indignation dans tous les villages des frontières. Une grêle de protestations partit pour Caserte, pour Naples et pour Turin. L'implacable rancune des populations ne distingue plus : le royalisme pour elle, c'est le brigandage.

L'insuccès et le témoignage éclatant de Borjès prouvent que je peux arrêter ici mon travail. Depuis l'exécution de l'Espagnol, la bande de Crocco s'est dispersée; son chef illustre ne songe plus qu'à mettre son argent en sûreté et à se sauver quelque part. Après avoir essayé en vain de se joindre à lui, Cipriano della Gala a reparu sur les hauteurs de San-Martino, dans la province d'Avellino. Une brillante expédition, dirigée par le général Tranzini, le mit en fuite. On le revit un jour sur les côtes de la Terre de Labour, au-dessus du Volturne; depuis lors, on a perdu sa trace. Il est peut-être arrivé sain et sauf au Quirinal, ou — qui sait? au Vatican.

Aux frontières romaines, l'intervention des Français a rendu le banditisme impossible. Une nouvelle échauf-

fourée de légitimistes, étouffée dans son germe, à Alatri, a prouvé l'impuissance et la misère de ce parti moribond. L'insuccès d'une autre tentative à Castellamare, en Sicile, n'a fait que ranimer dans cette île, qui avait commencé le feu, les vieilles haines contre les Bourbons et la foi dans la cause nationale.

Au moment où j'écris, il y a encore quelques bandes dans le Gargano, en Capitanate, sur les côtes de l'Adriatique, à l'éperon de la botte italienne. Elles ne méritent même pas une mention dans ce travail. Le Zambro, Turri-Turri, le maçon Codipietro sont déjà oubliés, peut-être morts. Tout le reste du royaume est tranquille. Le général La Marmora, préfet de Naples et commandant du sixième corps d'armée, s'est fait aimer par des qualités toutes *piémontaises*.

Plein de réserve et de bon sens, très-actif sans le montrer, vigilant et vigoureux au besoin, sans le dire, il tient Naples dans sa main et ne s'en vante pas. Lui seul, en Italie, pouvait réussir après le vainqueur brillant de Castelfidardo et de Gaëte.

Le général La Marmora a osé la grande mesure qui avait fait hésiter avant lui toutes les lieutenances : il a ordonné la levée de trente-six mille hommes. Et la levée s'est faite presque partout sans opposition, d'en-

thousiasme. Pour la première fois, depuis que Naples est Naples, on a vu les conscrits accourir sous les drapeaux en criant : « Vive le roi ! »

Et quand on pense à ce qu'était l'Italie à la fin de 1860, avec François II à Gaëte, le brigandage fortement organisé dans les Abruzzes, Civitella-del-Tronto et Messine encore soumises aux bourboniens; trois armées sur les bras, celle de François II, celle de Garibaldi et celle de Victor-Emmanuel; le pays en révolution, les finances épuisées, le pouvoir sans autorité, la France incertaine, l'Autriche menaçante, le pape foudroyant; et quand nous pensons que, marchant droit devant lui, à travers tous ces obstacles, le Piémont n'a pas seulement bravé les foudres du Vatican et les représailles des Autrichiens, surmonté les hésitations des Tuileries, contenu les impatiences de la révolution, conquis Messine et Gaëte, achevé François II, écarté Garibaldi, constamment battu le brigandage toujours renaissant, mais qu'il a encore affronté tous les mécontentements et toutes les résistances du municipalisme napolitain, qu'il s'est obstiné dans son idée d'annexion immédiate et d'assimilation quand même; qu'il s'est acharné à cette œuvre dans les moments les plus difficiles et les plus désastreux; qu'il y a compromis la réputation de trois hommes distingués : Nigra, Ponza

di San-Martino et Farini, — plus encore, la gloire du comte de Cavour, — sans se distraire un moment, sans dévier d'un pas de cette idée fixe; qu'il s'est rendu impopulaire comme à plaisir, enlevant aux Napolitains leur autonomie bribe à bribe, et non-seulement leur autonomie, mais encore leur hégémonie sur les provinces du Midi; resserrant l'autorité d'une capitale de cinq cent mille habitants dans un département de quelques lieues; supprimant enfin la lieutenance du moment où elle commençait à plaire, grâce au général Cialdini; et que, malgré toutes ces fautes, peut-être nécessaires, peut-être même volontaires, il s'est rapproché chaque jour de son but invariable avec un succès miraculeux, sans soubresauts, sans secousses, sans remuer les rues des villes, malgré le brigandage persistant sur les montagnes et dans les bois; sans soulever une seule barricade, malgré l'opposition violente des bourboniens, des garibaldiens, des mazziniens, malgré le franc parler de la chambre et la licence exaspérée de la presse; qu'il vient enfin d'ordonner la levée, au plus mauvais moment, après la suppression de la lieutenance, pendant une recrudescence du brigandage, et que cette levée s'est opérée presque partout avec des fanfares, et que les conscrits se sont présentés en foule sous ces drapeaux qui seront peut-être criblés de balles au

printemps prochain : quand on songe à tout cela, l'on est bien forcé de reconnaître que Dieu le veut et que l'Italie a son étoile !

MARC-MONNIER.

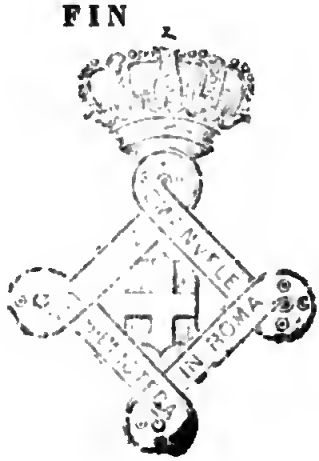
Naples, février 1862.

POST-SCRIPTUM

Aujourd'hui, 28 avril 1862, trois vainqueurs viennent de passer sous mes fenêtres : le commandeur Rattazzi, qui, appelé au pouvoir, achèvera l'Italie; le général La Marmora, qui vient de balayer les deux dernières bandes, celle de Coppa et celle de Crocco, reparues un instant sur le versant de l'Adriatique, et Victor-Emmanuel, accueilli dans sa capitale du Midi par l'unanime acclamation de tout un peuple qui ne crie plus : « Vive Garibaldi ! » mais : « Vive le roi ! »

C'est au bruit de l'ovation que j'ajoute ce dernier mot à mon opuscule.

FIN



455.113

Digitized by Google

TABLE

AVERTISSEMENT 1

I

Les Napolitains. — Les lettrés et le peuple. — La peur. — Le droit du plus fort. — Les camorristes. — Les brigands purs. — Les rançons (*ricatti*). — Ferdinand II et Talarico. — Amato et Vandarelli. — Un mot sur 99..... 5

II

Le brigandage sous Joseph Bonaparte et Murat. — Comment il s'était formé. — Antonelli, ses deux entrées à Chieti. — Tacconi. — Le Bizzarro et sa femme. — Parafante. — Les officiers fusillés par leurs propres soldats. — Les massacres de Parenti. — Le général Manhès. — Une ville en interdit. — *Santo Manhès!*..... 17

III

Le brigandage actuel. — Les premiers mouvements des Abruzzes (octobre 1860). — Les bandes de Lagrange. — Giorgi et son cheval boiteux. — L'affaire de la Scurgola. — Anecdotes. — M. de Christen. — Comment se formèrent les nouvelles bandes. — Les

forçats évadés. — Les soldats licenciés. — Parallèle entre l'armée de François II et l'armée de Cromwell. — Les brigands d'Angleterre..... 33

IV

La conspiration. — Naples garibaldienne. — Les partis après le départ du dictateur. — L'opposition des lettrés : la *consorteria* et le municipalisme. — L'opposition du peuple. — L'opinion de la peur. — *Vive Garibaldi !* — L'opposition du clergé. — Les lois contre les couvents. — La fausse monnaie, les anneaux de zinc. — Le brigandage devient politique..... 55

V

Le brigandage en Basilicate (avril 1861). — Premiers mouvements de Ripacandida. — Les chefs : Donatelli-Crocco et consorts. — Prise de Venosa. — Tragédies et comédies. — Bocchicchio. — Écrits de Crocco. — Prise de Lavello. — Insurrection de Melfi. — Crocco et la Madone. — Revanches des Italiens. — Anecdotes. — Belle conduite de la garde nationale. — Une lettre de brigande. — Atrocités. — Un bourbonien sincère..... 77

VI

Le brigandage sous l'avant-dernière lieutenance (mai-juillet 1861). — Les agressions aux frontières. — Le vrai Chiavone. — Anecdotes. — Les mulets devant un conseil de guerre. — Le comte Ponza di San-Martino. — Les bienfaits de la conciliation. — Le comité de Rome, ses manœuvres, ses ramifications. — Serment des affiliés. — Complicité du saint-siége. — Ce qu'espéraient les bourboniens. — La conspiration à Naples. — Le cardinal-archevêque. — Miracles. — Éloge des Napolitains et des gardes nationaux. — Villes calmes, hameaux attaqués. — Progrès effrayants du brigandage. — La prison de Caserte assaillie. — Un document officiel et inédit. — Affaires d'Avellino. — Massacres de Montemiletto. — Le gouverneur de Luca et les Hongrois. — Arrivée de Cialdini.. 101

VII

La lieutenance du général Cialdini (juillet-novembre 1861.) — La réaction réprimée. — Le parti de l'action ménagé. — Popularité du général. — Déclin du brigandage. — Histoires de cannibales. — Pontelandolfo et Casalduni. — Leurs crimes et leur châtiment. — Les répressions d'autrefois. — Le général Manhès. — La pacification des provinces méridionales..... 135

VIII

Le brigandage étranger. — Une lettre de M. de Rotrou. — L'expédition de M. de Trazégnies. — Don José Borjès. — Instructions du général Clary. — Journal de Borjès. — Son expédition en Calabre et en Basilicate. — Ses démêlés avec le *général* Crocco. — Sa retraite miraculeuse. — Sa fin tragique. — Ce qui reste maintenant du brigandage (février 1862.) — Le général La Marmora et la levée. — Conclusion..... 151

FIN DE LA TABLE.

Paris. Imprimerie Pillet fils aîné, rue des Grands-Augustins, 5.

HAG
455.113

Digitized by Google

Digitized by Google